

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 12 – 22 mai 2025



ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 11 – 9 avril 2025



Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre%20les%20lignes%20entre%20les%20mots), www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières et DR.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Ce passé qui nous hante et façonne notre présent !	5
<u>Yorgos Mitralias</u>	
<u>ADRESSE N° 12/121</u>	
La « Grande Guerre patriotique », un outil de propagande de Poutine	9
<u>Hanna Perekhoda</u>	
<u>ADRESSE N° 12/122</u>	
Massacres du 8 mai 1945 : la reconnaissance indispensable	14
<u>Olivier Lecour Grandmaison</u>	
<u>ADRESSE N° 12/123</u>	
Pourquoi le trumpisme est un fascisme	19
<u>Raphaël Canet</u>	
<u>ADRESSE N° 12/124</u>	
La montée du fascisme et la fin des temps	26
<u>Naomi Klein et Astra Taylor</u>	
<u>ADRESSE N° 12/125</u>	
États-Unis-Amérique latine : retour de la politique du gros bâton et doctrine Monroe 2.0	36
<u>Laurent Delcourt</u>	
adresses à visiter	42
<u>ADRESSE N° 12/126</u>	
Menaces russes contre la Lituanie et monde de travail	43
<u>Jurgis Valiukevičius</u>	
<u>ADRESSE N° 12/127</u>	
Syrie : justice transitionnelle et confessionnalisme	50
<u>Joseph Daher</u>	
<u>ADRESSE N° 12/128</u>	
Les nouveaux centres d'accumulation du capital	53
<u>Adam Hanieh</u>	

ADRESSE N° 12/129

Les fausses promesses de la gouvernance « experte » imposée d'en haut :
un appel à la démocratie radicale 61

Nemanja Drobnjak

ADRESSE N° 12/130

Iran : la peine de mort est une question féministe 67

Elahe Amani

ADRESSE N° 12/131

Quand les adolescentes résistent 71

Carol Mann

ADRESSE N° 12/132

Où est l'indignation face aux violences sexuelles « systématiques »
contre les Palestiniennes ? 73

Samah Salame

ADRESSE N° 12/133

Ukraine : « Les coopératives sont une façon de propager les principes
de l'auto-organisation » 76

Entretien à ReSeew Coop

Ce passé qui nous hante et façonne notre présent !

Yorgos Mitralias

5

Il est manifeste que, par les temps qui courent, le passé revient en force pour hanter et même pour façonner de plus en plus notre présent ! C'est comme si les démons d'un passé prétendument exorcisés à jamais revenaient et, pire, occupaient de nouveau le devant de la scène politique. Prenez par exemple la seconde présidence de Trump et son trumpisme triomphant qui présente plus que des similitudes avec la peste brune de l'entre-deux-guerres. Évidemment, Naomi Klein et Astra Taylor ont tout à fait raison quand elles affirment que « nous devons reconnaître la réalité : nous ne sommes pas confrontés à des adversaires que nous avons déjà vus¹ ». Oui, sans doute, car cette seconde présidence de Trump semble inédite et n'a aucun précédent non seulement parce qu'elle est dirigée et soutenue par des milliardaires mais aussi parce que tous ces ultra-riches qui la composent « ne se contentent pas de profiter des catastrophes, dans le style du capitalisme du désastre, mais les provoquent et les planifient simultanément ».

Cependant, les deux autrices ne se limitent pas à souligner et à analyser (brillamment) la nouveauté du projet trumpiste. Elles affirment aussi qu'on est quand même en présence d'un fascisme qu'elles appellent à juste titre « *fascisme de la fin des temps* ». Nous voilà donc en plein retour aux sources du mal : il s'agit bel et bien d'un fascisme que Raphaël Canet a eu d'ailleurs la très bonne idée « d'authentifier » en lui appliquant – avec succès – les célèbres quatorze éléments qui permettent de reconnaître ce

qu'est « le fascisme éternel » selon Umberto Eco².

Le test est convaincant. Les actes, les croyances et les politiques du trumpisme illustrent parfaitement les « quatorze éléments » d'Umberto Eco. Cependant, on doit avouer qu'un doute peut persister car il y a manifestement dans ce « fascisme de la fin des temps » quelque chose de plus qui le rapproche d'un scénario de... science-fiction apocalyptique : trop de délire millénariste, trop de paranoïa et d'irrationalité, trop de sadisme misanthrope décomplexé et surtout trop de haine exterminatrice des humains et destructrice de la nature, ce qui rend ses protagonistes des « traîtres à ce monde et à ses habitants humains et non humains³ ».

Alors, tout ça pourrait n'être que science-fiction, projet irréalisable d'un cerveau détraqué ? Malheureusement non, absolument pas. Ce cauchemar n'est pas rêvé mais il est désormais vécu. Nous vivons déjà dans cette réalité horrifique et nous expérimentons déjà cette irrationalité macabre ne serait-ce qu'en subissant la catastrophe climatique ou qu'en assistant aux tragédies génocidaires qui se déroulent – heure après heure – devant nos yeux en Palestine et en Ukraine. Et malheureusement, ce n'est pas la première fois dans les derniers 80 ans que « les forces auxquelles nous sommes confrontés ont fait la paix avec la mort de masse⁴ ». D'ailleurs, preuve supplémentaire de leur nazisme, ces « forces auxquelles nous sommes confrontés » s'inspirent ouvertement des exploits nécrophiles et macabres de leurs maîtres à penser nazis, et ils en sont

1. Naomi Klein et Astra Taylor, « La montée du fascisme et la fin des temps », voir dans ce n° d'Adresses, p. 26.

2. Raphaël Canet, « Pourquoi le trumpisme est un fascisme », voir dans ce n° d'Adresses, p. 19

3. Naomi Klein et Astra Taylor, art. cité.

4. *Idem*.

fiers. C'est du reste pourquoi ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour soutenir tout ce qu'il y a d'extrémistes (durs) de droite, de néofascistes et surtout de néonazis de par le monde.

Mais, leur filiation ne se limite pas à ces penchants suprématistes et misanthropes. Elle touche aussi des questions apparemment secondaires comme leur commune prédilection pour le plus délirant des complotismes, pour l'eugénisme ou pour un ésotérisme et un occultisme (plus ou moins de pacotille) qui les rapprocherait plutôt d'un nazisme tendance Himmler. En somme, il y a plein de raisons d'affirmer non seulement que le pire passé cauchemardesque hante notre présent, mais aussi que le retour de ce passé prend la forme d'un nazisme pur-sang qui serait simplement actualisé !

Et puis, force est de constater que rien n'est totalement nouveau et inédit sous le ciel de la barbarie capitaliste. Comme, par exemple, «le retour d'une politique étrangère plus interventionniste et coercitive de la part des États-Unis» en Amérique latine, ce qui marque «la réactivation de la doctrine Monroe». Et cela d'autant plus qu'il leur faut désormais contrer l'influence grandissante de la Chine dans ce qui était traditionnellement l'arrière-cour et la chasse gardée des États-Unis⁵.

D'ailleurs, l'apparition de ce que l'économiste Adam Hanieh appelle «nouveaux centres d'accumulation du capital» et surtout de la Chine, oblige Trump à réagir vite et fort pour «gérer le déclin relatif des États-Unis dans le contexte des crises systémiques plus importantes auxquelles est confronté le capitalisme mondial⁶», ce qui l'amène à brandir la menace de droits de douane plus ou moins exorbitants. Et Adam Hanieh d'avertir que «lorsque nous parlons de la dynamique du système impérialiste mondial, il ne s'agit pas simplement de rivalités entre États et de mesurer la force des États-Unis par rapport à d'autres puissances capitalistes. Nous devons replacer ces conflits dans la crise systémique

à plus long terme que tous les États tentent de surmonter»...

Mais, plus encore que le trumpisme, c'est le poutinisme qui est hanté et façonné par le passé et ses démons ! En rappelant que la «Grande Guerre patriotique» est devenue la principale sinon l'unique référence et ciment idéologique de l'Union Soviétique stalinienne et poststalinienne, Hanna Perekhoda⁷ réussit trois tours de force : d'abord, démontrer qu'en se centrant sur la «Grande Guerre patriotique» qui couvre la période 1941-1945, tant le stalinisme que le poutinisme ont voulu «effacer les vingt et un mois qui ont précédé l'invasion de l'URSS» qui ont vu «Moscou et Berlin être des alliés *de facto*» et collaborer étroitement tant sur le plan économique que militaire. Ensuite, montrer combien la légende de cette «Grande Guerre patriotique» sert d'«outil de propagande à Poutine». Et enfin, dévoiler ce qui se cache derrière la «dénazification de l'Ukraine» que prétend poursuivre le maître du Kremlin en envahissant et en détruisant ce pays.

C'est ainsi que, à l'opposé de ce que disent les poutinistes et les poutinisants de par le monde, la «dénazification» poutinienne de l'Ukraine renvoie à tout autre chose qu'à une Ukraine... nazifiée et gouvernée par des «fascistes». Comme l'affirme Hanna Perekhoda, «le mot "fascisme" a perdu tout lien avec une idéologie politique spécifique et désigne désormais uniquement une menace abstraite et absolue : le désir de détruire la Russie. Il est devenu synonyme d'"ennemi" ou de "russophobe", désignant toujours l'Autre, jamais un mouvement historiquement défini». D'ailleurs, au grand désespoir des poutinistes et autres campistes, c'est le bras droit de Poutine et son éternel ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov qui confirme pleinement les dires de Perekhoda quand il déclare que «les objectifs de Netanyahou à Gaza semblent similaires à la "démilitarisation" et à la "dénazification" que Moscou poursuit en Ukraine depuis le lancement de son offensive en février 2022».

À l'instar de Hanna Perekhoda, Jurgis Valiukevičius rappelle quelques grandes vérités qu'on a tendance à oublier dans nos

5. Laurent Delcourt, «États-Unis-Amérique latine : retour de la politique du gros bâton», voir dans ce n° d'Adresses, p. 36.

6. Adam Hanieh, «Les nouveaux centres d'accumulation du capital», voir dans ce n° d'Adresses, p. 53.

7. Hanna Perekhoda, «La "Grande Guerre patriotique", un outil de propagande de Poutine», voir dans ce n° d'Adresses, p. 9.

pays de l'Europe occidentale. Par exemple que «l'histoire de nos pays [baltes] a été façonnée par l'empire russe plus que par les pays occidentaux⁸». Ce qui se traduit par des siècles d'oppression nationale de ces pays par le chauvinisme impérial grand-russe, d'abord des tsars et ensuite des bureaucrates staliniens, jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur indépendance il y a seulement trente-cinq ans.

Alors, le syndicaliste et Vert lituanien a tout à fait raison d'affirmer qu'en oubliant – de bonne ou de mauvaise foi – ces vérités, «la gauche occidentale maintient la même vision occidental-centrée, même lorsqu'il s'agit de critiquer le colonialisme et l'impérialisme». On pourrait ajouter qu'une première conséquence de l'arrogance de cette gauche (campiste) occidentale est qu'elle se désintéresse complètement de la gauche (oui, elle existe!) de ces pays et encore plus des expériences d'auto-organisation comme celle pratiquée par les femmes de la coopérative ukrainienne ReSeew Coop interviewées par Patrick Trehondat⁹.

Mais, la conséquence est encore plus grave, quand cette gauche campiste va jusqu'à taxer de va-t'en guerre vendus à la réaction occidentale, les Lituanais, Estoniens, Lettons mais aussi les Ukrainiens qui «osent» vouloir s'armer pour se défendre contre les (désormais traditionnelles) visées russes contre leurs pays...

Ceci étant dit, le retour en force d'un passé coupable qui empoisonne le présent n'est l'apanage ni des États-Unis ni de l'est européen. Les anciennes puissances coloniales européennes continuent à en faire périodiquement l'expérience. Comme la France qui refuse ostensiblement de Reconnaître ses crimes tels que l'effroyable massacre de 30 000 Algériens qui revendiquaient leur liberté le 8 mai 1945, le jour même où les Français fêtaient... la capitulation du régime nazi qui les avait privés de leur propre liberté¹⁰! Inutile de dire que ce refus éhonté fait

le bonheur de son extrême droite et d'autres nostalgiques de l'Empire français tandis qu'il empoisonne les rapports de la France avec l'Algérie qui passent de nouveau un (très) mauvais moment.

C'est dans ce sombre paysage international que des actes de résistance comme celles des adolescentes Afghanes et Congolaises¹¹ qui défient – au péril de leur vie – les unes la misogynie des Talibans, et les autres la terreur des miliciens soutenus par le Rwanda, sont porteurs d'espérance. Comme d'ailleurs, la lutte exemplaire des féministes iraniennes non seulement contre la peine de mort, mais aussi contre «son application sexuée» qui fait d'elle «un outil de contrôle de l'État qui recoupe des questions de genre, de classe, de race et de sexualité¹²».

Plus près de nous, les manifestations monstres des Serbes, étudiants en tête, qui se succèdent depuis des mois, font déjà trembler le pouvoir réactionnaire et corrompu du président – pro-Poutine et pro-Netanyahu – Vučić. Ce qui oblige les uns et les autres à préparer le futur: le régime à bout de souffle, qui tente de vendre aux manifestants des «solutions» bidon du genre «gouvernement d'experts» et les révoltés qui essaient d'éviter les pièges au nom de ceux d'en bas qui revendiquent le droit de gouverner collectivement¹³.

Un autre pays qui est en train de s'interroger sur son avenir, est la Syrie martyrisée qui vient de se débarrasser de la dynastie sanglante des Assad. Mais, selon Joseph Daher¹⁴, les premiers actes du régime du président (autoproclamé) Ahmed al-Charaa qui leur a succédé n'augurent rien de bon: massacre de la minorité des Alaouites, instrumentalisation du confessionnalisme afin de diviser la population, «refus des nouvelles autorités au pouvoir de mettre en place un cadre de justice transitionnelle» et promesses de leur part «d'approfondir les politiques néolibérales».

8. Jurgis Valiukevičius, «Menaces russes contre la Lituanie et monde de travail», voir dans ce n° d'Adresses, p. 43.

9. Entretien avec ReSeew Coop, Ukraine: «Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation», voir dans ce n° d'Adresses, p. 76.

10. Olivier Lecour Grandmaison, «Massacres du 8 mai 1945: la reconnaissance indispensable», voir dans ce n° d'Adresses, p. 14.

11. Carol Mann, «Quand les adolescentes résistent», p. 71.

12. Elahe Amani, «Iran: la peine de mort est une question féministe», voir dans ce n° d'Adresses, p. 67.

13. Nemanja Drobnjak, «Les fausses promesses de la gouvernance «experte» imposée d'en haut: un appel à la démocratie radicale», voir dans ce n° d'Adresses, p. 61.

14. Joseph Daher, «Syrie: justice transitionnelle et confessionnalisme», voir dans ce n° d'Adresses, p. 50.

Mais, pendant que le nouveau régime syrien fait les yeux doux à la monarchie saoudienne et à... Trump, presque de l'autre côté de sa frontière, le génocide du peuple Palestinien non seulement continue mais est en train d'atteindre son paroxysme devant une «communauté internationale» impassible qui refuse ostensiblement de l'arrêter. Comme d'ailleurs, elle refuse non seulement de tenir compte mais même de faire connaître à ses populations le rapport accablant de l'ONU sur «les violences sexuelles systématiques» que subissent les Palestiniennes par leurs bourreaux israéliens. Violences sexuelles qui vont des viols aux attaques des «infrastructures de santé maternelle de Gaza, des centres de traitement de la fertilité et, en fait, de toute institution liée à la santé génésique¹⁵».

Triste époque que la nôtre, époque de tous les dangers et de toutes les horreurs. Et, signe des temps, ce n'est pas un hasard que celui qui est très probablement à la fois le cerveau et l'esprit maléfique du trumpisme, le milliardaire libertarien et néonazi Peter Thiel traite d'«antéchrist» son ennemi juré le plus emblématique, la jeune militante suédoise écosocialiste et anticapitaliste Greta Thunberg. Alors, pourquoi Greta? Mais, parce que, selon Naomi Klein et Astra Taylor, «ce qui l'effraie chez Greta est son engagement indéfectible envers cette planète et les nombreuses formes de vie qui existent – et non envers des simulations de ce monde générées par l'IA, ni envers une hiérarchie entre ceux qui méritent de vivre et ceux qui ne le méritent pas, ni envers les divers fantasmes d'évasion extra-planétaire vendus par les fascistes de la fin des temps»...

Yorgos Mitralias est un internationaliste grec.
Journaliste, il est membre du comité pour
l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) et de la
Commission pour la vérité sur la dette grecque.

15. Samah Salaime, «Où est l'indignation face aux violences sexuelles «systématiques» contre les Palestiniens?», voir dans ce n° d'Adresses, p. 73.



La « Grande Guerre patriotique », un outil de propagande de Poutine

Hanna Perekhoda

9

Depuis le soulèvement de Maïdan et l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, la propagande du Kremlin n'a cessé de dépeindre les dirigeants ukrainiens comme des nazis ou des fascistes. Les responsables russes et les médias d'État ont commencé à affirmer que les nouveaux dirigeants ukrainiens étaient des «néonazis» qui menaceraient la population russophone d'Ukraine. La Russie a également accusé les autorités ukrainiennes de «génocide» à l'encontre de la population du Donbass.

Le 24 février 2022, lors de l'annonce de l'invasion à grande échelle, la «dénazification» de l'Ukraine a été présentée comme l'objectif principal de la guerre. Sur le terrain, rien ne vient étayer les accusations de Moscou¹ : personne n'a jamais documenté de «génocide» contre des personnes d'origine russe ou russophones, que ce soit en Ukraine ou ailleurs. Quant à l'extrême droite ukrainienne, son influence politique reste minime : lors des élections législatives de 2019, les principaux partis ultranationalistes, qui se sont présentés sur une liste commune, ont obtenu un peu plus de 2 % des voix, bien en dessous du seuil requis pour entrer au Parlement. En bref, l'image d'un «régime nazi» à Kiev repose sur un écart flagrant entre le discours et la réalité.

Cependant, le but de cette analyse n'est pas de montrer que la propagande russe est, en fait, de la propagande. Il s'agit plutôt de comprendre pourquoi les autorités russes invoquent sans cesse la Seconde Guerre mondiale – ou, dans le langage russe, la «Grande Guerre patriotique» – lorsqu'elles parlent de l'Ukraine. Comprendre cette dynamique

mémorielle est essentiel pour saisir la puissance d'une rhétorique qui, malgré son absence totale de fondement factuel, continue de façonner la vision du monde russe.

Effacer la complicité soviétique dans la Seconde Guerre mondiale

L'insistance soviétique et russe à utiliser le terme «Grande Guerre patriotique» pour désigner exclusivement la période de 1941 à 1945 a un but précis : effacer les vingt et un mois qui ont précédé l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie. Entre le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939 et l'opération Barbarossa du 22 juin 1941, Moscou et Berlin étaient des alliés de facto : ils ont coopéré étroitement sur le plan économique, coordonné leur diplomatie, envahi et partagé la Pologne en septembre 1939. Ensuite l'Union soviétique a annexé les pays baltes et déclaré la guerre à la Finlande. En réduisant la guerre à la période 1941-1945, l'URSS et la Russie ont pu nier toute responsabilité dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et se présenter uniquement comme la victime de l'agression nazie et le principal libérateur de l'Europe.

La Grande Guerre patriotique, et surtout la victoire de 1945, est devenue l'événement fondateur de l'histoire soviétique et la pierre angulaire de la mémoire collective. Mais cette mémoire, souvent présentée comme monolithique et universellement partagée, est tout sauf uniforme. Un Ukrainien de l'ouest, qui a subi deux occupations successives entre 1939 et 1944, se souvient d'une guerre très différente de celle d'un Ukrainien de l'est, dont l'expérience a été principalement marquée par la destruction nazie. Le souvenir d'un Russe n'a pas grand-chose à

1. *The Conversation*, 25 février 2022.



voir avec celui d'un Tatar de Crimée², déporté avec toute sa communauté et privé du droit au retour pendant des décennies. Quant aux Juifs soviétiques, dont les familles et les communautés ont été exterminées pendant l'Holocauste, ils ont longtemps été contraints au silence, les récits officiels ne laissant aucune place à la spécificité de leur souffrance³.

Alors qu'en Europe occidentale et en Amérique du Nord, l'Holocauste est désormais considéré comme l'horreur ultime de la guerre, le mythe soviétique de la guerre efface cette tragédie en l'intégrant dans le vaste bilan humain du peuple soviétique dans son ensemble. Les souvenirs des minorités – massacres antisémites, déportations ethniques ou expériences diverses de l'occupation – ont dû être absorbés, réduits au silence et effacés.

L'expérience collective de la guerre et le discours officiel qui l'entourait ont profondément remodelé la conception du «fascisme» et de l'«antifascisme» de la population soviétique. Plutôt que de désigner une doctrine politique spécifique de l'entre-deux-guerres, le terme «fascisme» était devenu une étiquette fourre-tout pour désigner l'ennemi ultime. Trotsky ou les conservateurs britanniques pouvaient tout aussi bien être

qualifiés de «fascistes», tout comme les opposants nationaux et internationaux après 1945, y compris les communistes chinois. Le mot «nazi» lui-même était rarement utilisé. Dans la vie de tous les jours, traiter quelqu'un de «fasciste» était plus une insulte grave qu'une affirmation idéologique.

Dans les années 1960-1970, alors que la foi dans le communisme comme projet d'avenir commençait à s'effriter, le culte de la victoire de 1945 est progressivement devenu le principal pilier de la légitimité du régime. Les commémorations sont devenues rituelles et ont fini par impliquer toutes les générations et tous les groupes sociaux : les enfants défilaient en rangs serrés devant la Flamme éternelle ou la Tombe du Soldat inconnu ; les mariées, voiles flottant au vent et bouquets à la main, se rendaient sur les monuments aux morts pour déposer des fleurs et se faire photographier. Dans chaque ville, puis dans chaque village, des monuments commémoratifs construits par l'État, dont l'architecture solennelle visait à inscrire la mémoire de la Grande Guerre patriotique dans la vie quotidienne des citoyens, ont vu le jour.

La mémoire comme arme

Sous Vladimir Poutine, le culte de la Grande Guerre patriotique a été ravivé. Après les manifestations pro-démocratiques de 2011 et la candidature de Poutine à un troisième mandat présidentiel en 2012, le

2. Mark A. Green «[Crimean Tatars and Russification](#)».

3. «Silenced memories : the Holocaust Narrative in the Soviet Union», [British Library](#).



régime a mis en place une politique délibérée de construction d'un récit historique visant à ancrer sa légitimité dans une vision de la nation assiégée. Face aux protestations généralisées contre l'autoritarisme croissant, les autorités ont choisi de présenter la Russie comme encerclée par des ennemis et Poutine comme le seul rempart capable de défendre la patrie. Pas besoin d'inventer une nouvelle idéologie : le mythe déjà bien établi de la Grande Guerre patriotique s'est naturellement imposé comme le récit stratégique du régime, fonctionnant à tous les niveaux.

La glorification de la victoire de 1945 a permis au régime de purger la mémoire collective de ses éléments spécifiquement socialistes : en ne conservant que le récit du triomphe national, la période soviétique a pu être intégrée de manière transparente dans une histoire nationale continue, sans rupture révolutionnaire. Dans le même temps, la réhabilitation de Joseph Staline en tant que vainqueur légitime a servi à légitimer l'autocratie. Les répressions massives et les politiques génocidaires qui ont coûté la vie à des millions de personnes ont été présentées comme une étape tragique mais nécessaire : elles avaient fait de l'URSS une superpuissance mondiale, capable de défendre la civilisation contre la « peste brune ».

Le Kremlin a multiplié les outils juridiques pour faire passer ce récit. Depuis 2020, la Constitution russe impose « le respect de

la mémoire des défenseurs de la patrie » et interdit de « minimiser l'importance de l'héroïsme » du peuple soviétique. En avril 2021, Poutine a signé une loi qui durcit les sanctions pour les « insultes » ou les « fausses déclarations » sur la Seconde Guerre mondiale et sur ses vétérans. En décembre 2019, Poutine a lui-même réuni quelques dirigeants d'États post-soviétiques autour d'une pile de documents d'archives qui, selon lui, prouvaient des vérités historiques longtemps ignorées en Occident, les citant de manière sélective pour justifier, rétrospectivement, l'annexion de la Pologne et des États baltes par l'URSS. Poutine a ainsi instrumentalisé⁴ l'histoire, qui est devenue indissociable de l'intérêt national. Remettre en cause son interprétation équivaut à une trahison.

L'imaginaire national construit autour du culte de la Grande Guerre patriotique permet désormais de présenter toutes les actions de la Russie sur la scène internationale comme faisant partie d'une guerre éternelle contre le fascisme. Dans le discours des médias russes, il aurait été impensable de décrire le gouvernement ukrainien comme une « junte fasciste » ou comme une « clique nazie » en dehors du cadre narratif imposé par l'État au cours de la dernière décennie. L'invasion à grande échelle de 2022 est donc présentée comme la simple continuation de

4. Sergey Radchenko, « Putin's Histories », 23 janvier 2023.

la Grande Guerre patriotique : un conflit ancré dans une conception cyclique du temps où la Russie, éternellement menacée par un ennemi occidental, se bat pour sa survie même, sur le sol ukrainien.

Chaque année, le 9 mai, les Russes défilent dans le Régiment immortel⁵ en portant les portraits de leurs proches qui ont combattu entre 1941 et 1945. De plus en plus, les visages de ceux qui ont combattu – ou sont morts – dans la guerre contre l'Ukraine s'ajoutent à ces rangs, comme si les deux guerres faisaient partie d'un seul et même combat sans fin⁶. Les guerres passées et présentes se confondent, et la victoire de 1945 devient le prisme à travers lequel tous les événements – passés, présents et futurs – sont interprétés dans une chronologie historique continue.

Cette fusion symbolique explique aussi les images surréalistes des forces d'occupation russes qui, ces dernières semaines, ont placé des banderoles de propagande dans les villes ukrainiennes détruites. Bakhmout, ville inhabitable, a été transformée en scène pour célébrer le 80^e anniversaire de la victoire de la Russie dans la « Grande Guerre patriotique ». Le culte de la victoire n'est pas seulement un élément central de l'imaginaire poutinien, il sert aussi de système d'exploitation pour la gouvernance intérieure et l'agression extérieure.

Élargir le récit de la guerre : de l'Ukraine à l'Europe

Ce cadre mythologique façonne aussi la politique étrangère de Moscou. Il alimente la croyance en un droit moral de « punir » les personnes accusées de collaboration avec l'ennemi ; le récit de la guerre devient un outil disciplinaire utilisé contre les pays voisins « rebelles ». Un exemple parlant est l'installation d'un écran géant⁷ à la frontière estonienne, diffusant en boucle les célébrations du Jour de la Victoire, une tentative de rappeler aux Estoniens, ainsi qu'aux Lettons et aux Lituaniens, que la victoire soviétique représente une supériorité morale inattaquable.

S'identifier au discours de la Grande Guerre patriotique devient ainsi un signe de loyauté et de vertu ; le rejeter ou le remettre en question revient à prouver sa trahison, à s'exposer comme corrompu par l'ennemi et donc à être qualifié de fasciste. Grâce à ce mécanisme, le régime russe fait plus que contrôler la mémoire collective : il contrôle la sphère politique et sociale.

Dans l'imaginaire collectif russe, le mot « fascisme » a perdu tout lien avec une idéologie politique spécifique et désigne désormais uniquement une menace abstraite et absolue : le désir de détruire la Russie. Il est devenu synonyme d'« ennemi » ou de « russo-phobe », désignant toujours l'Autre, jamais un mouvement historiquement défini. Cette séparation entre le mot et son sens permet au régime de glorifier la victoire antifasciste tout en promouvant ouvertement un discours xénophobe, homophobe ou ultraconservateur, sans aucune contradiction apparente.

Le mot « dénazification », utilisé par Vladimir Poutine le 24 février 2022 pour justifier l'invasion, a d'abord laissé perplexes de nombreux Russes, qui ne connaissaient pas ce terme dans ce contexte. Peu après, l'agence de presse officielle RIA Novosti a publié un article de Timofey Sergeytsev – « Ce que la Russie doit faire avec l'Ukraine » – visant à clarifier sa signification : La « dénazification » était décrite comme un « nettoyage total », visant non seulement les prétendus dirigeants nazis, mais aussi « les masses populaires qui sont des nazis passifs », jugées coupables d'avoir soutenu le « gouvernement nazi ». Selon Sergeytsev, l'Ukraine moderne cache son nazisme derrière des aspirations à « l'indépendance » et au « développement européen ». Pour détruire ce nazisme, il faut « dé-européaniser » l'Ukraine. Dans cette logique, la dénazification devient synonyme d'élimination de toute influence occidentale en Ukraine et de démantèlement de l'existence du pays en tant qu'État-nation et société distincte. Incubé sur les plateformes officielles de l'État, ce discours révèle la véritable portée de la « dénazification » : un projet à grande échelle visant à effacer toute trace de singularité ukrainienne, un plan directeur pour le génocide.

L'article récemment publié sur le site officiel du Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (SVR), intitulé

5. Inês Raquel, « Russia's Immortal Regiment: Honoring the Dead with Death », *Yale Journal of International Affairs*, 15 mai 2023.

6. *Gazeta.ru*.

7. *Baltic New Network*, 9 mai 2023.

«L'eurofascisme, aujourd'hui comme il y a 80 ans, est un ennemi commun de Moscou et de Washington⁸», illustre de manière frappante l'expansion du discours sur la «dénazification» bien au-delà de l'Ukraine. L'image qui l'accompagne montre un monstre hybride grotesque : son corps a la forme d'une croix gammée noire avec le cercle d'étoiles de l'UE au centre, tandis que sa tête est une caricature d'Ursula von der Leyen. La créature, les griffes ensanglantées tendues, est prise entre deux baïonnettes, l'une américaine, l'autre russe/soviétique. Cette image grotesque n'est pas seulement une provocation : elle reflète un discours profondément ancré dans la propagande d'État russe, où l'«eurofascisme» devient un concept opérationnel englobant toutes les sociétés européennes.

Un tel message, approuvé par les plus hautes sphères de l'État, aurait pu sembler absurde, voire comique, il y a quelques années encore, à l'instar de la rhétorique autour des «Ukronazis», que même les figures de l'opposition russe ne prenaient pas au sérieux, la qualifiant de cynique écran de fumée. Mais le point de basculement de 2022 a révélé la véritable nature de ces discours : le fondement idéologique d'une invasion à grande échelle, préparée de longue date dans la sphère informationnelle. Aujourd'hui, une partie de la société européenne, en particulier certains éléments de la gauche pacifiste, tombe dans le même piège : sous-estimer ou ignorer la dynamique de propagande en cours. Mais la machine est déjà en marche. Le langage du fascisme s'élargit chaque jour pour inclure de nouveaux ennemis désignés, et la guerre idéologique change de cap : elle ne s'arrête plus à l'Ukraine, elle vise désormais toute l'Europe. Face à cette reconfiguration brutale du discours officiel russe, la complaisance ou la passivité sont elles-mêmes devenues des formes d'aveuglement stratégique.

Hanna Perekhoda est historienne, chercheuse à l'université de Lausanne et membre de Sotsialnyi Rukh.

Source : *Valigia. Blu* et *Posle*, 8 mai 2025.
Traduction : Michel Lanson.

8. *Meduza*, 19 avril 2025.

Aux hésitants

Bertolt Brecht¹

Tu dis :

Pour nous les choses prennent
un mauvais pli.

Les ténèbres montent. Les
forces diminuent.

Maintenant, après toutes ces
années de travail,

Nous sommes dans une situation
plus difficile qu'au début.

Et l'ennemi se dresse plus fort
qu'autrefois

On dirait que ses forces ont
grandi. Il paraît désormais
invincible.

Nous avons commis des erreurs,
nous ne pouvons plus le nier.

Nous sommes moins nombreux.

Nos mots sont en désordre. Une
partie de nos paroles

L'ennemi les a tordues jusqu'à
les rendre méconnaissables.

Qu'est-ce qui est faux dans ce
que nous avons dit,

Une partie ou bien le tout ?

Sur qui pouvons-nous compter ?
Sommes-nous des rescapés,
rejetés d'un fleuve plein de
vie ?

Serons-nous dépassés ne
comprenant plus le monde et
n'étant plus compris de lui ?

Aurons-nous besoin de chance ?

Voilà ce que tu demandes.

N'attends pas d'autre réponse
que la tienne.

1. Traduit de l'allemand par Olivier Favier. <http://dormirajamais.org/brecht/>.

Massacres du 8 mai 1945 : la reconnaissance indispensable

Olivier Lecour Grandmaison

À la veille du 80^e anniversaire des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, une telle reconnaissance s'impose d'autant plus qu'on ne peut laisser les extrêmes droites et les droites de gouvernement radicalisées poursuivre inlassablement et sans opposition véritable leur campagne politique et culturelle destinée à réhabiliter le criminel passé colonial de la France.

«C'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme», Kateb Yacine.

«Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences», Sven Lindqvist.

Dans quelques semaines, le 8 mai 2025, les plus hautes autorités de l'État et de très nombreux élu·es de la République vont commémorer le 80^e anniversaire de la victoire des Alliés contre l'Allemagne nazie et la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans la plupart des cas, et notamment du côté des extrêmes droites, des droites de gouvernement radicalisées comme à l'Élysée sans oublier, hélas, certains maires et parlementaires appartenant aux formations politiques qui composent le Nouveau front populaire, les massacres commis par la France en Algérie seront tus alors qu'ils débutent le jour même et qu'ils ont fait près de 30 000 victimes.

Certain·es les ignorent, ce qui témoigne du caractère toujours scandaleusement partiel des programmes élaborés pour les collèges, les lycées et les universités. D'autres euphémisent ces massacres en prenant soin de ne pas mettre en cause la France, le gouvernement provisoire de la République et ceux qui président alors aux destinées du pays : le général de Gaulle, le gouvernement, les ministres communistes – Charles Tillon et François Billou – auxquels s'ajoutent plusieurs ministres socialistes. La préservation des mythologies nationales, partisans et personnelles est à ce prix. D'autres enfin, de Marine Le Pen aux Républicains, vantent les supposés «aspects positifs» de la colonisation, traitent les faits, pourtant établis depuis longtemps par les chercheurs et les historiennes¹, en chiens crevés, et se livrent à un obscène révisionnisme ou négationnisme.

Retour du «refoulé» colonial ? Une certaine doxa, qui se veut et qui se croit critique, le répète à l'envi alors que ce concept, emprunté à Sigmund Freud, est ravalé au rang d'«outil décoratif²» dépourvu de toute capacité à favoriser la connaissance et à expliquer la situation présente. «Assumé colonial» bien plutôt qui est inscrit dans la loi scélérate, jamais abrogée, du 23 février 2005 votée par les droites de l'époque déjà soucieuses de la progression du Front national qu'elles prétendent combattre en lui empruntant des éléments politiques et rhétoriques majeurs.

1. Voir notamment, Y. Benot, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la 4^e République et la mise au pas des colonies*, Paris, La Découverte, 2001 ; A. Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945. De Mers-el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, Paris, La Découverte, 2002 ; et J.-L. Planche, *Sétif 1945 : chronique d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2010.

2. Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2002, p. 341.

À preuve, l'article premier de cette loi qui est ainsi rédigé :

La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française.

Immarcessibles beautés de la langue de Molière grâce auxquelles les guerres de conquête, les massacres, les déportations des populations civiles, la torture, les viols et les disparitions forcées sont sublimés en «œuvre» et en délicate «présence.» L'implicite étant que ces dernières furent évidemment positives ce pourquoi le «législateur», comme disent les juristes, n'a pas estimé nécessaire de recourir à cet adjectif jugé redondant. Un mot suffit pour exprimer des conceptions apologétiques et mensongères de la colonisation.

Conformément au roman impérial-républicain élaboré par Jules Ferry, ses nombreux soutiens et une majorité de savants et d'universitaires convertis aux «glorieuses aventures ultramarines», cette «présence» est supposée avoir apporté «aux races inférieures» d'hier et à «l'homme africain-qui-n'est-pas-assez-rentre-dans-l'histoire», *dixit* Nicolas Sarkozy-président (Discours de Dakar, du 26 juillet 2007³), les splendeurs bien connues de la civilisation française. Ancienne et persistante, cette réhabilitation de l'histoire coloniale se nourrit de la glorification toujours plus revendiquée, envahissante et agressive de cette période réputée faste où l'Hexagone régnait sur tous les continents. À cela s'ajoutent les honneurs toujours scandaleusement accordés à certains officiers supérieurs qui ont pourtant commis des crimes de guerre voire de crimes contre l'humanité⁴.

Rappelons donc quelques faits en insistant sur ceci : il ne s'agit pas d'opinions, contrairement aux affirmations péremptoires de ceux qui, confrontés aux premiers, les ravalent au rang d'appréciations subjectives nourries

par la colère ou l'indignation pour mieux nier ou minorer ces réalités, et disqualifier ceux qui les ont établies grâce à de multiples recherches. 8 mai 1945 à Sétif. Des milliers de manifestants «indigènes» se regroupent dans la rue principale du centre européen de cette ville où, pour des raisons sécuritaires et de prestige, sévit une ségrégation raciale et spatiale commune à de nombreuses autres agglomérations d'Algérie et de l'empire. À 9h25, Saâl Bouzid, jeune scout algérien est assassiné par un policier français. De quoi est-il coupable ? D'avoir osé participer à ce rassemblement pacifique en portant le drapeau de l'Algérie indépendante pour exiger, avec beaucoup d'autres «Arabes», la libération du leader nationaliste Messali Hadj, alors déporté à Brazzaville et placé en résidence surveillée, et défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Celui-là même qui est débattu à la conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) à laquelle participe le représentant de la France, Georges Bidault, désigné par le général de Gaulle. Admirable principe, assurément, puisqu'il est inscrit dans l'article premier de la Charte des Nations unies adoptée à l'issue de cette conférence, mais ni l'un, ni l'autre ne s'applique dans les territoires de l'empire où s'impose toujours un relativisme politique et juridique catastrophique parce que ruineux des droits et libertés fondamentaux des colonisés-es.

Dans les jours qui suivent la sanglante répression de la manifestation précitée, des émeutes éclatent ; une centaine d'Européens sont tués. Pour rétablir l'ordre colonial et terroriser les «Arabes», les forces armées françaises et de nombreuses milices composées de civils multiplient les «opérations». Elles ont duré plusieurs semaines. Bilan de ce qui doit être désormais qualifié de massacre : entre 20 000 et 30 000 victimes, arrêtées, torturées et exécutées sommairement. «Agir vite et puissamment pour juguler le mouvement» ; tels sont, le 15 mai 1945, les ordres du général Raymond Duval qui commande les troupes dans cette région. Elles les ont appliqués à la lettre car la France est alors prête à tout pour défendre l'empire jugé indispensable à son statut de grande puissance européenne et mondiale. En raison des caractéristiques raciales et religieuses – celles-ci sont liées à l'islam – qui leur sont imputées, les «indigènes» algériens sont perçus

3. Voir Adame Ba Konaré (dir.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La Découverte, 2009.

4. Le 24 octobre 2024, une statue de Marcel Bigeard a ainsi été érigée dans un square de Toul, sa ville natale.

comme des barbares qui font peser des menaces existentielles sur la stabilité de l'ordre colonial. Pour le rétablir, il est donc légitime de recourir à des violences extrêmes. Ainsi fut fait.

Les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, ne sont pas des coups de tonnerre dans un ciel serein. Au contraire, il s'agit de l'une des premières applications particulièrement meurtrières de la doctrine néoimpériale élaborée par de Gaulle puis approuvée les participants à la conférence de Brazzaville (30 janvier 1944-8 février 1944) organisée par le Comité français de la Libération nationale (CFLN). En ouverture des travaux, après avoir salué «l'immortel génie» de la France toute désignée pour élever les «hommes vers les sommets de dignité et de fraternité», le général ajoute :

Entre la métropole et l'Empire, le lien [est] définitif. [...] Il appartient à la nation française et il n'appartient qu'à elle, de procéder, le moment venu, aux réformes impériales de structure qu'elle décidera dans sa souveraineté⁵.

Quelques jours plus tard, conformément à ces orientations, la déclaration finale de la conférence rejete «toute possibilité d'évolution hors du bloc français et toute constitution, même lointaine, de self-government.» Lumineux ! Comme l'écrivait le romancier Tomasi Di Lampedusa dans *Le Guépard*, «il faut que tout change pour que rien ne change.» Des transformations, certes, mais pour restaurer au plus vite la domination de l'Hexagone sur ses colonies dans un contexte bouleversé par la Seconde Guerre mondiale. Des indépendances, il n'est donc pas question et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est d'abord et avant tout le droit des peuples blancs à disposer d'eux-mêmes doublé du droit qu'ils continuent de s'octroyer à disposer des peuples dits «exotiques» toujours jugés incapables de se diriger librement.

Et pour combattre celles et ceux qui osent s'élever contre ces orientations, la France redevenue républicaine est impitoyable. À preuve ce qui a été perpétré en Algérie à partir du 8 mai 1945 avec l'approbation de l'ensemble des forces politiques, SFIO et Parti communiste compris. Trois jours plus tard,

son organe officiel, *L'Humanité*, dénonce les «éléments troubles d'inspiration hitlérienne [qui] se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait» la victoire contre l'Allemagne nazie. Ignoble mensonge politique et théorie complotiste forgés à dessein qui témoignent des pratiques stalinienne de la direction de cette organisation. Le 31 du même mois, alors que les massacres se poursuivent et qu'ils ont déjà fait d'innombrables victimes, *L'Humanité* récidive, salue l'arrestation de «Ferrat Abbas» et condamne de nouveau les membres du Comité des amis du Manifeste, cette «association pseudo-nationale, dont les membres ont participé aux tragiques incidents de Sétif⁶». Par un renversement rhétorique des plus classiques, celles et ceux qui subissent la domination et l'exploitation coloniales imposées par la France depuis 1830, et qui se sont dressés afin d'y mettre un terme en s'affirmant comme des sujets politiques individuels et collectifs, sont criminalisés et rendus responsables de ce qu'il s'est passé. Autre façon de disqualifier leurs luttes anti-impérialiste et démocratique, et de légitimer une fois de plus l'action des forces armées.

Compte tenu des responsabilités politiques et militaires désormais mises au jour, des ordres donnés et de ce qu'il s'est passé, les massacres précités doivent être, a minima, qualifiés de crimes d'État puisque ce sont bien les autorités françaises, en Algérie comme en métropole, qui sont tout à la fois responsables et coupables. Plus précisément encore, ils sont aussi des crimes contre l'humanité conformément à l'article 212-1 du Code pénal qui vise notamment les «atteintes volontaires à la vie», «la torture», «la disparition forcée», «la persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux...», commis en «exécution d'un plan concerté.» Autant d'actes et d'éléments essentiels qui sont bien présents dans les événements qui

6. Cité par A. Ruscio, *Les communistes et l'Algérie : des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019, p. 125-127. Un an plus tard, le Parti communiste soutient le principe de l'Union française, cette réforme de l'empire destinée à reconduire la domination française outre-mer, qui est incluse dans la Constitution de la 4^e République.

5. Discours du général de Gaulle le 30 janvier 1944.

nous intéressent ce pourquoi il est parfaitement légitime de les qualifier de la sorte.

Au-delà des départements français d'Algérie, il s'agit aussi de signifier à l'ensemble des colonisé·es qu'aucune contestation significative ne sera tolérée. Contrairement à des chronologies sommaires et aux opinions de responsables politiques souvent oublieux, ignares ou pleutres, les massacres commis dans ce territoire ne sont pas l'épilogue sanglant de la politique ultramarine hexagonale mais le prologue d'exactions, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés jusqu'au début des années 1960. En attestent ceux de Haïphong (23-27 novembre 1946): 6 000 morts, de Madagascar (mars 1947-mars 1948): près de 89 000 morts, la répression des manifestations à Sfax en Tunisie (5 août 1947), 29 morts, la guerre d'Indochine (décembre 1946-juillet 1954)



400 000 victimes «indigènes» et, cinq mois plus tard, le début du conflit algérien qui s'achève le 18 mars 1962 après avoir fait entre 300 000 et 500 000 morts parmi les «Arabes⁷». Entre 1945 et 1964, l'Hexagone a donc été presque constamment engagé dans des opérations et des conflits militaires d'ampleur qui se sont soldés par près d'un million de morts. Chiffre supérieur au nombre de Français – militaires, résistant·es, civils – qui ont été tués au cours de la Seconde Guerre mondiale (environ 600 000). Telles sont les réalités que nombre de responsables politiques osent, aujourd'hui encore, nommer «l'œuvre» de la France avec le soutien de philo-idéologues et de quelques historiens qui, préférant la défense des mythologies nationales à la volonté de savoir, sont les fidèles ventriloques de la doxa impériale-républicaine⁸.

Relativement à la reconnaissance claire, précise et circonstanciée des massacres du 8 mai 1945, ni François Hollande président,

7. Rappelons aussi le massacre des tirailleurs sénégalais au camp de Thiaroye (1^{er}-2 décembre 1944), environ 70 morts, et la guerre longtemps oubliée menée par la France au Cameroun (1955-1964) qui a laissé derrière elle plusieurs dizaines de milliers de victimes. Voir Armelle Mabon, *Prisonniers de guerre «indigènes»: visages oubliés de la France occupée*, Paris, La Découverte, 2019; et Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011

8. «Actuellement, regrette Alain Finkielkraut, on n'enseigne plus que l'entreprise coloniale avait aussi pour but d'éduquer, d'apporter la civilisation aux sauvages», Entretien au journal israélien *Haaretz*, 18 novembre 2005. Conformément à la légende dorée forgée sous la 3^e République, son compère en apologétique et en mensonges par omission ou par ignorance, Pascal Bruckner, oppose le colonialisme britannique, mû par la recherche du profit et fondé sur la ségrégation des «indigènes», au modèle français qui repose sur «la conviction d'apporter, outre-mer, la liberté et la civilisation.» Il précise: c'est là une «différence fondamentale» entre l'empire «conquis et administré par Londres, et celui de la République» (Paris, *Un racisme imaginaire: islamophobie et culpabilité*, Grasset, 2017, p. 32-33). Heureux les graphomanes hâtifs et superficiels qui prennent les trivialités qu'ils débitent pour d'importantes découvertes. Quant à «l'Immortel» académicien-historien, Pierre Nora, il écrit: «L'idée nationale-républicaine compote un dernier trait qui la distingue du reste de l'Europe, c'est l'universalisme à la française qui a présidé à l'aventure coloniale» (*Recherches de la France*, Paris, Gallimard, 2013, p. 552). (Souligné par nous).

ni Emmanuel Macron ne se sont engagés dans cette voie alors que le second, au cours d'un voyage en Algérie en tant que candidat à la magistrature suprême (février 2017), avait déclaré : « la colonisation était un crime contre l'humanité. » Une fois à l'Élysée, le prétendu « Jupiter-maître-des-horloges » s'est bien gardé de réitérer de tels propos. En ces matières comme en plusieurs autres, malgré quelques « petits pas » encensés par sa majorité d'hier et des historiens-conseillers qui pensent avoir l'oreille de ce président, l'opportunisme et la pusillanimité l'ont emporté : il faut bien ménager ses alliés politiques. Rappelons donc à Emmanuel Macron, comme à ceux qui sont convaincus que la France, en raison de ses glorieuses traditions prétendues, est toujours aux avant-postes du progrès, quelques décisions importantes prises par des États étrangers. Contrairement à cette image d'Épinal entretenue par beaucoup, c'est l'inverse qui est vrai car Marianne n'est pas, sur ces sujets notamment, une vaillante combattante de la liberté, de l'égalité et de la fraternité mais une marâtre inique, percluse de préjugés et d'immobilisme indignes.

Il y a plusieurs années déjà, d'anciennes puissances coloniales ont reconnu les crimes perpétrés hier dans leurs possessions. C'est le cas de l'Allemagne, pour le génocide (1904) des tribus Hereros et Namas commis dans les territoires du Sud-Ouest africain (actuelle Namibie), de la Grande-Bretagne, pour les crimes de masse qui ont frappé les Mau-Mau au Kenya dans les années 1950, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Canada et des États-Unis⁹ à l'endroit des populations autochtones massacrées, déportées et spoliées. Et la très glorieuse France ? Au mieux, la veulerie et le conservatisme des élites politiques de ce pays perdurent, au pire une partie d'entre elles vantent les « bienfaits » supposés de la colonisation. Aux terribles violences physiques autrefois infligées aux colonisés, tous ces responsables irresponsables ajoutent la violence symbolique du silence, voire du mépris qu'ils opposent aux héritier-es de l'immigration coloniale et postcoloniale qui, avec d'autres, luttent depuis des années pour la reconnaissance de

cette histoire, laquelle affecte toujours leur existence, parfois au plus intime.

À défaut de pouvoir juger les auteurs des actes que l'on sait, par manque de courage politique hier, parce qu'ils ne sont sans doute plus de ce monde aujourd'hui, reconnaître, c'est rendre une justice symbolique qui spécifie les responsabilités, y compris étatiques, nomme les coupables, qualifie les crimes qu'ils ont commis, réhabilite les victimes, en leur accordant la considération individuelle et collective qui leur est due¹⁰, et rappelle ce pourquoi elles ont lutté. Si victimes elles furent, assurément, c'est, entre autres, parce qu'elles se sont dressées contre le « talon de fer » de la colonisation pour défendre leurs droits fondamentaux et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. À la veille du 80^e anniversaire des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, une telle reconnaissance s'impose d'autant plus qu'on ne peut laisser les extrêmes droites et les droites de gouvernement radicalisées poursuivre inlassablement et sans opposition véritable leur campagne politique et culturelle destinée à réhabiliter le criminel passé colonial de la France.

Olivier Le Cour Grandmaison est universitaire. Dernier ouvrage paru : *Racismes d'État, États racistes. Une brève histoire*, Paris, Amsterdam, 2024.

Source : *Mediapart*, 8 avril 2025.

Voir aussi Olivier Lecour Grandmaison, « "I have a Dream", la France reconnaît les crimes coloniaux qu'elle a commis ».

10. Suite à la Conférence mondiale contre « le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance », qui s'est tenue à Durban en septembre 2001, une autre conférence, dite d'examen, a eu lieu à Genève en avril 2009. Aux paragraphes 62 et 63, le document final rappelle « que l'esclavage et la traite des esclaves, en particulier la traite transatlantique, l'apartheid, le colonialisme et le génocide ne doivent jamais être oubliés et, à cet égard, se félicite des mesures prises pour honorer la mémoire des victimes. Prend note des mesures prises par les pays qui [...] ont exprimé des remords, présenté leurs excuses, créé des mécanismes institutionnels tels que les commissions vérité et réconciliation et/ou restitué des objets culturels, [...] et demande à ceux qui n'ont pas encore contribué à restaurer la dignité des victimes de trouver des moyens appropriés de le faire » (Document HR/PUB/09/4 ; site officiel du Haut-commissariat aux droits de l'homme. Nations unies).

9. Voir L-G. Tin, *De l'esclavage aux réparations : les textes clés d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Les Petits Matins, 2013.

Pourquoi le trumpisme est un fascisme

Raphaël Canet

19

Le 25 avril 1995, à l'occasion du 50^e anniversaire du Jour de l'Elbe qui symbolise l'effondrement militaire du nazisme et la libération de l'Europe par les Alliés, l'auteur italien Umberto Eco était invité à prononcer une conférence à l'Université Columbia de New York. Cette même université qui, sous la menace de perdre ses financements fédéraux, a récemment capitulé face au chantage de l'administration Trump en adoptant des mesures répressives à l'égard des mobilisations étudiantes sur son campus, notamment autour de la question palestinienne¹.

Le texte de cette conférence fut publié pour la première fois dans *The New York Review of Books*, puis, il fut intégré sous le titre «Le fascisme éternel» dans un volume d'essais paru en Italie en 1997, *Cinq questions de morale*². Finalement, dans le contexte de résurgence des populismes dans le monde, et notamment en Europe et aux États-Unis, ce discours fut réédité en français en 2017 sous la forme d'un opuscule intitulé *Reconnaître le fascisme*³. L'irruption du trumpisme et ses effets délétères sur nos institutions et les valeurs qui les fondent rappellent l'importance de ce texte pour éclairer les débats en cours sur la dérive du régime politique états-unien. Car, comme le soulignait Eco, «nous sommes là pour rappeler ce qui s'est passé et déclarer solennellement qu'"ils" ne doivent pas recommencer⁴». Encore faut-il savoir de qui on parle s'empressait-il de compléter.

*L'Âge des extrêmes*⁵ est assez récent pour nous fournir les référents historiques nécessaires afin de saisir les profondes mutations actuellement à l'œuvre. En ce sens, l'analyse d'Eco, qui est né et a grandi dans le berceau du fascisme, constitue une précieuse contribution pour comprendre pourquoi le trumpisme est véritablement un fascisme.

Selon Umberto Eco, Mussolini avait une rhétorique, un discours, mais pas de système de pensée cohérent et structuré. Alors que le nazisme et le stalinisme étaient de véritables totalitarismes, dans le sens d'un «régime qui subordonne tout acte individuel à l'État et son idéologie⁶», le fascisme italien était certes une dictature de droite, mais n'avait pas de philosophie propre. Selon l'auteur, «le fascisme était un *totalitarisme fuzzy*. Le fascisme n'avait rien d'une idéologie monolithique, c'était un collage de diverses idées politiques et philosophiques, fourmillant de contradictions⁷».

C'est ce qui lui a donné une certaine efficacité en lui permettant de rallier des tendances hétérogènes, voire opposées, de cristalliser des frustrations évanescentes, et notamment de convaincre «les leaders libéraux européens que le nouveau régime mettait en œuvre des réformes sociales intéressantes, capables d'offrir une alternative modérément révolutionnaire à la menace communiste⁸». En somme, rallier et incarner la critique des mécontents tout en préservant les privilèges des puissants, tel est le compromis fasciste.

1. «La capitulation de l'université Columbia face à Trump», *Courrier international*, 24 mars 2025.

2. Umberto Eco, *Cinq questions de morale*, Paris, Grasset, 2000. Traduction française de l'édition italienne parue en 1997 aux éditions Bompiani

3. Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, Paris, Grasset, 2017.

4. *Ibid.*, p. 18.

5. Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court 20^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1999.

6. Eco, *op. cit.*, p. 22.

7. *Idem*, p. 25

8. *Idem*, p. 24.

Or, l'usage politique des nouvelles technologies, et plus spécifiquement du mode de fonctionnement commercial des réseaux sociaux, vient aujourd'hui considérablement renforcer cette dynamique en permettant rapidement, et à une très large échelle, de segmenter l'électorat par des messages ciblés faisant appel aux émotions, pour ensuite le mobiliser autour d'un discours de dénonciation. Comme l'affirme très justement Giuliano da Empoli :

Le jeu démocratique traditionnel avait une tendance centripète: gagnait celui qui réussissait à occuper le centre de l'échiquier politique. [...] Dans le Nouveau Monde, la politique devient centrifuge. Il ne s'agit plus d'unir l'électorat autour du plus petit dénominateur commun, mais au contraire d'enflammer les passions du plus grand nombre de groupuscules possible pour ensuite les additionner - même à leur insu⁹.

À l'ère des partis-algorithmiques conçus par les ingénieurs du chaos, «pour conquérir une majorité, il ne faut plus converger vers le centre, mais additionner les extrêmes¹⁰».

Ainsi, si ce compromis fasciste peut prendre mille visages en fonction des différents contextes dans lesquels il se manifeste, et nous en avons aujourd'hui des exemples sur tous les continents (Trump, Poutine, Modi, Milei, Orban, Meloni, Nétanyahou...), Eco énonce une série de quatorze éléments qui permettent de reconnaître ce qu'il nomme l'*Ur-fascisme*, ou encore le *fascisme primitif* ou éternel, soit le cœur universel du fascisme, peu importe le masque particulier qu'il va revêtir. Reprenons chacun de ces invariants du fascisme énoncés par Eco en les illustrant d'exemples liés aux récentes actions du gouvernement Trump.

Le culte de la tradition

Le discours doit être enraciné dans un récit des origines qui est souvent mythifié et syncrétique, mais dont les valeurs qui en émanent doivent porter le poids de l'histoire. Certes, l'histoire est jeune dans le Nouveau

Monde, mais cela n'empêche pas le discours trumpiste de mobiliser différentes symboliques, à commencer par son slogan *Make America Great Again* (MAGA), visant à alimenter la nostalgie et invoquer le retour à un passé grandiose. Redonner la fierté au peuple américain en renouant avec ses tentations impérialistes, c'est aussi ce qui ressort des allusions du président Trump à la *destinée manifeste*, notion employée au milieu du 19^e siècle pour légitimer la conquête de l'Ouest et du Nord du continent comme une mission divine¹¹. Cela se retrouve aussi dans l'éloge du président McKinley (1897-1901), qui a annexé Hawaï, les Philippines, Guam et Porto Rico, et se prolonge dans les velléités de prendre le contrôle du Groenland, du canal de Panama, de faire du Canada le 51^e État, ou encore de rebaptiser le Golfe du Mexique. La référence au président Andrew Jackson (1829-1837), dont le portrait a été réinstallé dans le bureau ovale par l'administration Trump, rappelle le message supraciste blanc et chrétien de celui qui a organisé le déplacement forcé et meurtrier des populations autochtones aux États-Unis. Le revers de cette médaille traditionaliste comme le souligne Eco, est que si le passé est gage du présent, et nécessairement de l'avenir conçu comme la permanence de ce qui fut, il ne peut y avoir de progrès, de découverte ni d'avancée du savoir. Ce qui introduit le prochain élément.

Le refus du modernisme

Qui ne signifie pas le rejet de la technique, mais plutôt des valeurs d'émancipation portées par le siècle des Lumières, notamment le rationalisme qui allait permettre l'essor de la science moderne. Cela se traduit par l'invalidation de la démarche scientifique, des faits, des données, au profit de la légitimation des croyances et du discours irrationnel, mais vrai (justement parce qu'il est irrationnel). Cette posture se manifeste par l'attaque frontale contre la science et ses protagonistes, que ce soit dans les agences fédérales ou les universités, où règne aujourd'hui un climat de peur face aux purges qui se multiplient. Comme le soulignaient plus de

9. Giuliano da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, Paris, Gallimard, 2023, p. 175.

10. *Idem.*, p. 182.

11. Aurélia End, «La "destinée manifeste", ce concept du 19^e siècle repris par Trump», *Le Devoir*, 29 janvier 2025.



1900 scientifiques américains dans une courageuse lettre ouverte publiée le 31 mars, des milliers de chercheurs et de chercheuses ont été licencié·es, des subventions ont été bloquées, des données scientifiques ne sont plus accessibles et la collaboration scientifique internationale est entravée¹². La signature par le président Trump, le 20 mars, d'un décret visant le démantèlement du département de l'éducation participe de cette offensive contre le développement de la pensée scientifique.

L'action pour l'action

Agir, toujours plus et plus vite, provoquer le mouvement pour éviter à tout prix de prendre le temps de la réflexion et de l'analyse. Multiplier les coups d'éclat et nous plonger dans un tourbillon de décisions pour finalement contrôler l'agenda et imposer son rythme sans aucun recul critique et dans la plus grande confusion. Cela s'incarne chez Trump par la mise en scène des séances de signatures frénétiques de décisions présidentielles, ces fameux décrets signés à la

chaîne à grands coups de sharpies¹³. Selon cette logique, les intellectuel·les, les spécialistes et plus largement les milieux de la culture et du savoir sont dénoncés comme des freins à cette action transformatrice qui prend surtout, pour le moment, des allures de stratégie de saturation médiatique qui paralyse tout contre-argumentaire fondé sur l'analyse critique et réflexive des politiques et de leur impact¹⁴.

Le désaccord est trahison

Ce qui revient à dire : qui n'est pas avec moi est contre moi, et engendre purges et chasses aux sorcières ou autres « ennemis de l'intérieur ». Ce qui va totalement à l'encontre de l'idée moderne de la science, selon laquelle toute chose est vraie jusqu'à preuve du contraire (ce qui suppose donc de pouvoir contester les affirmations sans craindre le bûcher), mais aussi de l'idéal démocratique qui suppose l'existence d'un espace public

12. Audrey Garric, « Plus de 1 900 chercheurs américains lancent un SOS face aux attaques de Donald Trump contre la science », *Le Monde*, 1^{er} avril 2025

13. Sophie-Hélène Lebeuf, « Bang, bang, bang ! : la rafale d'actions au cœur de la stratégie de Donald Trump », *Radio-Canada*, 14 février 2025.

14. Théodore Azouze, « Donald Trump : sa stratégie de saturation médiatique qui laisse les démocrates sans voix », *L'Express*, 30 janvier 2025.

de débat et de confrontation pacifique des différentes visions du monde. Les attaques menées par la Maison-Blanche contre celles et ceux qui lui résistent, que ce soient les opposants politiques, les médias et surtout les juges, derniers garde-fous de l'État de droit, témoignent de cette dérive autoritaire¹⁵.

La peur de la différence

Car la contradiction suppose la diversité, que ce soit dans le domaine des opinions, mais aussi des histoires, des cultures, des origines, des genres... Autant d'éléments qui viennent fragiliser ce discours homogénéisant et qu'il convient donc d'expulser du corps social pour en garantir la pureté. Se retrouve ici toute la charge contre le wokisme, cet appel progressiste à demeurer éveillé et vigilant face aux discriminations systémiques qui perdurent dans la société et dont le mouvement conservateur a complètement inversé la signification pour le décrier comme un mouvement radical qui ne viserait qu'à endoctriner la jeunesse et qui aurait corrompu les institutions¹⁶. Cette peur de la différence se retrouve aussi dans le discours anti-immigration qui cible de manière très violente les étrangers accusés d'«empoisonner le sang des États-Unis», d'importer de «mauvais gènes», ou encore de violer des enfants et de manger des animaux domestiques¹⁷.

L'appel aux classes moyennes frustrée

C'est le ressentiment, la frustration individuelle, qui donne sa force au mouvement fasciste et plus la situation se dégrade, plus cette frustration s'accroît et le mouvement se renforce. C'est l'effet vertueux du chaos sur le fascisme, un élément qui nous donne une grille d'analyse très éclairante sur l'action trumpienne en cours. L'approfondissement des inégalités et la déconnexion des plus privilégiés fragilisent depuis des décennies les

classes moyennes aux États-Unis¹⁸. Or, cette catégorie désigne à la fois un mode de vie (le fameux *American way of life*) et un espoir de mobilité sociale ascendante. Si cette perspective de progrès intergénérationnel s'assombrit, c'est la légitimité de tout le système qui est remise en cause. La base électorale de Trump est constituée par les hommes blancs sans diplômes¹⁹. Si le contexte de l'élection de 2024 lui a permis de progresser auprès de catégories qui lui étaient traditionnellement défavorables, comme les hommes d'origine latino-américaine et les jeunes, la perception négative de la situation économique du pays et surtout le sentiment de dégradation de la situation financière des familles ont fortement motivé l'adhésion au camp républicain. Comme s'y emploient la plupart des populismes, le discours antisystème et anti-élite de Trump a su séduire les catégories sociales en voie de déclassement. Pour contrer le pessimisme des classes moyennes frustrées à l'égard du système politique en place jugé comme incapable d'améliorer leur sort, Trump leur vend du rêve en invoquant le retour à «l'âge d'or de l'Amérique» ou en proclamant le «jour de la libération».

Le nationalisme et l'obsession du complot

Faire vibrer la fibre nationale permet de rassembler la masse autour d'une identité partagée, qui se renforce d'autant plus qu'elle désigne des boucs émissaires et doit combattre des ennemis de l'ombre. Ce repli nationaliste est une constante de la logique fasciste qui nourrit une vision manichéenne d'un monde divisé entre *Nous* et les *Autres*. La source de tous les maux est ainsi extériorisée, c'est-à-dire extérieure au *Nous* et renvoyée aux *Autres*. Dit autrement, ce qui cause les problèmes de l'Amérique trumpienne, ce n'est pas le consensus de Washington et ses politiques néolibérales que le gouvernement Reagan a imposées au monde au

15. Richard Hétu, «Donald Trump contre la magistrature fédérale : une escalade judiciaire dangereuse», *La Presse*, 21 mars 2025.

16. Collin Binkley, «Trump veut débarrasser l'éducation du wokisme et de l'endoctrinement de gauche», *Le Devoir*, 15 novembre 2024.

17. AFP, «Trump accuse les migrants d'importer de "mauvais gènes" au pays», *La Presse*, 7 octobre 2024.

18. Julien Damon, «La situation des classes moyennes aux États-Unis. Une revue de la littérature récente», *Futuribles*, 439 (6), 2020.

19. Zachary B. Wolf, Curt Merrill et Way Mullbry, «Anatomy of three Trump elections How Americans shifted in 2024 vs. 2020 and 2016», *CNN Politics*, 6 novembre 2024.

tournant des années 1980 et qui a largement profité à ses élites économiques, ce sont les personnes migrantes (Latinos, d'Haïti...) et les étrangers (de Chine, d'Europe...). Il ne s'agit donc pas de comprendre comment le système économique, social et politique fonctionne pour le transformer afin de satisfaire les besoins et aspirations du plus grand nombre, il faut désigner des coupables, de préférences qui ne nous ressemblent pas. Cette rhétorique nationaliste et xénophobe se renforce d'autant plus qu'elle s'appuie sur la théorie du complot. La nation et ses valeurs fondatrices seraient minées de l'intérieur par ses ennemis (les *Wokes*, les démocrates, les juges, l'État profond...)²⁰. Les thèses complotistes, alimentées par les réseaux sociaux et qui ont largement profité de la pandémie, ont ressurgi durant la campagne présidentielle, notamment lors de la tentative d'assassinat du candidat Trump le 13 juillet 2024 en Pennsylvanie²¹.

La paradoxale force et faiblesse des ennemis

Les ennemis doivent être forts et surtout, pour justifier l'action irrationnelle et la mobilisation massive des ressources, mais ils doivent aussi être faibles, pour pouvoir être vaincus. Nous ne reviendrons pas sur la rhétorique de l'ennemi intérieur qui justifie contrôle et purges permanentes, mais nous nous intéresserons plutôt ici à la curieuse volte-face de la politique étrangère états-unienne durant les premières semaines du second mandat Trump. Le revirement d'alliance sur la question ukrainienne, symbolisé par le rapprochement avec la Russie et le rejet de l'Europe, semble témoigner d'une volonté de ne pas chercher la confrontation directe avec les puissants de ce monde, Poutine en tête. De même avec la Chine à laquelle (pour être minimalement cohérent avec le discours protectionniste visant la réindustrialisation du pays) on impose des tarifs douaniers, mais on tolère la politique de désstabilisation à l'égard de Taïwan et l'appui au

régime nord-coréen (qui envoie des troupes sur le front ukrainien). Pour le moment, le discours belliqueux et impérialiste trumpiste est plutôt dirigé contre les plus faibles (Danemark/Groenland, Canada, Panama...), ou les victimes (palestiniennes, ukrainiennes) contre lesquels il serait possible de faire des gains symboliques. La confrontation avec les plus forts viendra peut-être un jour, mais puisque le régime a toujours besoin d'ennemis pour se maintenir, il est clair que la « victoire » ne sera jamais atteinte, car l'action est ce qui porte le mouvement. Ainsi, d'autres revirements sont à prévoir pour soutenir cette logique de renforcement de l'adhésion au chef dans l'opposition aux ennemis, quitte à les construire de toute pièce.

La vie est une guerre permanente

Dans la continuité du paradoxe précédent, la vie est perçue comme une lutte constante et le pacifisme apparaît comme l'ennemi. Dans cette conception d'un monde de tensions et de rapports de forces, il ne peut y avoir de repos, car la contestation des mesures répressives mises en place, ainsi que la critique du sentiment de peur et de défiance qui est entretenu par le pouvoir, vont inexorablement ressurgir. La réalité nous rattrape toujours et nous ne pouvons vivre éternellement dans un monde parallèle et fantasmagorique. Après le choc de l'investiture du second gouvernement Trump en janvier et l'avalanche des mesures prises par décrets, la résistance populaire commence à s'organiser aux États-Unis. Les 1 200 manifestations qui se sont tenues simultanément dans les 50 États américains, mais aussi à l'étranger, le samedi 5 avril pour la journée d'action contre l'administration Trump, baptisée *Hands off* (Bas les pattes!), incarnent ce réveil. À travers la diversité des slogans et des causes défendues, c'est une profonde frustration à l'égard du gouvernement en place et du climat de terreur qui s'impose lentement, que les foules exprimaient dans ces mobilisations²². La première réaction du

20. Aurélia End, « L'ennemi de l'intérieur, cette obsession grandissante de Trump », *La Presse*, 3 juin 2024.

21. Julie Pacorel, « Les théories du complot déferlent après la tentative d'assassinat de Trump », *Le Devoir*, 15 juillet 2024.

22. Piotr Smolar et Ivonne Trippenbach, « Aux États-Unis, des manifestations massives contre l'administration Trump : Les gens commencent à souffrir. Ils perdent leur job, leur argent, leur retraite », *Le Monde*, 6 avril 2025.

président fut le mépris, en jouant au golf toute la fin de semaine, puis a commencé à circuler la rumeur que Trump souhaitait organiser un grandiose défilé militaire à Washington, le 14 juin prochain, à l'occasion de son 79^e anniversaire²³. On peut se demander quelle est la finalité d'un tel étalage des forces armées de la première puissance militaire au monde sur son propre sol, et surtout à qui s'adresse le message.

L'élitisme populaire et le mépris pour les faibles

Le peuple est érigé en fondement de la légitimité du leader, mais c'est une masse informe qui ne s'exprime qu'à travers celles et ceux qui s'en proclament les incarnations. Cette masse, source de pouvoir, doit donc être organisée de manière hiérarchique pour que toute dissidence, désignée comme une faiblesse, soit éliminée, afin que la puissance de la masse ne vienne pas renverser le leader autoproclamé. Les liens qui se dessinent entre le trumpisme et le masculinisme viennent renforcer cette politique de la puissance et de la domination²⁴. Les femmes sont aujourd'hui les premières victimes de cette recrudescence de la domination masculine. Depuis l'élection de Trump, les discours misogynes et sexistes explosent sur les réseaux sociaux, notamment sur X avec les slogans «Ton corps, mon choix» et «Le patriarcat est de retour!²⁵». Le rapatriement de l'influenceur masculiniste Andrew Tate en Floride, en février 2025, sous pression du gouvernement américain pour le soustraire aux poursuites judiciaires pour traite d'êtres humains et viols²⁶, constitue un marqueur fort de cette complicité idéologique.

Le culte du héros

Dans le monde imaginaire fasciste, nous sommes tous (plus que toutes) des héros. De ces héros prêts au combat, prêts à servir, prêts à défier la mort. Une armée au service du chef qui, généralement, se tient loin du champ de bataille. C'est un peu ce que nous avons vu, dans une version très édulcorée, mais tout de même meurtrière, avec l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. Des différentes organisations liées à la mouvance MAGA, les *Proud Boys* caractérisent bien cet élément du fascisme contemporain²⁷ qui agglomère suprémacisme blanc, masculinisme et organisation de type paramilitaire.

Le machisme

Puisque la volonté de puissance se traduit souvent en termes sexuels, l'élan guerrier fasciste résonne aussi ainsi et tend à dénigrer les femmes (ou les renvoyer à la cuisine) et nier les diversités de genre et les minorités sexuelles. Ce rapport entre la virilité masculine et l'agressivité fasciste n'est pas nouveau, il fut notamment analysé à l'époque de mai 1968 par le Front homosexuel d'action révolutionnaire²⁸ et divers courants féministes pour qui le fascisme est lié à l'oppression première, soit le patriarcat²⁹. Rappelons que dès l'investiture de Donald Trump pour son premier mandat, en janvier 2017, c'est le mouvement féministe qui, le premier, a organisé des manifestations monstres contre Trump pour dénoncer son machisme et ses propos sexistes, qui ont rassemblé des millions de personnes à travers le monde³⁰. Les mobilisations se sont poursuivies cette année à l'occasion du 8 mars, journée internationale des droits des femmes³¹, notamment pour dénoncer la criminalisation de l'avortement dans plusieurs États américains.

23. Fabien Deglise, «Donald Trump lorgne-t-il un défilé militaire pour son anniversaire?», *Le Devoir*, 8 avril 2025.

24. Francis Dupuis-Déri, «Masculinité et politique à l'ère du trumpisme», *The Conversation*, 7 mars 2025.

25. Pauline Rouquette, «"Your body, my choice": après l'élection de Trump, sexisme et antiféminisme déferlent en ligne», *France 24*, 13 novembre 2024.

26. Ani Sandu, «L'influenceur masculiniste Andrew Tate a pu quitter la Roumanie pour les États-Unis», *La Presse*, 27 février 2025.

27. Stanislas Poyet, «Qui sont les "Proud Boys", la milice pro-Trump prônant l'usage de la violence?», *Le Figaro*, 30 septembre 2020.

28. FHAR, *Rapport contre la normalité*, Paris, Champ libre, 1971.

29. Susan Sontag, «Réflexions sur la lutte des femmes», *Les Temps modernes*, n° 317, décembre 1972.

30. Radio Canada, «Des millions de femmes à travers le monde manifestent contre Trump», 21 janvier 2017.

31. Fanny Arcand, «Des chaînes humaines pour dénoncer les politiques de Trump», *La Presse*, 8 mars 2025.

Le populisme qualitatif

Pour prendre de la distance avec la démocratie représentative, fondée sur une forme de populisme *quantitatif* où chaque personne citoyenne vote et la majorité l'emporte, le fascisme conçoit le peuple comme une entité monolithique exprimant une volonté commune qui n'a pas besoin de décompte, car le chef en est l'interprète. Les parlements deviennent ainsi caducs, de même que tous les contre-pouvoirs censés garantir l'État de droit. Ce lien direct entre le peuple et le chef, définition même du populisme, Trump nous y a habitués depuis son premier mandat en inondant les réseaux sociaux de messages, puis en créant son propre réseau, *Truth Social*, quand il ne contrôlait pas encore tweeter (devenu X) avec la complicité d'Elon Musk. Cet usage effréné de la communication en direct se double d'une critique de toutes les instances de médiation qui peuvent s'immiscer entre la population et le pouvoir exécutif, que ce soit les parlements, le système de justice, ou encore les médias traditionnels. Le pouvoir autoritaire ne peut tolérer tous ces contre-pouvoirs pourtant garants d'une saine vie démocratique. Or, sans ces instances de médiation visant la pacification des rapports sociaux, c'est le retour de la loi de la jungle.

La novlangue

Finalement, en clin d'œil à 1984 de George Orwell, Eco rappelle que tous les manuels scolaires nazis et fascistes utilisaient un vocabulaire et une grammaire assez simple pour éviter les raisonnements complexes et la critique. L'objectif n'était pas ici d'inventer une nouvelle langue, mais plutôt d'appauvrir la langue d'usage. Il s'agissait en fait de l'épurer des concepts compliqués, et surtout ceux qui permettaient de révéler une réalité que ces pouvoirs autoritaires ne voulaient pas voir. Quoi de mieux pour nier la réalité que de bannir les mots qui servent à la décrire? Difficile de ne pas faire le parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis. Émilie Nicolas nous rappelait récemment dans sa chronique que plus de 250 mots ont déjà été bannis des sites web du gouvernement fédéral américain, ou qui déclenchent automatiquement une enquête administrative à l'égard de celles et ceux qui

les emploient³². Et cela, c'est sans compter les interdictions de livres dans les écoles publiques qui, pour la seule année 2023-2024, se sont élevées à plus de 10 000 titres censurés³³.

Umberto Eco, décédé en février 2016, terminait son texte en appelant à la vigilance pour démasquer les résurgences du fascisme. Et, comme frappé d'un éclair prémonitoire, il citait cette parole du président Roosevelt datant de 1938 :

J'ose dire que si la démocratie américaine cessait de progresser comme une force vive, cherchant jour et nuit, par des moyens pacifiques, à améliorer la condition de nos citoyens, la force du fascisme s'accroîtra dans notre pays³⁴.

Nous y sommes.

Raphaël Canet est enseignant à Vieux-Montréal, et associé au mouvement altermondialiste depuis les années 2000.

Source : *Le Journal des alternatives*, 14 avril 2025, Québec. Avec les aimables autorisations de l'auteur et du site.

32. Émilie Nicolas, « Victoire antiwoke », *Le Devoir*, 27 mars 2025.

33. Denis Wong, « Ces livres interdits qui divisent les Américains », *Radio-Canada Info*, 24 octobre 2024.

34. Eco, *op. cit.*, p. 50.

La montée du fascisme et la fin des temps

Naomi Klein et Astra Taylor

L'idéologie dominante de l'extrême droite est devenue un survivalisme monstrueux et suprémaciste.

Notre boulot, c'est de construire un mouvement assez fort pour les arrêter.

Le mouvement en faveur des cités-États corporatistes n'en revient pas de la chance qu'il a. Depuis des années, il prône l'idée extrême selon laquelle les gens riches et réfractaires à l'impôt devraient créer leurs propres fiefs high-tech, qu'il s'agisse de nouveaux pays sur des îles artificielles en eaux internationales (« [seasteading](#) ») ou de « villes libres » favorables aux entreprises, comme [Próspera](#) , une communauté fermée combinée à un spa médicalisé digne du Far West sur une île hondurienne.

Mais malgré le soutien des puissants investisseurs, les « capital-risqueurs » Peter Thiel et Marc Andreessen, leurs rêves libertariens extrêmes ont continué à s'enliser. La plupart des riches qui se respectent ne veulent pas vraiment vivre sur des plateformes pétrolières flottantes, même si ça leur permet de payer moins d'impôts, et si Próspera peut être sympa pour des vacances et quelques « améliorations » corporelles, son statut extranational est actuellement [contesté devant les tribunaux](#).

Aujourd'hui, ce réseau autrefois marginal de sécessionnistes d'entreprise se retrouve soudainement face aux portes ouvertes du centre névralgique du pouvoir mondial.

Les premiers signes du changement sont apparus en 2023, lorsque [Donald Trump](#), alors en campagne, a promis, comme par enchantement, d'organiser un concours qui aboutirait à la création de dix « [villes libres](#) » sur des terres fédérales. À l'époque, cette déclaration n'avait guère retenu l'attention, noyée dans le flot quotidien de déclarations scandaleuses. Mais depuis l'arrivée au

pouvoir de la nouvelle administration, les aspirants fondateurs de nouveaux pays se sont lancés dans une campagne de lobbying effrénée, déterminés à concrétiser la promesse de Trump.

« L'énergie à Washington est absolument électrique », s'est récemment [enthousiasmé](#) Trey Goff, directeur de cabinet de Próspera, après un voyage au Capitole. Selon lui, la législation ouvrant la voie à une multitude de cités-États corporatistes devrait être finalisée d'ici la fin de l'année.

Inspirés par une lecture déformée du philosophe politique Albert Hirschman, des personnalités telles que Goff, Thiel et l'investisseur et écrivain Balaji Srinivasan défendent ce qu'ils appellent l'« *exit* », le principe selon lequel ceux qui en ont les moyens ont le droit de se soustraire aux obligations citoyennes, en particulier aux impôts et aux réglementations contraignantes. En réorganisant et en redonnant une nouvelle image aux anciennes ambitions et aux anciens privilèges des empires, ils rêvent de diviser les gouvernements et de scinder le monde en paradis hypercapitalistes et sans démocratie, sous le contrôle exclusif des plus riches, protégés par des mercenaires privés, desservis par des robots dotés d'intelligence artificielle et financés par des cryptomonnaies.

On pourrait penser que c'est un peu bizarre que Trump, qui a été élu en brandissant le drapeau américain et en promettant de « rendre sa grandeur à l'Amérique », soutienne cette idée de territoires souverains dirigés par des milliardaires qui se prennent pour des rois. Et on a beaucoup parlé des guerres verbales colorées entre Steve Bannon, porte-parole de Maga, fier nationaliste et populiste, et les milliardaires alliés de Trump qu'il a [attaqués](#) en les qualifiant de « techno-féodaux » qui « se foutent

complètement de l'être humain». Sans parler de l'État-nation. Les conflits au sein de la coalition bancale et maladroite de Trump existent bel et bien, ils atteignent récemment un [point d'ébullition](#) sur la question des droits de douane. Pourtant, les visions sous-jacentes ne sont peut-être pas aussi incompatibles qu'elles le semblent à première vue.

Le contingent des start-up prévoit clairement un avenir marqué par les chocs, la pénurie et l'effondrement. Leurs domaines privés high-tech sont essentiellement des capsules de sauvetage fortifiées, conçues pour permettre à une poignée de privilégiés de profiter de tous les luxes et opportunités possibles pour optimiser leur vie, leur donnant ainsi, à eux et à leurs enfants, un avantage dans un avenir de plus en plus barbare. Pour le dire sans détour, les personnes les plus puissantes du monde se préparent à la fin du monde, une fin qu'elles-mêmes accélèrent frénétiquement.

Ce n'est pas si éloigné de la vision plus grand public des nations fortifiées qui a saisi l'extrême droite mondiale, de l'Italie à Israël, en passant par l'Australie et les États-Unis. Pendant une époque de périls incessants, les mouvements ouvertement suprémacistes de ces pays positionnent leurs États relativement riches comme des bunkers armés. Ces bunkers sont brutaux dans leur détermination à expulser et à emprisonner les humains indésirables (même si cela nécessite un confinement indéfini dans des colonies pénitenciaires extra-nationales, de l'île de Manus à Guantánamo Bay) et tout aussi

impitoyables dans leur volonté de revendiquer violemment les terres et les ressources (eau, énergie, minéraux essentiels) qu'ils jugent nécessaires pour surmonter les chocs à venir.

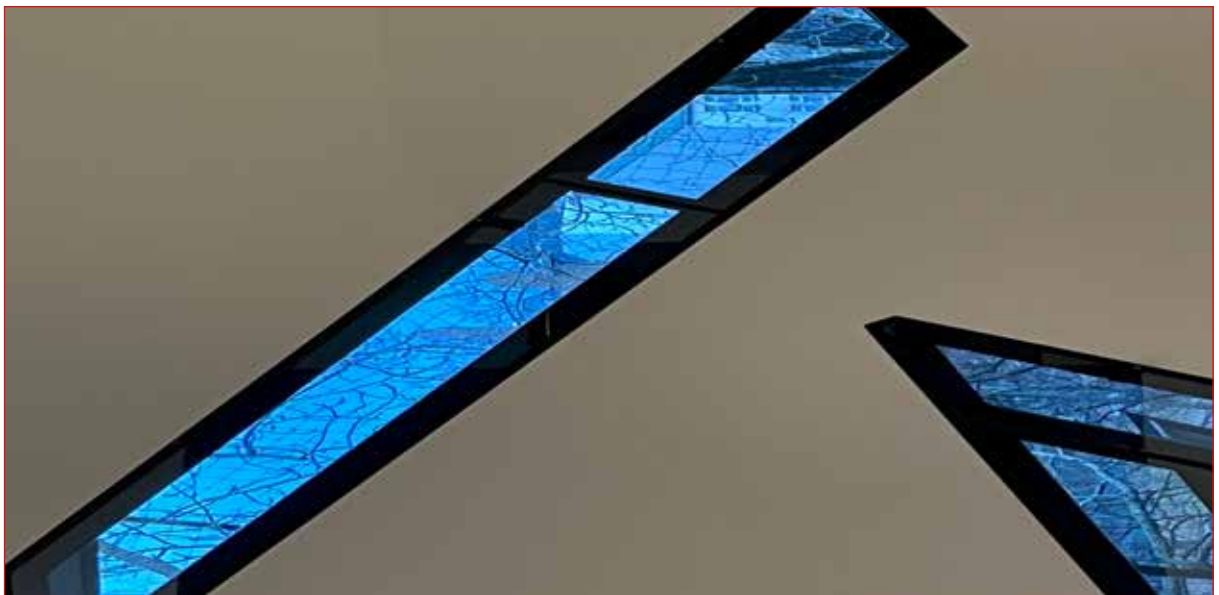
Bien que cela s'appuie sur des tendances de droite persistantes, nous n'avons tout simplement jamais été confrontés à une tendance apocalyptique aussi puissante au sein du gouvernement.

Il est intéressant de noter qu'à l'heure où les élites auparavant laïques de la Silicon Valley [se découvrent soudainement](#) religieuses, ces deux visions – l'État corporatiste prioritaire et la nation bunkérisée destinée au grand public – ont beaucoup en commun avec l'interprétation chrétienne fondamentaliste de l'Enlèvement, quand les fidèles seront soi-disant élevés vers une cité dorée dans les cieux, tandis que les damnés seront condamnés à subir une bataille apocalyptique finale ici-bas.

Si on veut faire face à ce moment critique de notre histoire, on doit accepter le fait qu'on n'est pas confrontés à des adversaires qu'on connaît déjà.

On est confrontés au fascisme de la fin des temps

En réfléchissant à son enfance sous Mussolini, le romancier et philosophe Umberto Eco a observé dans un célèbre [essai](#) que le fascisme a généralement un «complexe d'Armageddon», une obsession de vaincre ses ennemis dans une grande bataille finale. Mais le fascisme européen des années 1930



et 1940 avait aussi un horizon : une vision d'un âge d'or futur après le bain de sang qui, pour son groupe d'initiés, serait paisible, pastoral et purifié. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Conscients des dangers existentiels réels de notre époque – du dérèglement climatique à la guerre nucléaire, en passant par les inégalités galopantes et l'IA non réglementée –, mais financièrement et idéologiquement déterminés à aggraver ces menaces, les mouvements d'extrême droite contemporains n'ont aucune vision crédible d'un avenir meilleur. L'électeur moyen n'a droit qu'à des remix d'un passé révolu, accompagnés du plaisir sadique de dominer un ensemble toujours plus vaste d'autres personnes dés-humanisées.

D'où l'engagement de l'administration Trump à diffuser un flux constant de propagande réelle et [générée par l'IA](#), conçue uniquement à des fins pornographiques. Des images d'immigrants enchaînés embarqués dans des vols d'expulsion, accompagnées du bruit des chaînes et des menottes, que le compte officiel de la Maison Blanche sur X a [qualifiées](#) d'«ASMR», en référence à des enregistrements audio destinés à apaiser le système nerveux. Ou encore ce même compte [partageant](#) la nouvelle de la détention de [Mahmoud Khalil](#), un résident permanent américain qui était actif dans le campement pro-palestinien de l'université Columbia, avec ces mots jubilatoires : «Shalom, Mahmoud». Ou encore les nombreuses [séances photo](#) sadico-chics de la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem (sur un [cheval](#) à la frontière américano-mexicaine, devant une [cellule de prison](#) bondée au Salvador, [brandissant](#) une mitrailleuse lors de l'arrestation d'immigrants en Arizona...).

L'idéologie dominante de l'extrême droite à notre époque de catastrophes croissantes est devenue un survivalisme monstrueux et suprémaciste.

Elle est terrifiante par sa méchanceté, c'est vrai. Mais elle ouvre aussi de puissantes possibilités de résistance. Parier contre l'avenir à cette échelle – miser sur son bunker – c'est trahir, au niveau le plus fondamental, nos devoirs les uns envers les autres, envers les enfants que nous aimons et envers toutes les autres formes de vie avec lesquelles nous partageons notre planète. C'est un système

de croyances génocidaire dans son essence même et traître à la merveille et à la beauté de ce monde. On est convaincus que plus les gens comprendront à quel point la droite a succombé au complexe d'Armageddon, plus ils seront prêts à se battre, comprenant que tout est désormais en jeu.

Nos adversaires savent très bien qu'on entre dans une période d'urgence, mais ils ont réagi en embrassant des illusions mortelles et égoïstes. Ayant adhéré à divers fantasmes d'apartheid et de sécurité bunkérisée, ils choisissent de laisser la Terre brûler. Notre tâche est de construire un mouvement large et profond, aussi spirituel que politique, suffisamment fort pour arrêter ces traîtres dérangés. Un mouvement ancré dans un engagement indéfectible les uns envers les autres, au-delà de nos nombreuses différences et divisions, et envers cette planète miraculeuse et unique.

Il n'y a pas si longtemps, ce sont principalement les fondamentalistes religieux qui accueillaient les signes de l'apocalypse avec une joie enthousiaste à l'idée du Ravisement tant attendu. Trump a confié des postes clés à des personnes qui adhèrent à cette orthodoxie enflammée, [dont](#) plusieurs sionistes chrétiens qui considèrent que le recours à la violence destructrice par Israël pour étendre son territoire n'est pas une atrocité illégale mais une preuve heureuse que la Terre Sainte se rapproche des conditions dans lesquelles le Messie reviendra et que les fidèles obtiendront leur royaume céleste.

Mike Huckabee, le nouvel ambassadeur de Trump en Israël, a des [liens étroits](#) avec le sionisme chrétien, tout comme [Pete Hegseth](#), son secrétaire à la défense. Noem et Russell Vought, l'architecte du Projet 2025 qui dirige maintenant le bureau du budget et de la gestion, sont [tous deux fervents](#) défenseurs du nationalisme chrétien. Même Thiel, qui est gay et connu pour son style de vie de fêtard, a récemment été entendu [s'interroger](#) sur l'arrivée de l'antéchrist (il pense qu'il s'agit de Greta Thunberg, on y reviendra bientôt).

Mais pas besoin d'être un littéraliste biblique, ni même d'être religieux, pour être un fasciste de la fin des temps. Aujourd'hui, plein de gens puissants et laïcs ont adopté une vision de l'avenir qui suit un scénario presque identique, dans lequel le monde tel

que nous le connaissons s'effondre sous son propre poids et où quelques élus survivent et prospèrent dans toutes sortes d'arches, de bunkers et de «villes libres» fortifiées. Dans un [article](#) publié en 2019 et intitulé «Left Behind: Future Fetishists, Prepping and the Abandonment of Earth» («Laissés pour compte: les fétichistes du futur, la préparation et l'abandon de la Terre»), les spécialistes en communication Sarah T Roberts et Mél Hogan décrivent le désir d'un Ravissement laïc:

Dans l'imaginaire accélérationniste, l'avenir n'est pas une question de réduction des risques, de limites ou de restauration; il s'agit plutôt d'une politique menant à une fin.

Elon Musk, qui a considérablement accru sa fortune aux côtés de Thiel chez PayPal, incarne cette philosophie implosive. C'est quelqu'un qui contemple les merveilles du ciel nocturne et ne voit apparemment que les opportunités de remplir cet espace noir inconnu avec ses propres débris spatiaux. Bien qu'il se soit forgé une réputation en mettant en garde contre les dangers de la crise climatique et de l'IA, lui et ses acolytes du «département de l'efficacité gouvernementale» (Doge) passent désormais leurs journées à aggraver ces mêmes risques (et bien d'autres) en supprimant non seulement les réglementations environnementales, mais aussi les agences chargées de les appliquer, avec pour [objectif final](#) apparent de remplacer les fonctionnaires fédéraux par des chatbots.

Qui a besoin d'un État-nation qui fonctionne quand l'espace – qui serait maintenant la seule obsession de Musk – nous appelle? Pour Musk, Mars est devenue une arche laïque, qu'il considère comme la clé de la survie de la civilisation humaine, peut-être grâce au téléchargement de consciences vers une intelligence artificielle générale. Kim Stanley Robinson, l'auteur de la trilogie de science-fiction Mars, qui semble avoir en partie inspiré Musk, est très clair sur les dangers des fantasmes du milliardaire sur la [colonisation de Mars](#). Il [dit que](#) «c'est juste un risque moral qui nous fait croire qu'on peut détruire la Terre et que tout ira bien. C'est complètement faux».

Tout comme les fanatiques religieux qui rêvent de fuir le monde physique, la volonté de Musk de rendre l'humanité «multiplanétaire» est devenue possible par son incapacité à apprécier les diverses richesses de notre seule maison. Manifestement indifférent à la richesse qui l'entoure et à la préservation de la diversité sur Terre, il utilise sa fortune colossale pour construire un avenir où une poignée d'humains et de robots survivraient tant bien que mal sur deux planètes stériles (une Terre complètement épuisée et une Mars terraformée). En effet, dans une étrange version de l'Ancien Testament, Musk et ses potes milliardaires de la tech, après s'être arrogé des pouvoirs divins, ne se contentent plus de construire des arches. Ils semblent faire tout leur possible pour provoquer le déluge. Les dirigeants de droite d'aujourd'hui et leurs riches alliés ne se contentent pas de profiter des catastrophes, de la doctrine du choc et du capitalisme du désastre, mais ils les provoquent et les planifient en même temps.

Mais qu'en est-il de la base de Maga? Tous ne sont pas suffisamment crédules pour croire sincèrement au Ravissement, et la plupart n'ont certainement pas les moyens d'acheter une place dans une «ville libre», sans parler d'une place dans une fusée.

N'ayez crainte

Le fascisme de la fin des temps promet des arches et des bunkers beaucoup plus abordables, à la portée des simples soldats.

Écoute le podcast quotidien de Steve Bannon – qui se présente comme le premier média de Maga – et tu seras bombardé d'un message unique: le monde va droit en enfer, les infidèles franchissent les barrières et la bataille finale approche. Sois prêt. Le message survivaliste devient particulièrement fort lorsque Bannon passe à la promotion des produits de ses annonceurs. Achetez de l'or Birch, [dit](#) Bannon à son public, car l'économie américaine surendettée va s'effondrer et vous ne pouvez pas faire confiance aux banques. Faites des réserves de plats cuisinés chez [My Patriot Supply](#). Affinez votre tir à l'aide d'un système laser à domicile. La dernière chose à faire, c'est de dépendre du gouvernement en cas de catastrophe, rappelle-t-il à ses auditeurs (sans le dire explicitement: surtout maintenant

que les Doge boys sont en train de vendre le gouvernement à la découpe).

Le fascisme de la fin des temps est un fatalisme sombrement festif, un dernier refuge pour ceux qui trouvent plus facile de célébrer la destruction que d'imaginer vivre sans suprématie.

Bien sûr, Bannon ne se contente pas d'exhorter son public à construire ses propres bunkers. Il propose également une vision des États-Unis comme un bunker à part entière, dans lequel des agents de l'ICE traquent les rues, les lieux de travail et les campus, faisant disparaître ceux qui sont considérés comme des ennemis de la politique et des intérêts américains. La nation bunkérisée est au cœur du programme de Maga et du fascisme de la fin des temps. Dans cette logique, la première tâche consiste à renforcer les frontières nationales et à éliminer tous les ennemis, étrangers et nationaux. Ce sale boulot est déjà bien engagé, l'administration Trump, avec l'aide de la Cour suprême, ayant invoqué l'Alien Enemies Act pour expulser des centaines d'immigrants vénézuéliens vers Cecot, la désormais tristement célèbre méga-prison du Salvador. Cette installation, où les prisonniers sont rasés et entassés à cent dans une seule cellule équipée de lits superposés, fonctionne sous le régime de l'«état d'exception» destructeur des libertés civiles déclaré il y a plus de trois ans par le Premier ministre chrétien sioniste et amateur de cryptomonnaies, Nayib Bukele.

Bukele a proposé d'offrir le même système de services payants aux citoyens américains que l'administration américaine aimerait envoyer dans un trou noir judiciaire. «J'adore ça», [a récemment déclaré](#) Trump, interrogé sur cette proposition. Pas étonnant: Cecot est le corollaire malsain, mais logique, du fantasme de la «ville libre», une zone où tout est à vendre et où la procédure régulière n'existe pas. On peut s'attendre à beaucoup plus de sadisme encore. Dans une déclaration d'une franchise effrayante, le directeur par intérim de l'ICE, Todd Lyons, a [déclaré](#) lors du salon Border Security Expo 2025 qu'il souhaitait voir une approche plus «commerciale» de ces expulsions, «comme [Amazon] Prime, mais avec des êtres humains».

Si surveiller les frontières d'une nation retranchée est la première tâche du fascisme de la fin des temps, la deuxième est tout

aussi importante: le gouvernement américain doit revendiquer toutes les ressources dont ses citoyens protégés pourraient avoir besoin pour traverser les temps difficiles à venir. Peut-être s'agit-il du canal de Panama. Ou des routes maritimes du Groenland qui fondent rapidement. Ou des minéraux essentiels de l'Ukraine. Ou l'eau douce du Canada. Il faut voir ça moins comme un impérialisme à l'ancienne que comme une préparation à grande échelle, au niveau de l'État-nation. Fini le temps où on se cachait derrière des prétextes coloniaux comme la propagation de la démocratie ou de la parole de Dieu: quand Trump scrute le monde avec convoitise, c'est pour faire des réserves en vue de l'effondrement de la civilisation.

Cette mentalité de bunker aide aussi à comprendre les incursions controversées de JD Vance dans la théologie catholique. Le vice-président, qui doit en grande partie sa carrière politique à la générosité du grand préparateur Thiel, a expliqué à Fox News que, selon le concept chrétien médiéval d'*ordo amoris* (traduit à la fois par «ordre de l'amour» et «ordre de la charité»), l'amour n'est pas dû à ceux qui sont en dehors du bunker: «Tu aimes ta famille, puis tu aimes ton voisin, puis tu aimes ta communauté, puis tu aimes tes concitoyens dans ton propre pays. Et ensuite, tu peux te concentrer et donner la priorité au reste du monde.» (Ou pas, comme le montre la politique étrangère de l'administration Trump.) En d'autres termes, on ne doit rien à personne en dehors de notre bunker.

Bien que cela s'appuie sur des tendances de droite persistantes – justifier des exclusions haineuses n'est pas nouveau sous le soleil ethnonationaliste – nous n'avons tout simplement jamais été confrontés à une tendance apocalyptique aussi puissante au sein d'un gouvernement.

La fanfaronnade de la «fin de l'histoire» de l'après-guerre froide est rapidement remplacée par la conviction que nous sommes réellement à la fin des temps. Doge peut bien se draper dans le drapeau de l'«efficacité» économique et les sbires de Musk peuvent bien évoquer le souvenir des jeunes «Chicago Boys» formés aux États-Unis qui ont conçu la thérapie de choc économique du régime dictatorial d'Augusto Pinochet, il ne s'agit pas simplement de la vieille alliance

entre néolibéralisme et néoconservatisme. C'est un nouveau mélange millénariste et adorateur de l'argent qui dit qu'on doit détruire la bureaucratie et remplacer les humains par des chatbots pour réduire «le gaspillage, la fraude et les abus» – et aussi parce que la bureaucratie est le repaire des démons qui s'opposent à Trump. C'est là que les *tech bros* fusionnent avec les [TheoBros](#), un vrai groupe de suprémacistes chrétiens hyperpatriarcaux liés à [Hegseth](#) et à d'autres membres de l'administration Trump.

Steve Bannon promeut une vision des États-Unis comme un bunker à part entière

Comme toujours avec le fascisme, le complexe apocalyptique actuel dépasse les clivages de classe, unissant les milliardaires à la base de Maga. Après des décennies de tensions économiques croissantes, accompagnées d'une communication habile et incessante qui monte les travailleurs les uns contre les autres, beaucoup de gens se sentent, à juste titre, incapables de se protéger de la désintégration qui les entoure. Mais il y a des compensations émotionnelles à la clé : on peut se réjouir de la fin de la discrimination positive et de la diversité, glorifier les expulsions massives, se réjouir du refus des soins affirmant le genre aux personnes transgenres, diaboliser les éducateurs et les professionnels de santé qui pensent en savoir plus que nous, et applaudir à la disparition des réglementations économiques et environnementales comme moyen de vaincre les libéraux. Le fascisme de la fin des temps est un fatalisme sombre et festif, un dernier refuge pour ceux qui trouvent plus facile de célébrer la destruction que d'imaginer une vie sans suprématie.

C'est aussi une spirale descendante qui s'autoalimente : les attaques furieuses de Trump contre toutes les structures conçues pour protéger le public contre les maladies, les aliments dangereux et les catastrophes – voire pour [informer](#) le public lorsque des catastrophes se profilent – renforcent les arguments en faveur du survivalisme, tant chez les plus riches que chez les plus pauvres, tout en créant une myriade de nouvelles opportunités de privatisation et de profit pour

les oligarques qui alimentent ce démantèlement rapide de l'État social et réglementaire.

Au début du premier mandat de Trump, le *New Yorker* a enquêté sur un phénomène qu'il a [décrit comme](#) «la préparation à la fin du monde pour les super-riches». À l'époque, il était déjà clair que dans la Silicon Valley et à Wall Street, les survivalistes les plus sérieux se prémunissaient contre les perturbations climatiques et l'effondrement social en achetant des espaces dans des bunkers souterrains construits sur mesure et en construisant des maisons de refuge sur des terrains élevés dans des endroits comme Hawaï (où Mark Zuckerberg a minimisé son abri souterrain de 5 000 pieds carrés en le qualifiant de «petit refuge») et en Nouvelle-Zélande (où Thiel a acheté près de 500 acres, mais où son projet de construire un complexe de survie de luxe a été rejeté par les autorités locales en 2022 pour cause de nuisance visuelle).

Ce millénarisme est lié à toute une série d'autres modes intellectuelles de la [Silicon Valley](#), toutes fondées sur la croyance apocalyptique que notre planète se dirige vers un cataclysme et qu'il est temps de faire des choix difficiles quant aux parties de l'humanité qui peuvent être sauvées. Le transhumanisme est l'une de ces idéologies, qui englobe tout, des «améliorations» mineures de l'homme par la machine à la quête du téléchargement de l'intelligence humaine dans une intelligence artificielle générale encore illusoire. Il y a aussi l'altruisme efficace et le longtermisme, qui ignorent les approches redistributives pour aider ceux qui sont dans le besoin ici et maintenant, au profit d'une approche coûts-bénéfices visant à faire le plus de bien possible à long terme.

Bien qu'elles puissent sembler inoffensives à première vue, ces idées sont imprégnées de dangereux préjugés raciaux, capacitaires et sexistes sur les parties de l'humanité qui méritent d'être améliorées et sauvées et sur celles qui pourraient être sacrifiées pour le bien supposé de l'ensemble. Elles partagent aussi un désintérêt marqué pour la nécessité urgente de s'attaquer aux causes profondes de l'effondrement, un objectif responsable et rationnel que de plus en plus de personnalités rejettent aujourd'hui activement. Au lieu de l'altruisme efficace, Andreessen, habitué de Mar-a-Lago, et d'autres ont adopté l'«[accélérationnisme efficace](#)», ou la «promotion

délibérée du développement technologique» sans garde-fous.

Pendant ce temps, des philosophies encore plus sombres trouvent un public plus large, comme les diatribes néoréactionnaires et pro-monarchiques du codeur Curtis Yarvin (une autre référence intellectuelle de Thiel), ou l'obsession du mouvement «[pro-nataliste](#)» d'augmenter de manière spectaculaire le nombre de bébés «occidentaux» (une fixation de Musk), ainsi que la vision du gourou de la sortie, Srinivasan, d'un «sionisme technologique» à San Francisco, où les fidèles des entreprises et la police s'uniraient pour nettoyer politiquement la ville des libéraux afin de faire place à leur État d'apartheid en réseau.

Comme l'ont écrit les chercheurs en IA Timnit Gebru et Émile P Torres, même si les méthodes sont nouvelles, cet ensemble de modes idéologiques «est directement issu de la première vague de l'eugénisme, qui voyait aussi une petite partie de l'humanité décider quelles parties de l'ensemble méritaient d'être conservées et lesquelles devaient être éliminées, supprimées ou détruites». Jusqu'à récemment, peu de gens s'y intéressaient. Tout comme Próspera, où les membres peuvent déjà expérimenter des fusions homme-machine, comme l'[implantation](#) de clés Tesla dans leurs mains, ces modes intellectuelles semblaient être le passe-temps marginal de quelques dilettantes de la baie de San Francisco, riches et imprudents. Ce n'est plus le cas.

Trois développements récents ont accéléré l'attrait apocalyptique du fascisme de la fin des temps. Le premier est la crise climatique. Si certaines personnalités de premier plan continuent de nier ou de minimiser publiquement la menace, les élites mondiales, dont les propriétés en bord de mer et les centres de données sont extrêmement vulnérables à la hausse des températures et du niveau des mers, connaissent bien les dangers multiples d'un monde qui se réchauffe sans cesse. Le deuxième, c'est la Covid-19: les modèles épidémiologiques prédisaient depuis longtemps la possibilité d'une pandémie qui dévasterait notre monde globalisé; son arrivée effective a été interprétée par de nombreuses personnes influentes comme le signe que nous sommes officiellement entrés dans ce que les analystes militaires



américains **avaient prédit** comme «l'ère des conséquences». Fini les prédictions, c'est parti. Le troisième facteur, c'est l'avancée rapide et l'adoption de l'IA, un ensemble de technologies longtemps associées à des scénarios de science-fiction terrifiants où les machines se retournent contre leurs créateurs avec une efficacité impitoyable – des craintes exprimées avec force par ceux-là mêmes qui développent ces technologies. Toutes ces crises existentielles s'ajoutent aux tensions croissantes entre les puissances nucléaires.

Tout ça ne doit pas être considéré comme de la paranoïa. Beaucoup d'entre nous ressentent si fortement l'imminence d'un effondrement qu'on s'en remplit l'esprit avec les différentes versions d'une vie dans un bunker postapocalyptique, en regardant la série *Silo* d'Apple ou *Paradise* de Hulu. Comme nous le rappelle l'analyste britannique Richard Seymour dans son dernier livre, *Disaster Nationalism*:

L'apocalypse n'est pas une simple fantaisie. Après tout, nous y vivons, entre les virus mortels, l'érosion des sols, la crise économique et le chaos géopolitique.

Les forces auxquelles nous sommes confrontés ont fait la paix avec la mort massive

Elles sont traîtresses à ce monde et à ses habitants, humains et non humains.

Le projet économique de Trump 2.0 est un monstre de Frankenstein issu des industries à l'origine de toutes ces menaces: les combustibles fossiles, les armes et les cryptomonnaies et l'IA, voraces en ressources. Tous ceux qui travaillent dans ces secteurs savent qu'il est impossible de construire le monde artificiel que l'IA promet de créer sans sacrifier le monde actuel. Ces technologies consomment trop d'énergie, trop de minéraux essentiels et trop d'eau pour que les deux puissent coexister dans un quelconque équilibre. Ce mois-ci, l'ancien dirigeant de Google, Eric Schmidt, l'a admis, **déclarant** au Congrès que les besoins énergétiques «considérables» de l'IA devraient tripler dans les prochaines années, et qu'une grande partie de cette énergie proviendrait des combustibles fossiles, car le nucléaire ne

peut pas être développé assez rapidement. Ce niveau de consommation, qui risque de détruire la planète, est nécessaire, a-t-il expliqué, pour permettre l'émergence d'une intelligence «supérieure» à l'humanité, un dieu numérique renaissant des cendres du monde auquel nous avons renoncé.

Et ils sont inquiets, certes pas à propos des menaces réelles qu'ils font peser. Ce qui empêche les dirigeants de ces industries imbriquées de dormir, c'est la perspective d'un réveil brutal de la civilisation, de mesures gouvernementales sérieuses et coordonnées à l'échelle internationale pour freiner leurs secteurs rebelles avant qu'il ne soit trop tard. Du point de vue de leurs résultats financiers en constante augmentation, l'apocalypse n'est pas l'effondrement, mais la réglementation.

Le fait que leurs profits reposent sur la destruction de la planète explique pourquoi le discours bien-pensant des puissants laisse place à un mépris ouvert pour l'idée qu'on se doit quelque chose les uns aux autres en tant qu'êtres humains. La Silicon Valley en a fini avec l'altruisme, qu'il soit efficace ou non. Mark Zuckerberg, le PDG de Meta, **aspire** à une culture qui célèbre l'«agressivité». Alex Karp, le partenaire commercial de Thiel dans la société de surveillance Palantir Technologies, **réprimande** ceux qui remettent en question la supériorité américaine et les avantages des **systèmes d'armes autonomes** (et, donc, les contrats militaires lucratifs qui ont fait la fortune de Karp) en les accusant de «perdants» aimant d'«autoflagellation». Musk dit à Joe Rogan que l'empathie est «la faiblesse fondamentale de la civilisation occidentale» et, après avoir **échoué** à acheter une élection à la Cour suprême du Wisconsin, il **se défoule**: «Il semble de plus en plus que l'humanité soit un bootloader biologique pour la super intelligence numérique.» Ce qui veut dire que nous, les humains, ne sommes rien d'autre que du grain pour Grok, le service d'IA qu'il possède. (Il nous a bien dit qu'il était un «*Dark Maga*»)

Dans une Espagne aride et soumise au stress climatique, l'un des groupes qui réclame un moratoire sur les nouveaux centres de données **s'appelle** Tu Nube Seca Mi Río, ce qui signifie «ton nuage assèche ma rivière». Ce nom est tout à fait approprié, et pas seulement pour l'Espagne.

Un choix incroyablement sombre est en train d'être fait sous nos yeux et sans notre consentement: les machines plutôt que les humains, l'inanimé plutôt que le vivant, le profit avant tout. À une vitesse stupéfiante, les mégalomanes de la big tech ont discrètement renoncé à leurs promesses de zéro émission nette et se sont rangés aux côtés de Trump, déterminés à sacrifier les ressources réelles et précieuses de ce monde ainsi que sa créativité sur l'autel d'un royaume virtuel vampirique. C'est le dernier grand hold-up, et ils se préparent à affronter les tempêtes qu'ils ont eux-mêmes provoquées. Ils tenteront de diffamer et de détruire quiconque se mettra en travers de leur chemin.

Prenons l'exemple du récent séjour européen de Vance, où le vice-président a sermonné les dirigeants mondiaux pour leur «inquiétude excessive» concernant l'IA destructrice d'emplois, tout en exigeant que les discours nazis et fascistes ne soient pas censurés en ligne. À un moment donné, il a fait une remarque révélatrice, s'attendant à un éclat de rire qui n'est jamais venu: «Si la démocratie américaine peut survivre à dix ans de réprimandes de Greta Thunberg, vous pouvez survivre à quelques mois d'Elon Musk.»

Son commentaire faisait écho à ceux de son mécène tout aussi dépourvu d'humour, Thiel. Dans des interviews récentes axées sur les fondements théologiques de sa politique d'extrême droite, le milliardaire chrétien a comparé à plusieurs reprises la jeune militante climatique infatigable à l'antéchrist, une figure qui, selon lui, a été prophétisée comme porteuse d'un message trompeur de «paix et de sécurité». «Si Greta arrive à convaincre tout le monde sur la planète à se déplacer à vélo, c'est peut-être un moyen de résoudre le changement climatique, mais ça revient un peu à sortir de la poêle à frire pour tomber dans le feu», a déclaré Thiel.

Pourquoi Thunberg, pourquoi maintenant? En partie, c'est clairement la peur apocalyptique que la réglementation ne ronge leurs superprofits: selon Thiel, les mesures climatiques fondées sur la science que Thunberg et d'autres réclament ne pourraient être appliquées que par un «État totalitaire», qui, selon lui, représente une menace plus grave que le dérèglement climatique (le plus inquiétant étant que les impôts dans de

telles conditions seraient «assez élevés»). Il y a peut-être aussi autre chose qui les effraie chez Thunberg: son engagement indéfectible envers cette planète et les nombreuses formes de vie qui existent – et non envers des simulations de ce monde générées par l'IA, ni envers une hiérarchie entre ceux qui méritent de vivre et ceux qui ne le méritent pas, ni envers les divers fantasmes d'évasion extra-planétaire vendus par les fascistes de la fin des temps.

Elle est déterminée à rester, alors que les fascistes de la fin des temps, du moins dans leur imagination, ont déjà quitté ce monde, retranchés dans leurs abris luxueux ou transcendés dans l'éther numérique ou sur Mars.

Peu après la réélection de Trump, l'un d'entre nous a eu l'occasion d'interviewer Anohni, l'une des rares musiciennes à avoir tenté de créer un art qui embrasse la pulsion de mort qui s'est emparée de notre monde. Quand on lui a demandé ce qui relie la volonté des puissants de laisser la planète brûler et la volonté de nier l'autonomie corporelle des femmes et des personnes transgenres comme elle, elle a répondu en s'inspirant de son éducation catholique irlandaise: c'est «un mythe très ancien que nous mettons en scène et incarnons. C'est l'aboutissement de leur Ravissement. C'est leur fuite du cycle voluptueux de la création. C'est leur fuite de la Mère».

Comment briser cette fièvre apocalyptique ?

D'abord, on s'entraide pour faire face à la profondeur de la dépravation qui a saisi l'extrême droite dans tous nos pays. Pour aller de l'avant avec détermination, on doit d'abord comprendre ce simple fait: on est confrontés à une idéologie qui a renoncé non seulement au principe et à la promesse de la démocratie libérale, mais aussi à la viabilité de notre monde commun – à sa beauté, à ses habitants, à nos enfants, aux autres espèces. Les forces auxquelles nous faisons face ont accepté la mort massive. Elles trahissent ce monde et ses habitants, humains et non humains.

Ensuite, on oppose à leurs récits apocalyptiques un récit bien meilleur sur la façon de survivre aux temps difficiles qui nous attendent sans laisser personne derrière nous.

Un récit capable de vider le fascisme de la fin des temps de son pouvoir gothique et de galvaniser un mouvement prêt à tout risquer pour notre survie collective. Un récit qui ne parle pas de fin des temps, mais de temps meilleurs ; pas de séparation et de suprématie, mais d'interdépendance et d'appartenance ; pas de fuite, mais de rester sur place et fidèle à la réalité terrestre troublée dans laquelle on est pris et liés.

Ce sentiment fondamental n'est bien sûr pas nouveau. Il est au cœur des cosmologies autochtones et de l'animisme. Si on remonte assez loin dans le temps, toutes les cultures et toutes les religions ont leur propre tradition de respect du caractère sacré du lieu où on se trouve, sans chercher la Terre promise dans un endroit lointain et inaccessible. En Europe de l'Est, avant les exterminations fascistes et stalinienne, le Bund socialiste juif s'était organisé autour du concept yiddish de «*Doikayt*», ou «ici». Molly Crabapple, qui a écrit un livre à paraître sur cette histoire méconnue, définit le *Doikayt* comme le droit de «se battre pour la liberté et la sécurité là où ils vivaient, au mépris de tous ceux qui voulaient leur mort» – plutôt que d'être contraints de fuir vers la sécurité en Palestine ou aux États-Unis. Peut-être faut-il aujourd'hui universaliser ce concept : s'engager pour le droit à l'«ici» de cette planète malade, à ces corps fragiles, au droit de vivre dans la dignité où que nous soyons sur la planète, même lorsque les chocs inévitables nous obligent à bouger. L'«ici» peut être portable, libre de tout nationalisme, enraciné dans la solidarité, respectueux des droits des peuples autochtones et sans frontières.

Cet avenir nécessiterait sa propre apocalypse, sa propre fin du monde et sa propre révélation, bien que d'un tout autre genre. Car, comme l'a observé Robyn Maynard, spécialiste des questions policières : «Pour rendre possible la survie de la planète Terre, certaines versions de ce monde doivent prendre fin.»

On est arrivés à un moment où on doit choisir, non pas si on va vers l'apocalypse, mais quelle forme elle prendra. Les militantes Adrienne Maree et Autumn Brown ont récemment abordé ce sujet dans leur podcast bien nommé, *How to Survive the End of the World* («Comment survivre à la fin du monde»). À l'heure où le fascisme de la fin des temps fait

rage sur tous les fronts, il est essentiel de former de nouvelles alliances. Mais au lieu de demander : «Partageons-nous tous la même vision du monde?», Adrienne nous invite à nous demander : «Ton cœur bat-il et as-tu l'intention de vivre ? Alors viens par ici et nous verrons le reste de l'autre côté.»

Pour avoir une chance de combattre les fascistes de la fin des temps, avec leurs cercles concentriques toujours plus étroits et asphyxiants d'«amour ordonné», on va devoir construire un mouvement ouvert et indiscipliné de fidèles amoureux de la Terre : fidèles à cette planète, à ses habitants, à ses créatures et à la possibilité d'un avenir viable pour nous tous. Fidèles à cet endroit. Ou, pour citer encore Anohni, cette fois en référence à la déesse en laquelle elle place désormais sa foi : «Avez-vous déjà pensé que cela était peut-être sa meilleure idée ?»

Naomi Klein est chroniqueuse pour *The Guardian*. Elle est professeure de justice climatique et codirectrice du Centre pour la justice climatique à l'Université de Colombie-Britannique. Son dernier livre *Doppelgänger: A Trip into the Mirror World* sera publié en septembre.

Astra Taylor est écrivaine, organisatrice et documentariste. Elle a notamment publié *The People's Platform: Taking Back Power and Culture in the Digital Age* et *Democracy May Not Exist, but We'll Miss It When It's Gone*. Son film le plus récent est *What Is Democracy?*

Source : *The Guardian*. Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* par Adam Novak
Revue et corrigée par ML.

États-Unis-Amérique latine : retour de la politique du gros bâton et doctrine Monroe 2.0

Laurent Delcourt

La rhétorique agressive et la stratégie de pression maximale adoptées par l'administration Trump vis-à-vis de l'Amérique latine marquent le retour d'une politique étrangère plus interventionniste et coercitive de la part des États-Unis. Visant notamment à contrer l'influence chinoise, cette approche pourrait cependant compromettre, à plus long terme, les intérêts étatsuniens dans la région tout en faisant le jeu de la Chine.

La crise diplomatique aura été de courte durée. Dimanche 26 janvier 2025, s'insurgeant contre la politique de rapatriement forcé mise en œuvre par Donald Trump immédiatement après sa prise de fonction, le président colombien Gustavo Petro annonce que son pays n'acceptera pas de laisser atterrir sur son sol les avions militaires bondés de migrant·es expulsé·es des États-Unis. Cinglante, la réponse du locataire de la Maison-Blanche ne s'est pas fait attendre. Dans un post publié sur son réseau social Truth Social, il désavoue publiquement le président colombien et brandit la menace de dures sanctions économiques et diplomatiques :

Je viens d'apprendre que deux vols de rapatriement en provenance des États-Unis, avec un grand nombre de criminels illégaux, n'ont pas été autorisés à atterrir en Colombie. Cet ordre a été donné par le président socialiste colombien Gustavo Petro, déjà très impopulaire auprès de son peuple. Le refus de Petro d'autoriser ces vols a mis en danger la sécurité nationale et la sécurité publique des États-Unis, j'ai donc ordonné à mon administration de prendre immédiatement [des] mesures de représailles urgentes et décisives¹.

1. RFI, 26 janvier 2025.

S'ensuivra un bras de fer asymétrique qui fera plier quelques heures plus tard le gouvernement Petro... et claironner le président étatsunien.

Une sérieuse mise en garde

Abondamment commenté par la presse internationale, l'épisode sonne comme une sérieuse mise en garde adressée aux pays d'Amérique latine qui n'accepteraient pas d'embrasser les objectifs de politique intérieure et extérieure électorales de Donald Trump. Menaçant de sanctions un pays longtemps réputé comme l'un des plus fidèles alliés de Washington – du moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la gauche –, il signale l'ambition des États-Unis d'imposer un nouveau rapport de forces à l'Amérique latine pour y imposer son agenda. De renouer en quelque sorte avec la politique du « gros bâton² » (*big stick*), dans ce qui apparaît comme une résurrection de la doctrine Monroe – cette vieille doctrine impérialiste utilisée autrefois comme prétexte à des interventions militaires sur le continent – sur fond d'enjeux migratoires et commerciaux, mais aussi de rivalité et de lutte d'influence croissantes entre les États-Unis et la Chine pour le contrôle des marchés, des chaînes de valeurs et des ressources³.

2. La diplomatie du « gros bâton » désignait à l'origine la politique étrangère interventionniste menée par le président Théodore Roosevelt au début du 20^e siècle au nom de la stabilité géopolitique et de la sauvegarde des intérêts étatsuniens dans la région

3. T. Fazi « Trump's return to the Monroe Doctrine. His sabre-rattling betrays a new foreign strategy », *UnHerd*, 25 janvier 2025 ; O. Stuenkel, « Trump has his own Monroe Doctrine », *Foreign Policy*, 17 octobre 2024 ; J. G. Tokalian, « Donald Trump and the return of the Monroe Doctrine », *Americas Quarterly*, 4 septembre 2024.



Beaucoup avaient prédit un tournant isolationniste radical pour ce second mandat de Donald Trump. Les premières déclarations du président élu annoncent plutôt la résurgence d'une politique hégémonique à visées expansionnistes.

Une doctrine Monroe 2.0

Beaucoup avaient prédit un tournant isolationniste radical pour ce second mandat de Donald Trump. Les premières déclarations du président élu – menaces d'annexion de la Zone du canal de Panama (rétrocédée en 1999, un peu plus de vingt ans après l'accord Torrijos-Carter) et du Groenland, si nécessaire par la force ; pressions irrédentistes sur le Canada ; volonté de rebaptiser le Golfe du Mexique et d'inscrire les cartels mexicains dans la liste des groupes terroristes, ce qui ouvrirait la voie à de possibles interventions extraterritoriales, etc. – suggèrent le contraire. Elles annoncent plutôt la résurgence d'une politique hégémonique à visées expansionnistes.

Certes, ces rodomontades doivent être prises avec précaution, le président étatsunien étant coutumier des effets d'annonce et des provocations ! Pour autant, aussi extravagantes soient-elles, elles traduisent bien une rupture nette avec les politiques de bon voisinage et les rapports « relativement cordiaux » que les administrations démocrates antérieures ont entretenue avec les pays latino-américains. Aux antipodes d'un isolationnisme strictement appliqué, l'« America First

serait [en réalité] une doctrine Monroe réactive », note Hal Brands, professeur d'histoire et de relations internationales à l'Université John Hopkins :

Le retrait des États-Unis des avant-postes du Vieux Monde préfigurerait des efforts plus musclés pour préserver l'influence américaine dans le Nouveau Monde et empêcher ses rivaux d'y prendre pied⁴.

Tandis que John Kerry, secrétaire d'État de Barack Obama, avait annoncé en 2013 que l'ère de la doctrine Monroe était révolue, Trump entend lui donner une seconde jeunesse, tout comme nombre de cadors du Parti républicain et de sa frange MAGA (pour « Make America Great Again ») la plus radicale. Ils n'en ont jamais fait mystère. En 2019, déjà, l'ex-conseiller de Trump à la sécurité nationale, John Bolton, tombé depuis en disgrâce, proclamait « fièrement pour que tout le monde l'entende : la doctrine Monroe est bien vivante⁵ ». À sa suite, des sénateurs et représentants républicains ont tenté de faire adopter des résolutions pour (re)confirmer sa validité. Plus récemment, certaines de ces voix les plus influentes ont multiplié les propos menaçants envers plusieurs pays d'Amérique latine, Mexique et Venezuela en tête,

4. H. Brands H. « An America First World. What Trump's return might mean for Global Order », *Foreign Affairs*, 27 mai 2024.

5. J. G. Tokalian, « Donald Trump and the return of the Monroe Doctrine », art. cité.

ressuscitant le spectre d'une forme d'impérialisme brut que l'on croyait révolu. Devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président milliardaire lui-même avait fait part de son intention de réhabiliter la vieille doctrine pour préserver «la sécurité et les intérêts vitaux» des États-Unis: «Depuis le président Monroe, notre pays a pour politique officielle de rejeter l'ingérence des nations étrangères dans cet hémisphère et dans nos propres affaires.» À ceci près que l'avertissement ne s'adressait cette fois plus aux ex-puissances européennes et à l'ex-Union soviétique, mais principalement à la Chine et à ses alliés réels ou fantasmés⁶.

Contre l'influence de la Chine en Amérique latine, limiter sa mainmise sur les ressources du continent appelé à jouer un rôle clé dans la transition énergétique, tel est en effet l'une des priorités de l'administration étatsunienne en matière de politique étrangère (avec la lutte contre le narcotrafic et la question migratoire, érigée elle aussi en enjeu de sécurité nationale). Comme l'illustrent les déclarations hystériques de Trump et d'autres responsables gouvernementaux sur la construction, avec des capitaux chinois, du port de Chancay au Pérou, et la soi-disant mainmise de Pékin sur le canal de Panama, cette priorisation annonce le retour en force du *hardpower* étatsunien pour endiguer la «menace» chinoise en Amérique latine, et y ravive un nouveau climat de guerre froide.

Contre l'influence de la Chine en Amérique latine, limiter sa mainmise sur les ressources du continent, appelé à jouer un rôle clé dans la transition énergétique, tel est en effet l'une des priorités de l'administration étatsunienne en matière de politique étrangère (avec la lutte contre le narcotrafic et la question migratoire, érigée elle aussi en enjeu de sécurité nationale).

Le bâton et la carotte

«Qu'est-ce que cela signifie pour l'Amérique latine?», s'interroge l'intellectuel marxiste et ex-vice-président bolivien, Álvaro García Linera :

6. J. G. Tokalian, «Donald Trump and the return of the Monroe Doctrine», art. cité ; O. Stuenkel, «Trump has his own Monroe Doctrine», art. cité.

Elle va se retrouver prise dans la dispute entre une Chine en expansion, qui repose sur des chaînes de valeurs globales, et des États-Unis en contraction, qui ont besoin de régionaliser leurs chaînes de valeurs. L'Amérique latine est déjà liée à la Chine par des chaînes de valeurs globales, mais les États-Unis veulent l'intégrer dans leur sphère d'influence. La Chine à l'avantage, car elle dispose d'argent pour investir. Les États-Unis en manquent. Face à ce manque de ressources, on peut s'attendre à ce que les États-Unis choisissent la voie de la force pour imposer cette régionalisation des chaînes de valeurs⁷.

Il est toutefois peu probable que les nouvelles ambitions hégémoniques des États-Unis en Amérique latine débouchent sur de nouvelles aventures guerrières. Rappelons que malgré la rhétorique belliqueuse de Trump à l'égard du Venezuela durant son premier mandat, l'option militaire a très vite été écartée au profit d'un durcissement des sanctions⁸. Plutôt que des interventions militaires directes, Washington privilégiera sans doute des stratégies d'intimidation, le chantage permanent, les classiques menaces de représailles et des mesures de coercition économique pour imposer l'agenda de l'«America First». Dans le collimateur, les pays qui s'opposeraient à la politique de refoulement des migrant-es, ceux qui renforceraient davantage encore leurs liens avec la Chine, dans le cadre notamment du projet de «Nouvelles routes de la soie»,

7. V. Ortiz et V. Arpoulet, «L'Amérique latine face au néolibéralisme souverainiste de Trump. Entretien avec Álvaro García Linera», *LVSL*, 21 janvier 2025.

8. L'actuelle administration Trump serait divisée quant à l'attitude à adopter par rapport au Venezuela entre, d'un côté, les partisans de la manière forte, incarnée par le secrétaire d'État Marco Rubio et la frange conservatrice plus traditionnelle du Parti républicain et de l'autre côté, plusieurs figures radicales du mouvement MAGA, lesquelles envisagent plutôt la possibilité d'un grand accord avec Maduro pour préserver – sinon faire fructifier – les intérêts étatsuniens dans la région, quitte à abandonner les anciennes exigences en termes de libéralisation et de démocratisation. Cette divergence de vues ne se limiterait pas au Venezuela. Elle illustrerait la bataille qui se jouera au sein du gouvernement pour la définition de la politique extérieure des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine (O. Stuenkel, «Trump can't bully Latin America without consequences», *Foreign Policy*, 28 janvier 2025).

ainsi que ceux qui chercheraient à s'affranchir du dollar pour financer leurs échanges commerciaux ou aspireraient à rejoindre les BRICS. Dans cette logique, la menace d'une hausse de 100 % des droits de douane sur les importations en provenance des pays des BRICS cible directement le Brésil, tout en envoyant un avertissement clair au Mexique, à la Bolivie et au Venezuela⁹.

Plutôt que des interventions militaires directes, Washington privilégiera sans doute des stratégies d'intimidation, le chantage permanent, les classiques menaces de représailles et des mesures de coercition économique pour imposer l'agenda de l'«America First».

Afin de renforcer les positions étatsuniennes dans la région, cette doctrine Monroe modernisée veillera également à attiser les divisions au sein du sous-continent. À diviser pour régner en quelque sorte. En marginalisant les pays jugés hostiles ou tout simplement réfractaires aux demandes de Washington, en bridant les ambitions de ceux qui, à l'image du géant brésilien, aspirent à un rôle fédérateur dans la région, et en s'appuyant sur des alliés loyaux. On pense bien sûr à Javier Milei en Argentine, à Daniel Noboa en Équateur, à Santiago Pena au Paraguay et à Nabil Bukele au Salvador. En échange de leur allégeance et de leur soutien, ceux-là devraient bénéficier pleinement des prodigalités de l'Oncle Sam : accords commerciaux avantageux, investissements, crédits, aides, etc.

Le bâton pour les uns, la carotte pour les autres en somme. Récompenser les fidèles, sanctionner les récalcitrants, tels seront les deux principaux leviers de cette nouvelle diplomatie assumée de la force et de la domination. Ce que confirme un journaliste du média ultraconservateur *Washington Free Beacon* dans un article portant sur la nomination de Marco Rubio au secrétariat d'État :

Limiter l'influence chinoise sera plus difficile que de chasser les Soviétiques, mais récompenser les amis de l'Amérique et punir ses adversaires pourraient grandement

contribuer à rendre l'économie du pays [plus grande] et sa frontière plus sûre¹⁰.

Les nouveaux alliés des États-Unis en Amérique latine ne seront toutefois pas les seuls vecteurs de leur politique hégémonique. Dans les pays peu disposés à s'aligner sur les intérêts étatsuniens, Washington devrait également apporter son soutien aux forces d'opposition aux gouvernements en place, en particulier à celles qui s'inscrivent dans l'agenda politico-culturel du trumpisme. Au cœur d'une nouvelle diplomatie idéologique, ces forces conservatrices pourraient être activement mobilisées pour promouvoir les intérêts des États-Unis et servir de fer de lance à d'éventuelles manœuvres de déstabilisation. Cette ingérence politique devrait devenir encore plus manifeste au cours des quatre prochaines années, exacerbant ainsi la polarisation idéologique dans ces pays. Il suffit de rappeler le rôle joué par l'actuel secrétaire d'État dans le coup d'État en Bolivie¹¹ ou encore la campagne de diabolisation orchestrée par Elon Musk contre un juge de la Cour suprême brésilienne, qui a contribué à remobiliser l'extrême droite bolsonariste dans la rue en soutien au milliardaire¹². Au Brésil, le retour de Trump au pouvoir et l'arrivée de Musk dans son administration pourraient d'ailleurs donner un nouvel élan aux partisans de l'ex-président, affaiblissant Lula sur le plan politique et compromettant les perspectives de réélection de la gauche en 2026.

Il est cependant trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur l'évolution des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine dans les années à venir. D'autant plus que les déclarations tonitrueuses de Trump, improvisées et circonstancielles, compliquent l'analyse. Reste que ce scénario était envisagé déjà – et même encouragé – bien avant la victoire de Trump par les principaux think tanks du Parti républicain. Ainsi, James Joy Carafano, expert en sécurité nationale et ancien vice-président de l'Heritage Foundation,

9. « Trump menace les BRICS de droits de douane à 100 % s'ils sapent la domination du dollar », *Le Soir*, 30 novembre 2024 ; K. Parthenay, « Trump 2.0 : l'Amérique latine face au retour du disruptor in chief », *The Conversation*, 13 novembre 2024.

10. M. Watson, « Rubio and the return of the Monroe Doctrine », *Washington Free Beacon*, 16 novembre 2024.

11. V. Ortiz et V. Arpoulet, « L'Amérique latine face au néolibéralisme souverainiste de Trump... », art. cité.

12. B. Meyerfeld, « Au Brésil, avec la suspension de X, le Tribunal suprême fédéral durcit son bras de fer avec Elon Musk », *Le Monde*, 31 août 2024.

l'un des principaux laboratoires d'idées ultra-conservateurs, écrivait quelques mois avant la victoire de Trump :

Tout comme l'agenda *America First* de M. Trump [lors de son premier mandat] n'a pas adopté de politiques isolationnistes dans la pratique, une version trumpienne de la doctrine Monroe ne mettrait probablement pas en œuvre des politiques identiques à celles du 19^e et du début du 20^e siècle, qui avaient façonné le concept de défense hémisphérique lorsque les États-Unis imposaient leur hégémonie régionale sur l'Amérique latine. Au contraire, une nouvelle doctrine Monroe consisterait en des partenariats entre les États-Unis et des nations de la région partageant les mêmes objectifs, tels que l'atténuation de l'influence de la Russie, de la Chine et de l'Iran, ainsi que la lutte contre la migration irrégulière. Ces objectifs impliqueraient également le rejet de l'agenda du Forum de São Paulo et la promotion des valeurs traditionnelles en matière de vie, de famille, de genre, de religion et de questions culturelles. Cette version [...] de la doctrine Monroe devrait comporter trois volets [...] Les États-Unis chercheront à renforcer immédiatement leurs relations bilatérales avec les gouvernements de l'hémisphère partageant des agendas similaires, comme l'Argentine et le Paraguay. En retour, ces partenaires régionaux devraient s'attendre à des investissements étrangers directs plus importants de la part des États-Unis [...] Les politiques américaines envers Cuba, le Venezuela et la Bolivie, en particulier, se durciraient ; [et les États-Unis feraient preuve d'une] «fermeté bienveillante» envers les régimes régionaux stratégiquement importants, mais dirigés par des leaders ne partageant pas l'agenda conservateur de M. Trump. Cela inclurait le Brésil, la Colombie, le Guatemala et le Mexique¹³.

Au vrai, il n'y a là rien de très nouveau par rapport aux politiques menées par Trump durant son premier mandat voire. Et même, dans une moindre mesure, par ses prédécesseurs démocrates. Ce à quoi il faut s'attendre

dans les prochaines années, c'est principalement à leur intensification, sinon leur radicalisation.

Le retour en force du *hardpower* étatsunien dans la région pourrait cependant produire l'effet inverse de celui escompté par Washington. Et se traduire, à plus long terme, par un déclin, potentiellement irréversible, de l'influence des États-Unis dans la région.

Une aubaine pour la Chine... Et l'Amérique latine

Pour commencer, il faut rappeler une évidence : le caractère incontournable de la Chine pour l'Amérique latine. D'abord, en tant que premier partenaire commercial du continent et principal investisseur et maître d'œuvre en matière d'infrastructures. Ensuite, comme fournisseur essentiel de capitaux, de prêts, d'aides et de technologies. Les économies chinoise et latino-américaines sont de fait aujourd'hui tellement interdépendantes qu'il est illusoire de croire que ces pays seraient disposés à sacrifier leurs relations avec Pékin pour se conformer aux exigences des États-Unis. Réalisme économique oblige, même les voix les plus proches de Washington et critiques envers Pékin y ont renoncé. Après une posture initialement hostile, l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro et l'Argentin Javier Milei ont ainsi rapidement revu leur position et adopté une approche plus conciliante.

Contrairement à Washington, la Chine, par ailleurs, ne conditionne pas son soutien, prône une coopération fondée sur l'égalité et respecte la souveraineté des États, ce qui en fait également un partenaire fiable et prévisible aux yeux des dirigeants latino-américains, à l'opposé des politiques fluctuantes des États-Unis, sous Trump en particulier.

Dans ces conditions, la stratégie de confrontation et de pression maximale adoptée par Trump permettra certes à son administration d'enregistrer quelques succès médiatiques, comme en témoignent l'épisode colombien, la décision du gouvernement panaméen de ne pas renouveler son accord avec la Chine, ou encore les concessions obtenues de force auprès du Mexique et du Canada après des menaces tarifaires. Cette approche pourrait cependant rapidement s'essouffler, devenir contre-productive et, à terme, se retourner contre les États-Unis en

13. J. J. Carafano, «A new Monroe Doctrine for the Western Hemisphere ?», *Global Insight Report*, 8 juillet 2024.

renforçant la position de la Chine dans la région.

Expérimentée sous le premier mandat de Trump, cette politique agressive avait d'ailleurs déjà montré toutes ses limites, comme le note Oliver Stuenkel, professeur de relations internationales à la Fondation Getúlio Vargas :

Avec le recul, la stratégie de Trump en Amérique latine a échoué à atteindre ses objectifs. Malgré des sanctions paralysantes et une rhétorique menaçante, les régimes du Nicaragua, du Venezuela et de Cuba – que Bolton avait qualifiés de « Troïka de la tyrannie » – sont restés au pouvoir. Les efforts de Trump pour convaincre les gouvernements latino-américains d'interdire Huawei ou de réduire leurs liens avec la Chine n'ont également donné aucun résultat concret. Même sous l'administration Bolsonaro, le commerce du Brésil avec la Chine n'a cessé de croître [...]. Washington a ignoré les réalités politiques en Amérique latine. [...] L'approche musclée de Trump envers la région a largement servi les intérêts de Pékin ; les gouvernements latino-américains ont renforcé leurs liens avec la Chine pour contrebalancer [ses] gesticulations¹⁴.

Pékin sait qu'il pourra tirer les dividendes de l'agressivité croissante de Trump à l'égard de l'Amérique latine. Plus l'approche de Trump sera agressive vis-à-vis du continent, plus les gouvernements latino-américains se rapprocheront de la Chine.

Encore plus radicales cette fois, les mesures prises par cette seconde administration – verrouillage de la frontière, chantage tarifaire, déportation en masse de millions de migrant·es et suppression des aides extérieures (levier traditionnel du soft power américain dans la région) – ne feront qu'accroître le ressentiment en Amérique latine et accélérer le basculement vers la Chine, avec à la clé un recul inévitable de l'influence de Washington dans la région. Que l'ambassadeur chinois publie un communiqué rappelant les liens indéfectibles entre la Colombie et la Chine peu après les menaces de Trump contre le gouvernement Petro n'est certainement pas une coïncidence. C'est un appel

14. O. Stuenkel, « Trump has his own Monroe Doctrine », Foreign Policy, 17 octobre 2024.

du pied, qui dit combien la relation avec le partenaire chinois est plus respectueuse et avantageuse. Pékin sait qu'il pourra tirer les dividendes de l'agressivité croissante de Trump à l'égard de l'Amérique latine. Plus l'approche de Trump sera agressive vis-à-vis du continent, plus les gouvernements latino-américains se rapprocheront de la Chine¹⁵.

Mais cette logique trumpienne de la confrontation pourrait également avoir un autre effet inattendu et redouté par les États-Unis : au lieu de fragmenter le continent, elle pourrait contribuer à le souder et à accélérer son intégration. « Trump va obtenir quelque chose qu'il ne cherchait sûrement pas : la cohésion de tous les pays qu'il veut fragmenter et dont il a besoin d'une manière ou d'une autre », estime ainsi l'ex-président colombien Ernesto Samper¹⁶. Face aux turbulences internationales à venir, les États latino-américains ont désormais tout intérêt à saisir cette opportunité pour consolider leurs liens et approfondir leur intégration. C'est là la seule voie qui leur permettra, à terme, d'équilibrer un rapport de forces imposé et défavorable, de garantir leur autonomie et de défendre leurs intérêts dans la compétition inter-impérialiste qui se joue déjà sur leur territoire.

Laurent Delcourt est sociologue et historien, chargé d'étude au CETRI. Il a coordonné plusieurs ouvrages de la collection « Alternatives Sud » que publie le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve, Belgique) aux éditions Syllepse.

Source : CETRI, 3 avril 2025.

15. O. Stuenkel, « Opinião : Batalha entre conservadores e trumpistas definirá a estratégia em relação a Venezuela », *Estadão*, 26 janvier 2025.

16. F. Zemmouche, « "Il est possible de résister à la présidence impériale de Trump." Une conversation avec l'ancien président colombien Ernesto Samper », *Le Grand Continent*, 1^{er} février 2025.

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES

Il y a trente ans Samachki le « Boutcha » tchétyène...



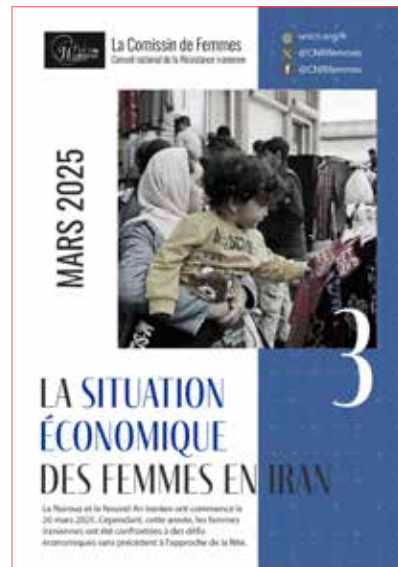
Soudan: sur les ruines du pays, des solidarités en lutte



Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues



La situation économique des femmes en Iran



Sotsialnyi Rukh, une organisation socialiste ukrainienne



La voix des femmes: semons la résistance à l'agriculture industrielle



Menaces russes contre la Lituanie et monde de travail

Jurgis Valiukevičius
Entretien avec Simon Piriani

Syndicaliste et membre des Verts de Lituanie, Jurgis Valiukevičius répond aux questions de Simon Piriani à propos des nouveaux mouvements ouvriers, de l'émigration et de l'immigration et sur la façon dont la sympathie pour la résistance ukrainienne a ouvert un espace de discussions sur le nationalisme et l'anti-impérialisme.

Pourrais-tu nous parler du mouvement ouvrier en Lituanie. Ses forces et ses faiblesses ? Les formes qu'il prend, ses liens avec d'autres mouvements sociaux...

Le mouvement ouvrier en Lituanie est faible, mais nous avons observé quelques tendances positives ces dix dernières années : il y a eu davantage de grèves et un peu plus de militantisme. Le taux de syndicalisation est de 8 à 10 %. Depuis les transformations économiques mises en œuvre après l'indépendance de l'Union soviétique en 1990, l'adhésion aux syndicats a régulièrement diminué. La plupart des usines ont fermé et il n'y avait plus de grands sites industriels où l'activité syndicale traditionnelle pouvait avoir lieu.

En Union soviétique, les syndicats avaient tendance à fonctionner comme des prestataires de services sociaux, distribuant des aides, le logement et les vacances. Lorsqu'il y avait des problèmes concernant les droits des travailleurs, ils avaient l'habitude d'adresser des plaintes au Parti communiste de leur lieu de travail ou de résoudre les problèmes directement avec les directeurs d'usine.

Une fois que le contrôle étatique du processus de production a disparu, il n'y avait plus de fonctionnaires auprès desquels les représentants syndicaux pouvaient se plaindre, ce qui a laissé les syndicats sans défense. [...] Et la nouvelle classe d'affaires qui émergeait à cette époque était issue de

groupes obscurs de type mafieux ayant des liens avec le gouvernement central.

J'ai précédemment publié des récits de résistance ouvrière qui ont eu lieu à cette époque. Les travailleurs gardaient leurs usines pour éviter qu'elles ne soient démantelées par les nouveaux propriétaires jusqu'à ce qu'ils reçoivent une compensation pour les salaires impayés. Dans les cas les plus radicaux, les gens faisaient des grèves de la faim. Arrêter la production n'a pas beaucoup de sens si votre usine fait faillite. Donc, la seule façon de montrer sa force était d'utiliser sa propre vie comme dernier recours de défense de biens précieux.

On pourrait dire que les travailleurs ont réussi à exercer une certaine pression politique sur les responsables gouvernementaux pour qu'ils interviennent. Vers 2001, le gouvernement a créé un fonds de faillite, à partir duquel les travailleurs pouvaient s'attendre à récupérer une partie de leurs salaires si leur entreprise devenait insolvable. Cependant, la plupart de ces luttes étaient plutôt des réactions au processus de privatisation et n'ont pas produit d'expériences positives de pouvoir collectif. La plupart des personnes qui ont participé à ces luttes ont ressenti une désillusion face à l'activité politique et sociale. L'effet a été un désengagement supplémentaire des organisations de masse telles que les syndicats ou les partis politiques.

Et qu'en est-il plus récemment ?

Au cours de la dernière décennie, l'adhésion syndicale s'est stabilisée. De nouvelles initiatives syndicales ont été lancées, qui tentent d'organiser les travailleurs précaires, et qui cherchent des liens avec le mouvement de gauche plus large et les organisations non gouvernementales.

Les plus militants sont les enseignants. Ils ont fait grève une fois tous les quatre ans. Ils organisent également des actions de protestation plus orientées vers le public qui stimulent le débat public et popularisent les idées sur la grève. En 2019, ils ont occupé le ministère de l'éducation pendant un mois. Les enseignants dormaient dans le ministère en attendant les négociations collectives. En 2023, ils ont organisé une marche de grève : ils ont fait un «pèlerinage» depuis tous les coins de la Lituanie, marchant à pied et visitant l'école de chaque petite ville. Toutes ces actions ont aidé ce syndicat particulier d'enseignants, le Syndicat des employés de l'éducation lituanienne, à se développer. Beaucoup de ses bastions se trouvent dans les zones rurales.

En 2019, un nouveau syndicat, G1PS ou Syndicat du travail du Premier mai, a été créé. C'est lui que je représente et pour lequel je travaille. Il a été créé après des protestations réussies contre la libéralisation du Code du travail en 2018. Il s'est organisé dans les secteurs des services, de la culture et de l'informatique, ainsi que pour sur des plateformes de vente (par exemple Uber ou Bolt).

Bien que ce syndicat soit assez jeune et peu nombreux, il a un modèle différent : chaque travailleur peut en devenir membre quelle que soit sa profession. Il fournit des consultations gratuites sur les questions de travail. En cinq ans, il a créé six branches – certaines sont basées sur des lieux de travail uniques et d'autres sont orientées vers des secteurs, comme les coursiers de plateformes.

Les principaux obstacles à la construction d'un mouvement ouvrier plus militant et actif ne sont pas seulement économiques et idéologiques, mais aussi juridiques. La loi lituanienne sur les grèves est l'une des plus restrictives d'Europe. Elle force les travailleurs à entrer en négociations avant d'acquiescer légalement le droit de grève. Il peut falloir jusqu'à deux ans pour passer par les négociations, et le syndicat ne peut pas changer ses revendications pendant ce temps. En conséquence, la plupart des négociations se terminent sans grands résultats, et les grèves sont rares.

Actuellement, les syndicats demandent que la loi sur les grèves soit libéralisée, et on s'attend à ce que le prochain gouvernement mette cette question à l'ordre du jour.

Qu'en est-il de l'économie lituanienne ? Si j'ai bien compris, ces dernières années, elle a été largement intégrée à l'UE, et le commerce avec la Russie a été réduit. Comment ces changements ont-ils affecté les travailleurs ?

L'économie lituanienne a été complètement transformée au cours des trente dernières années. D'une économie dominée par l'industrie légère à l'époque soviétique, elle se compose maintenant principalement de petites et moyennes entreprises dans le secteur des services, de l'informatique, de la logistique et des marchés financiers.

Les deux hommes les plus riches de Lituanie sont le propriétaire de la chaîne de magasins Maxima et celui de Girteka, une entreprise de logistique. Ces deux secteurs profitent des conditions de travail précaires – dans les magasins, les femmes sont la majorité, et dans la logistique, les migrants dominent la main-d'œuvre des chauffeurs.

À part cela, la Lituanie possède un important secteur agricole : les céréales sont la principale exportation. Bien qu'il y ait quelques sites industriels, ce sont pour la plupart des reliques post-soviétiques qui ont survécu à la transition des années 1990. Chaque grande ville a sa propre «zone économique libre», ce qui est typique d'un pays d'Europe de l'Est essayant d'attirer des capitaux étrangers.

Le marché financier est entièrement dominé par les banques scandinaves. Nous n'avons pas de banque nationale. Il existe une institution portant ce nom, mais elle ne fournit que des analyses et quelques propositions politiques pour le gouvernement.

La trajectoire de l'économie a été orientée vers l'intégration aux marchés de l'UE. La guerre en Ukraine et les sanctions économiques qui ont suivi l'attaque russe ont encore plus orienté les entreprises vers les marchés de l'UE. La situation géopolitique a, d'une part, ralenti les investissements étrangers directs. D'autre part, le gouvernement tente d'attirer l'industrie militaire – des accords ont été conclus avec des entreprises industrielles allemandes et ukrainiennes pour ouvrir de nouvelles usines en Lituanie.

Avec la désindustrialisation, la classe ouvrière s'est féminisée et déqualifiée. Si vous demandiez aujourd'hui aux travailleuses des supermarchés leur histoire personnelle,

beaucoup de ces femmes avaient auparavant travaillé dans une usine avec une qualification plus élevée. Elles ont perdu leur emploi dans les années 1990 et n'ont pas pu trouver quelque chose qui correspondrait à leur formation. Puis elles ont trouvé du travail dans les magasins et supermarchés qui ont surgi au début des années 2000.

De plus, il y a eu une émigration à grande échelle, vers l'Irlande, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis. Au cours des trois dernières années, le niveau de migration s'est stabilisé, et il y a plus de personnes qui viennent en Lituanie que de personnes qui partent. Cependant, la plupart des immigrants ne sont pas des locaux qui reviennent, mais des Ukrainiens, des Biélorusses et des Russes qui arrivent pour la première fois.

La classe ouvrière est devenue plus mixte et stratifiée par nationalités et par statut juridique. Les effectifs de la construction et de la logistique, ainsi que des plateformes de vente, sont dominés par les migrants, ce qui crée des tensions et stimule les tendances nationalistes.

J'ai plusieurs questions sur la guerre en Ukraine et l'attitude des Litvaniens à ce sujet. Tout d'abord, je crois qu'il y a maintenant un nombre substantiel de réfugiés d'Ukraine, de Russie et du Bélarus en Lituanie. Comment sont-ils traités par le gouvernement ? Comment est leur vie en Lituanie ? Comment les Litvaniens ont-ils réagi à leur arrivée ?

La position officielle du gouvernement a été que les migrants de ces pays ne sont pas les mêmes et que nous ne pouvons pas

appliquer les mêmes règles à tout le monde. On pourrait dire que les Ukrainiens ont jusqu'à présent l'accès le plus facile. Pourtant, comme le gouvernement ukrainien essaie de récupérer ses hommes pour servir dans l'armée, les positions du gouvernement lituanien ont quelque peu changé – on parle davantage de la nécessité de ramener les Ukrainiens pour défendre leur pays. Cela créerait toutefois un gros problème pour les entreprises, car les Ukrainiens constituent désormais un segment important de la main-d'œuvre.

La diaspora biélorusse est très importante, mais moins visible. Il y a une longue histoire commune entre les Biélorusses et les Litvaniens. Nous avons une université biélorusse à Vilnius qui a déménagé ici après que le président biélorusse l'a interdite à Minsk. Et la principale organisation d'opposition biélorusse, dirigée par Sviatlana Tsikhanouskaya, a son bureau à Vilnius. Mais les Biélorusses sont traités de manière ambivalente – en raison des protestations de 2020, ils ont d'abord été soutenus et aimés, mais une fois que la guerre a commencé en Ukraine, ils ont été regardés avec plus de suspicion.

Il est vrai qu'en Lituanie, il y a beaucoup d'agents secrets du Kremlin et de Loukachenko. Pour les gens ordinaires, la suspicion se traduit principalement par des problèmes pour obtenir l'asile ou des documents. Il y a des cas horribles de Biélorusses politiquement actifs renvoyés en Biélorussie, directement entre les mains du KGB, simplement parce qu'ils ont travaillé dans une entreprise d'État il y a des années.



Tu as commenté pour [Posle](#) la façon dont les forces de l'establishment et libérales en Lituanie trouvent souvent commode d'utiliser les Russes ordinaires comme cible de préjugés en prétendant notamment qu'ils sont responsables de la brutalité du gouvernement russe. Tu as également dit que, depuis l'invasion de l'Ukraine cela a changé. Peux-tu nous donner un éclairage ?

Je pense qu'en termes d'idéologies, les divisions sont faites par nos élites politiques entre « civilisation contre brutalité ». Comme nous nous alignons sur la partie « civilisée » du monde – au sens le plus large, l'« Occident » – nous avons tendance à dépeindre l'autre côté comme désespérément bestial et non démocratique. Il y a une envie constante de dépeindre la société russe comme brutale et bestiale – cela nous fait sentir plus européens et démocratiques.

De plus, je crois qu'une grande partie du soutien de notre élite politique à l'Ukraine ne provient pas de positions anti-impérialistes, mais se manifeste plutôt comme une haine implicite envers la Russie en tant que pays. Il y a un message répétitif dans les médias selon lequel les Ukrainiens se battent dans notre guerre contre la Russie.

C'est fondamentalement le discours dominant dans tous les médias et la vie politique. Mais les opinions au sein de la population sont plutôt plus mitigées.

Nous venons d'avoir des élections parlementaires dimanche (27 octobre). Les gagnants officiels de ces élections sont un parti qui est arrivé en troisième position – un parti marginal de droite dirigé par un parlementaire de longue date [Remigijus Žemaitaitis] qui est devenu célèbre parce qu'il a été accusé d'antisémitisme. Il a certainement fait des déclarations antisémites au parlement, avant le 7 octobre [2023, attaque contre Israël par le Hamas], c'est vrai. Mais plus tard, les accusations d'antisémitisme et un processus de destitution contre lui ont fait de lui une figure « anti-establishment ». Il a parfaitement exploité ce sentiment, mobilisant des votes « protestataires » – une sorte d'édition lituanienne de style Trump.

On peut aussi entendre plus de scepticisme envers les Ukrainiens et le soutien à l'Ukraine. Cependant, les partis qui ont tenté d'exploiter ce sentiment n'ont pas obtenu de vote majeur aux élections parlementaires. En

fait, le principal politicien qui défendait des positions pro-Kremlin vient d'annoncer qu'il met fin à sa carrière politique : il n'a pas réussi à obtenir un siège au parlement.

Plus tôt, au printemps de cette année, nous avons eu une élection présidentielle dans laquelle un candidat, qui exprimait une certaine nostalgie pour l'Union soviétique, a obtenu environ 50 000 voix dans toute la Lituanie. Il a obtenu le pourcentage le plus élevé dans les régions où les minorités russes et polonaises sont prédominantes. Les médias ont pris cela comme une preuve que nous avons « une menace russe » dans notre propre pays – bien que ce candidat ait été, je pense, le seul à avoir réussi à traduire ses dépliant et à visiter ces régions pendant sa campagne.

Qu'en est-il de l'accord récemment conclu entre la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine, selon lequel les hommes ukrainiens éligibles à la conscription devraient être renvoyés en Ukraine ? Le contexte, comme tu le sais, est les difficultés que l'Ukraine rencontre dans la guerre contre la Russie, sans enrôler plus de personnes dans l'armée. Y a-t-il eu une réaction à cela en Lituanie ?

Cet accord n'a pas été transformé en loi – je pense que les intérêts économiques ont arrêté la mise en œuvre de cette politique. Comme je l'ai mentionné précédemment, la classe ouvrière ukrainienne est bien intégrée dans la main-d'œuvre et des secteurs entiers cesseraient de fonctionner si un jour tous les hommes étaient renvoyés en Ukraine.

Cependant, certains partis politiques visent à mettre en œuvre de telles politiques. Cela prend forme dans des mesures « non officielles ». Par exemple, il y a beaucoup d'Ukrainiens dont les passeports expirent – et une fois que votre passeport expire, votre visa n'est plus valable non plus. Et si vous allez au département lituanien de l'immigration, ils vous diront que vous devez aller en Ukraine pour obtenir votre passeport. Ce que cela signifie, c'est que vous ne reviendrez jamais d'Ukraine : si vous êtes apte pour l'armée, vous serez enrôlé.

Je connais de plus en plus de personnes qui se demandent quoi faire. Un grand nombre de migrants pourraient tomber dans

cette zone grise, et vivre sans documents ou décider de rejoindre l'armée.

Pour aider les gens en Europe occidentale à comprendre, pourrais-tu nous dire quelque chose sur l'attitude des Litوانيens face à l'agression russe en Ukraine et ailleurs, et face à l'évolution politique du régime de Poutine vers la dictature ? J'expliquerai ma question de cette façon. Il y a quelques mois, j'ai rencontré un vieux camarade et ami, militant socialiste de longue date, qui m'a critiqué pour avoir écrit des articles où je défendais le droit des Ukrainiens à se défendre, les armes à la main, contre l'agression russe. Il m'a dit : « Tu risques de soutenir l'OTAN ». J'ai dit que je pensais que l'impérialisme russe, et non l'OTAN, était la cause première de la guerre. J'ai ajouté (à peu près) : « Les gens dans les États baltes, et ailleurs en Europe de l'Est, voient le monde très différemment des gens qui vivent au Mexique, et ailleurs en Amérique centrale. La puissance impérialiste qui les inquiète n'est pas la même. Je parie qu'après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les travailleurs des États baltes ont poussé un soupir de soulagement que leurs gouvernements aient rejoint l'OTAN. » J'ai ensuite lu dans ton article dans Posle que l'adhésion à l'OTAN avait en effet recueilli un taux d'approbation très élevé parmi les Litوانيens. Que peux-tu en dire ?

Oui, c'est tout à fait juste. Pour nous, la critique anti-impérialiste signifie que non seulement les États-Unis ou l'« Occident », mais aussi d'autres, peuvent être des puissances impériales. Cette idée simple semble être très difficile à comprendre pour une partie de la gauche dans les pays occidentaux. Et je comprends – pour beaucoup de gens en Lituanie, il est assez difficile de saisir l'idée que la Russie n'est pas la seule à avoir des intérêts impériaux.

Pourtant, d'une manière étrange, la gauche occidentale maintient la même vision occidentalocentrée, même lorsqu'il s'agit de critiquer le colonialisme et l'impérialisme. Je pense que ce ne devrait pas être ainsi : nous devrions apprendre à écouter et à respecter nos histoires et positions respectives, même si cela contredit nos théories. C'est l'une des tristes maladies du dogmatisme de la gauche – essayer d'adapter le

monde à la théorie. Je pense que cela devrait être l'inverse, ou qu'il devrait y avoir une sorte d'interaction entre les deux.

L'histoire de nos pays a été façonnée par l'empire russe plus que par les pays occidentaux. Il y a seulement trente ans que nous avons commencé à fonctionner comme des États indépendants. J'ai lu beaucoup de critiques sur les États-nations et le nationalisme, et je vois de nombreux problèmes dans nos pays avec les idées nationalistes. Cependant, à mon avis, la différence entre la plupart des pays occidentaux et les pays d'Europe de l'Est est que l'Occident n'a jamais été occupé par d'autres pays à l'époque moderne.

Vous avez eu le fascisme, des révolutions et quelques dictatures – mais c'était toujours votre propre histoire. Pour nos sociétés, la peur d'être occupées par un autre pays est plus réelle. Donc quand Poutine affirme que les frontières actuelles en Europe de l'Est ne sont pas légitimes et qu'elles devraient être changées – c'est un signe clair de danger pour nous.

Je pense que le nationalisme devrait également être critiqué en le plaçant dans ce contexte historique et géographique. Il y a cette idée que les sociétés d'Europe de l'Est sont plus nationalistes. En Italie, j'ai même entendu des opinions négatives sur les Ukrainiens, qu'ils sont trop nationalistes, parce qu'ils apportent les drapeaux de leur pays aux manifestations. Il semble que ceux qui expriment de telles opinions ne peuvent pas comprendre différents contextes et histoires : il peut y avoir une grande différence entre une personne apportant un drapeau italien à une manifestation en Italie, et une personne apportant un drapeau ukrainien.

Les sociétés d'Europe de l'Est ont vécu sous des occupations la plupart du temps, et, tristement, mais le nationalisme est l'un des outils les plus faciles de mobilisation contre de telles puissances. Je dis cela non pour proposer que nous devions tous embrasser le nationalisme, mais seulement pour comprendre que vous ne pouvez pas tout mesurer selon une seule histoire. Cela détruit simplement toute possibilité de dialogue et de solidarité.

J'aimerais que tu partages, pour les lecteurs d'Europe occidentale, tes réflexions sur l'histoire lituanienne. Beaucoup ici oublient que

la Lituanie a passé tout le 19^e siècle comme colonie russe, tout comme de nombreux pays ont longtemps été des colonies britanniques. Comment les gens en Lituanie voient-ils cela maintenant ?

Depuis 1795, les territoires que nous appelons maintenant Lituanie étaient sous l'empire russe jusqu'en 1918. De plus, le servage n'a été formellement arrêté qu'en 1861, cependant, les paysans n'ont pas reçu la terre (ce qui a provoqué plusieurs soulèvements). Et puis à nouveau de 1945 à 1990, nous faisons partie de l'Union soviétique.

Je dois dire que, malheureusement, cette expérience historique d'occupations ne se traduit pas facilement par une compréhension plus large des différentes colonisations. Notre programme scolaire et les idées générales sur l'histoire voient toujours «notre expérience» comme quelque peu exceptionnelle. Peut-être est-ce inévitable pour un si petit pays – de toujours se fixer sur l'histoire de son propre pays. Cependant, en termes de recherche de solidarité, il y a un certain potentiel pour chercher des connexions avec d'autres expériences de colonisation.

Il y a bien sûr une grande différence parmi les Litaniens concernant le racisme. Et probablement que les croyances racistes sont celles qui bloquent toute sorte de compréhension plus globale des colonisations et de l'impérialisme.

Qu'en est-il de l'Union soviétique ? Dans nos discussions, au sein du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux, il me semble que la position «campiste» de ceux qui s'opposent au droit de l'Ukraine de résister à l'agression russe est fondamentalement une continuation de ceux qui voyaient l'Union soviétique comme l'épitomé de l'anti-impérialisme. Les racines de cela sont des idées politiques que, dans les années 1970 et 1980, nous appelions stalinienne. Je me souviens avoir eu des discussions avec des membres du Parti communiste au Royaume-Uni, à l'époque, qui défendaient le pacte Molotov-Ribbentrop comme ayant été nécessaire, pour la défense de l'Union soviétique. Comment tout cela est-il vu en Lituanie, par votre génération ?

Ma génération est celle qui est née après la fin de l'Union soviétique, et notre opinion

sur ce système a été façonnée davantage par la propagande d'État que par une expérience réelle. En termes les plus généraux, l'Union soviétique est maintenue en vie comme une «histoire d'horreur», qui devrait vous pousser à croire qu'aujourd'hui vous vivez dans une société vraiment égale et libre – ce qui est des conneries de propagande.

Je dirais que, selon l'âge, on pourrait diviser la population lituanienne grossièrement en trois groupes. J'ai déjà mentionné mon groupe: des personnes pour qui l'expérience soviétique est moins importante dans leur parcours politique. Ce sont des personnes qui ont tendance à s'aligner sur les «valeurs européennes» – droits humains, mouvement LGBTQ, etc.

Puis il y a les personnes qui ont grandi en Union soviétique, mais qui ont participé aux protestations et ont vécu le mouvement d'indépendance de la fin des années 1980 et du début des années 1990. La plupart de ces personnes ont tendance à être très sceptiques à l'égard de toute politique de gauche, et sont partisans du côté conservateur. Et bien qu'il ne s'agisse pas d'une strate monolithique, je pense que ce groupe est souvent mobilisé principalement par des histoires du genre: «Si vous éliminez telle ou telle personne, les temps soviétiques pourraient revenir.» Cette rhétorique est utilisée par les partis conservateurs et a généralement aussi des connotations classistes – l'idée que la démocratie est menacée par les pauvres, ce qu'on appelle l'*homo sovieticus* (ceux qui ont été laissés-pour-compte).

Et enfin, il y a une génération qui a vécu la majeure partie de sa vie en Union soviétique. Cette génération est en train de disparaître. Bien qu'ils aient survécu à des périodes très horribles de guerre et de déportations sous Staline, ils ont également vu la croissance des villes, l'industrialisation de l'agriculture, et aussi une sorte de libéralisation de la vie sous Khrouchtchev et Gorbatchev. Ils ont vécu toute la modernisation de l'État qui a été réalisée à l'époque soviétique.

C'est aussi la génération qui a été la plus désillusionnée par les réformes et les changements qui ont eu lieu après l'indépendance. Peut-être que leurs pensions ont été réduites, peut-être qu'ils ont perdu leur emploi et n'ont pas pu changer de profession parce qu'ils avaient déjà la cinquantaine

avancée. De plus, pour la plupart d'entre eux, les usines, les entreprises et les centres culturels qui les entouraient, ou qui avaient même été construits de leurs propres mains, ont été détruits par la privatisation.

Ils sont pleins de colère et d'incrédulité envers le système actuel, ce qui se traduit facilement par une nostalgie des temps soviétiques. Cependant, je crois que cette nostalgie ne devrait pas être lue comme un soutien direct au système soviétique, mais comme une désillusion face au système actuel.

Dans quelle mesure y a-t-il un soutien actif à la lutte de l'Ukraine contre la Russie en Lituanie ? Comment cela s'exprime-t-il (par exemple, des volontaires qui vont se battre, une aide aux organisations de la société civile, d'autres actions) ?

Il y a quelques organisations de bénévoles solides qui ont été créées après le début de la guerre en 2014, et qui ont grandi avec l'escalade actuelle. À l'heure actuelle, le soutien est à un niveau plus bas. Et il y a un processus de désaccord sur la quantité de soutien que nous pouvons donner. Et pourtant, la société lituanienne est toujours très positive quant au soutien à l'Ukraine, car cela est considéré comme un élément crucial pour notre propre sécurité nationale.

Il y a une idée selon laquelle si l'Ukraine tombe, nous serions les prochains. Je ne suis pas sûr qu'il y ait des raisons réelles pour cette peur, et je crois aussi que la droite l'utilise pour mobiliser le soutien à son programme politique. Cependant, je ne peux pas dire qu'une telle menace est impossible. Spécifiquement, si le gouvernement américain change sa politique concernant l'Ukraine, alors notre situation pourrait devenir sérieuse assez rapidement.

L'attaque israélienne sur Gaza a galvanisé des millions de personnes, y compris des socialistes, en Europe occidentale. Il y a eu d'importantes manifestations contre la fourniture d'armes à Israël par les puissances occidentales. À Londres, un groupe d'entre nous a participé à certaines de ces manifestations avec des banderoles et des affiches disant : « De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime », et en essayant de souligner le fait que les Ukrainiens, comme les Palestiniens, ont le droit de résister à

l'agression. Comment ces questions apparaissent-elles, de ton point de vue ?

Comme je l'ai dit précédemment, le soutien à la Palestine a été très limité, mais avec quelques changements positifs récemment. Le principal obstacle au soutien n'est pas que la population ne comprend pas la situation en Palestine, ou au Liban. Le problème est qu'Israël a des liens très forts avec les institutions lituaniennes, et cela peut affecter la position de l'élite politique. Et donc, la Lituanie a voté contre tout type de soutien à la Palestine à l'ONU. De plus, les médias présentent le génocide comme un conflit entre Israël « civilisé » et le Hamas « terroriste ». De cette façon, ils essaient d'aligner le génocide israélien avec la résistance ukrainienne contre la Russie : c'est un alignement très erroné et stupide.

Après tout, tant de choses dépendent des États-Unis. Parmi l'élite politique, la principale crainte concernant l'expression d'un soutien à la Palestine est que cela pourrait inciter les États-Unis à affaiblir leur soutien à la Lituanie. Vous pouvez voir que la même logique fonctionne avec l'Ukraine, qui vote également contre la Palestine à l'ONU.

Malgré tout cela, il y a eu des protestations contre l'agression israélienne, organisées par des militants locaux avec des communautés migrantes. Elles ont été beaucoup plus petites que celles qui ont été organisées pour soutenir l'Ukraine. Cependant, je vois qu'il y a un peu plus d'espace pour discuter de la question palestinienne et il y a plus de personnes qui sont prêtes à écouter.

J'espère qu'à l'avenir, il y aura plus de politiciens qui auront le courage de dénoncer le génocide qui a été perpétré par le gouvernement israélien et les mouvements de droite en Israël.

Jurgis Valiukevičius est syndicaliste et écologiste (<https://www.facebook.com/people/Jurgis-Valiukevičius/61566395503667/>).

Simon Pirani est historien. Il a notamment publié *Change in Putin's Russia: Power, Money and People*, Londres, Pluto Press, 2010. Voir également « Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux », *Adresses*, n° 11.

Source : *People and Nature*. Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* par Adam Novak.

Syrie : justice transitionnelle et confessionnalisme

Joseph Daher

Un mois après l'éclatement de violents affrontements confessionnels dans la région côtière, l'État syrien n'a toujours pas reconnu l'importance de la justice transitionnelle, affirme Joseph Daher.

Les nouvelles autorités au pouvoir suivent les traces de l'ancien régime d'Assad, continuant à utiliser les politiques et pratiques confessionnels comme moyen de gouvernement et de division sociale, écrit Joseph Daher.

L'euphorie qui a suivi la chute du régime d'Assad en décembre 2024 s'est largement dissipée après les massacres à grande échelle de civils alaouites dans les zones côtières, perpétrés début mars 2025 par des groupes armés appartenant à l'armée syrienne nouvellement constituée.

Dans le sillage de ces événements tragiques, des groupes armés liés aux nouvelles autorités au pouvoir ont commis de nouveaux assassinats et autres exactions à l'encontre de civils alaouites. À la suite de la publication d'un [rapport d'Amnesty International](#) sur les récents événements meurtriers survenus sur le littoral, le secrétaire général de l'organisation a déclaré : «Tuer délibérément des civils ou tuer intentionnellement des combattants blessés, qui se sont rendus ou qui ont été capturés constitue un crime de guerre.»

Si le déclenchement initial des violences a été causé par des individus armés liés à l'ancien régime des Assad, qui ont coordonné des attaques contre des membres des services de sécurité des nouvelles autorités au pouvoir et des civils, la campagne de répression menée par les différentes factions de l'armée syrienne s'est ensuite massivement étendue à des campagnes d'assassinats de civils et de familles alaouites, [entraînant la mort de plusieurs centaines de civils](#).

En outre, près de [13 000 Syrien·nes](#) ont fui vers le nord du Liban à cause de ces massacres et des dizaines de milliers d'autres vers l'intérieur du pays.

Sous prétexte de combattre les «vestiges du régime d'Assad», ces massacres avaient pour principal mobile un sentiment de haine à caractère confessionnel, et de «vengeance», assimilant à tort l'ensemble de la communauté alaouite à l'ancien régime. Et ce, malgré le fait que la grande majorité des Alaouites n'a pas soutenu les attaques armées perpétrées par les éléments armés issus de l'ancien régime contre les forces de sécurité. Qui plus est, de nombreux civils assassinés s'étaient au contraire opposés au régime d'Assad et avaient célébré sa chute en décembre 2011.

À la suite de ces événements tragiques, les réseaux sociaux ont été inondés de discours confessionnels et haineux, tandis que d'éminents militants des droits humains, dont [Fadel Abdulghany](#), directeur du Centre syrien pour les droits de l'homme, ont été menacés et insultés pour avoir rendu compte des massacres et les avoir recensés.

La responsabilité des massacres contre la population alaouite du littoral revient aux nouvelles autorités syriennes.

Non seulement ils n'ont pas réussi à empêcher la montée de la violence et de la haine confessionnelle, mais ils y ont également contribué activement, à la fois directement et en instaurant les conditions politiques qui ont conduit à ces massacres.

En effet, les violations des droits humains à l'encontre des individus et des populations alaouites, y compris les enlèvements et les assassinats, ont augmenté au cours des derniers mois, et certaines d'entre elles, comme le [massacre de Fahil](#) en décembre 2024 et le [massacre d'Arzah](#) en février 2025, ont eu

l'allure de répétitions générales préalables aux massacres sur la côte.

Les autorités au pouvoir ont à chaque fois présenté ces actes comme isolés, sans prendre de mesures sérieuses contre leurs auteurs.

De plus, Hayat Tahrir el-Cham (HTC) et les responsables syriens ont régulièrement dépeint la communauté alaouite comme un outil de l'ancien régime utilisé contre le peuple syrien.

Ainsi, lors de son discours à la 9^e édition de la conférence des donateurs sur la Syrie à Bruxelles, en Belgique, le ministre syrien des Affaires étrangères Asaad al-Shibani a déclaré: «54 ans de domination d'une minorité ont abouti au déplacement de 15 millions de Syriens...», suggérant implicitement que la communauté alaouite dans son ensemble avait dirigé le pays pendant des décennies, et non une dictature contrôlée par la famille Assad.

S'il est incontestable que des personnalités alaouites ont occupé des postes clés dans l'ancien régime, en particulier au sein de l'appareil militaire et sécuritaire, réduire la nature de l'État et de ses institutions principales à une «identité alaouite» ou dépeindre le régime comme favorisant les minorités religieuses tout en **discriminant systématiquement** la majorité arabe sunnite est à la fois une erreur et une analyse très éloignée de la réalité.

L'instrumentalisation du confessionnalisme n'a jamais été l'objectif final de l'ancien régime, mais plutôt un moyen de maintenir son pouvoir.

Il faut être clair sur le fait que ces tensions et cette haine confessionnelle ne sont pas dues à d'anciennes divisions religieuses ou à quelque chose de fondamentalement «ancrées» chez les populations de la région. Le **confessionnalisme et les tensions** confessionnelles sont le produit de la modernité et ont des racines politiques. Dans le cas présent, les dynamiques confessionnelles résultent des politiques et pratiques confessionnelles de l'ancien régime d'Assad, qui ont été utilisées comme un outil pour diviser la population syrienne, ainsi que des actions des nouvelles autorités au pouvoir, y compris le HTC et d'autres groupes armés d'opposition. Ces groupes ont activement instrumentalisé le confessionnalisme et continuent de

le faire à travers leurs politiques, leurs actions et leur rhétorique.

À défaut de rendre justice à chaque Syrien-ne, le chaos ne fera que s'approfondir

Le confessionnalisme est fondamentalement un outil de consolidation du pouvoir et de division de la société. Il sert à détourner l'attention des classes populaires des questions socio-économiques et politiques en désignant un groupe particulier, défini par sa confession ou son appartenance ethnique, comme étant à l'origine des problèmes du pays et comme une menace pour la sécurité, justifiant ainsi les politiques répressives et discriminatoires à son encontre.

De plus, le confessionnalisme agit comme un puissant mécanisme de contrôle social, façonnant le cours de la lutte des classes en renforçant la subordination des classes populaires à l'élite dirigeante de leur communauté. De ce fait, les classes populaires sont privées de toute capacité d'action politique indépendante et finissent par être définies par leur identité communautaire, et par s'engager politiquement en fonction de celle-ci.

À cet égard, les nouvelles autorités au pouvoir suivent les traces de l'ancien régime d'Assad, continuant à utiliser les politiques et pratiques confessionnelles comme outil de gouvernance et de division sociale.

Au-delà de la dynamique confessionnelle, les événements récents sont également le résultat de l'échec et du refus des nouvelles autorités au pouvoir de mettre en place un cadre de justice transitionnelle global et à long terme visant à ce que tous les individus et groupes aient à répondre de leurs crimes de guerre.

Il est essentiel de faire face à l'héritage de la **brutalité systémique** du régime d'Assad pour ouvrir la voie à un avenir durable et pacifique. Cette démarche aurait pu contribuer de manière décisive à limiter les actes de vengeance et à atténuer les tensions intercommunautaires croissantes.

Le président Ahmed al-Charaa a mis en place une commission d'enquête chargée d'enquêter sur les événements survenus sur la côte syrienne et a créé une haute commission pour la paix civile. Cependant, ses conclusions sont toujours attendues, la date limite officielle étant fixée au 9 avril. En

attendant, les violations des droits humains à l'encontre des civils alaouites dans ces régions se poursuivent.

En réponse au rapport d'Amnesty International sur les récents événements dans les régions côtières, ainsi qu'aux critiques plus générales sur le rôle du gouvernement, une source du ministère syrien de l'Intérieur [a déclaré](#) au journal *Al-Araby al-Jadeed*, publication sœur de *The New Arab*, que «ne pas tenir compte des données et des faits sur le terrain et dénigrer le travail de la commission d'enquête relève d'un manque de rigueur qui va à l'encontre des normes les plus élémentaires d'objectivité. Cela dénote un parti-pris en faveur d'un projet politique porté par des acteurs dont l'histoire est bien connue et dont l'alliance avec des pays hostiles à la Syrie, tant à la nation qu'à son peuple, est évidente.»

Cela dit, Ahmed al-Charaa et ses alliés au pouvoir n'ont aucun intérêt à mettre en place un mécanisme complet de justice transitionnelle, craignant que cela ne les expose également à devoir rendre compte de leurs propres crimes et exactions contre des civils et diverses populations locales.

En outre, la justice transitionnelle peut également inclure une dimension sociale si elle intègre une action visant à récupérer les actifs de l'État qui ont été octroyés de manière illégale à des hommes d'affaires liés à l'ancien régime et à demander des comptes aux responsables de crimes financiers graves, tels que la privatisation des fonds

publics et de l'État ou la cession de terrains domaniaux, au détriment de la classe populaire et de l'intérêt général.

Une fois de plus, l'orientation économique des nouvelles autorités au pouvoir, qui vise à conclure des accords et des arrangements avec des personnalités du monde des affaires liées à l'ancien palais présidentiel, ainsi que leur volonté d'approfondir les politiques néolibérales et de privatiser les biens de l'État, sont en contradiction avec les principes d'un processus de justice transitionnelle global.

Les récents événements soulignent l'importance de continuer à répertorier les violations des droits humains en Syrie afin de recueillir des preuves pour de futures poursuites pénales, tout en préservant la mémoire et l'histoire des victimes.

Seul un processus démocratique et inclusif, avec une large participation des classes populaires par-delà tous les clivages confessionnels et ethniques, peut briser le cycle de la violence confessionnel et garantir que les auteurs de violations des droits humains soient tenus de rendre des comptes.

Pour y parvenir, les militant·es et les groupes démocratiques et progressistes syriens doivent former une force capable de faire contrepoids aux nouvelles autorités au pouvoir, en faisant pression sur elles pour qu'elles acceptent des concessions sur ces questions, notamment en matière de justice et de lutte contre l'impunité. Comme le dit le vieil adage : sans justice, pas de paix.



Joseph Daher enseigne à l'université de Lausanne et à l'université de Gand. Il est l'auteur de *Gaza, un génocide en cours : Palestine, Proche-Orient et internationalisme* ; *Syrie, martyre d'une révolution* ; *Le Hezbollah : un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* ; *Marxism and Palestine*.

Source : *The New Arab*, 3 avril 2025. Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* par Pierre Vandevoorde.

Pour en savoir plus

Rateb Shabo, «Syrie : les massacres sur le littoral ont déjà produit une cassure dans les fondations de l'État national», *Syriauntold.com*, 2 avril 2025. Traduit en français par Pierre Vandevoorde avec l'auteur pour *Europe solidaire sans frontières*.

Les nouveaux centres d'accumulation du capital

Adam Hanieh

Propos recueillis par Federico Fuentes

53

Au cours du siècle dernier, le terme impérialisme a été utilisé pour définir différentes situations. Parfois, il est remplacé par des concepts tels que la mondialisation et l'hégémonie. Le concept d'impérialisme reste-t-il valable ? Si oui, comment le définissez-vous ?

Il reste certainement valable et il y a beaucoup à apprendre à la fois des auteurs classiques sur l'impérialisme, tels que Vladimir Lénine, Nikolai Boukharine et Rosa Luxemburg, ainsi que des contributions et débats ultérieurs, y compris ceux des marxistes anti-colonialistes des années 1960 et 1970.

De manière très générale, je définis l'impérialisme comme une forme de capitalisme mondial reposant sur l'extraction et les transferts continus de valeur des pays pauvres (ou périphériques) vers les pays riches (ou centraux), et des classes des pays pauvres vers les classes des pays riches. Je pense qu'il existe une tendance à réduire l'impérialisme à un simple conflit géopolitique, à la guerre ou à l'intervention militaire. Mais sans cette idée centrale de transferts de valeur, nous ne pouvons pas comprendre l'impérialisme comme une caractéristique permanente du marché mondial qui opère même en période censée être « pacifique ».

Les moyens par lesquels ces transferts de valeur ont lieu sont complexes et nécessitent une réflexion approfondie. L'exportation de capitaux sous forme d'investissements directs étrangers dans les pays dominés est l'un des mécanismes. Le contrôle direct et l'extraction des ressources en sont un autre. Mais nous devons également examiner les divers mécanismes et relations financiers qui se sont généralisés depuis les années 1980, par exemple les paiements du service de la dette effectués par les pays du Sud. Il existe également des différences de valeur de la

force de travail entre les pays du centre et ceux de la périphérie, ce que les théoriciens de l'impérialisme des années 1960 et 1970, tels que Samir Amin et Ernest Mandel, ont analysé. L'échange inégal dans le commerce est une autre voie. Et la main-d'œuvre migrante est un autre mécanisme très important par lequel s'effectuent les transferts de valeur. Réfléchir à ces multiples formes nous permet de mieux comprendre le monde d'aujourd'hui, au-delà de la simple question de la guerre ou des conflits interétatiques.

Aborder l'impérialisme à travers ces transferts de valeur permet de révéler qui en profite. Lénine a mis en avant le capital financier, qui était le résultat du contrôle de plus en plus intégré du capital bancaire et du capital industriel ou productif. Cela reste valable. Mais c'est plus compliqué aujourd'hui, dans la mesure où certaines couches de bourgeoisies dominées dans la périphérie se sont partiellement intégrées au capitalisme dans le centre. Non seulement ils ont souvent la nationalité de ces pays, mais ils bénéficient de ces relations impériales. Il y a aussi beaucoup plus de propriété transfrontalière du capital et l'essor des zones financières offshore, ce qui rend beaucoup plus difficile le suivi du contrôle et des flux de capitaux. Pour comprendre l'impérialisme aujourd'hui, il faut mieux cerner qui bénéficie de cette intégration dans les principaux centres d'accumulation du capital, et comment les différents marchés financiers sont connectés.

Une troisième caractéristique qui découle de ces transferts de valeur est le concept d'aristocratie ouvrière. Ce concept était si important pour discuter du colonialisme et de l'impérialisme, remontant à Karl Marx et Friedrich Engels, mais il est souvent mal interprété ou laissé de côté dans la pensée marxiste contemporaine. Si l'on va au-delà de

la brochure de Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, pour examiner ses autres écrits sur l'impérialisme, on constate qu'il a consacré une attention particulière à l'analyse des implications politiques des relations impériales dans la création de couches sociales dans les pays centraux dont la politique s'est alignée et a été connectée à leur propre bourgeoisie. Cette idée reste valable et doit être remise en avant. En Grande-Bretagne, par exemple, elle permet d'expliquer le caractère clairement pro-impérialiste du Parti travailliste britannique.

L'une des caractéristiques de l'impérialisme contemporain qui n'était pas bien théorisée au début du 20^e siècle est la façon dont la domination impériale est nécessairement liée à des idéologies racistes et sexistes particulières, qui contribuent à les justifier et à les légitimer. Nous pouvons le voir aujourd'hui dans le contexte de la Palestine. Il est vraiment important d'intégrer l'antiracisme et le féminisme dans notre façon de penser le capitalisme, l'anti-impérialisme et les luttes anti-impérialistes. Neville Alexander¹ l'a fait dans le contexte sud-africain, tout comme Walter Rodney, un marxiste anticolonialiste de Guyane², et Angela Davis aux États-Unis.

Beaucoup s'accordent à dire qu'après la guerre froide, la politique internationale a été dominée par l'impérialisme étatsunien/occidental. Pourtant, un changement relatif semble se produire avec l'essor économique de la Chine, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la démonstration de puissance militaire au-delà de leurs frontières par des nations encore plus petites, telles que la Turquie et l'Arabie saoudite. De manière générale, comment comprendre la dynamique à l'œuvre au sein du système impérialiste international ?

Depuis le début des années 2000, nous avons assisté à l'émergence de nouveaux centres d'accumulation du capital en dehors des États-Unis. La Chine se trouve au premier

plan. Au départ, cela était lié aux flux d'investissements directs étrangers en Chine et dans la région plus large de l'Asie de l'Est visant à exploiter une main-d'œuvre bon marché dans le cadre d'une réorganisation des chaînes de valeur mondialisées. Mais depuis lors, l'essor de la Chine a été associé à un affaiblissement relatif du capitalisme étatsunien dans le contexte de crises mondiales profondes et de plus en plus graves.

Cette érosion relative de la puissance des États-Unis peut être observée à travers différents indicateurs. Au cours des trois dernières décennies, la domination étatsunienne sur les technologies, les industries et les infrastructures clés s'est affaiblie. La baisse de la part des États-Unis dans le PIB mondial, qui est passée de 40 % à environ 26 % entre 1985 et 2024, en est une indication. Il y a également eu un changement relatif dans la propriété et le contrôle des plus grandes entreprises capitalistes du monde. Le nombre d'entreprises chinoises figurant dans le Global Fortune 500, par exemple, a dépassé celui des entreprises américaines en 2018 et est resté ainsi jusqu'à l'année dernière, lorsque les États-Unis ont repris la tête (139 entreprises américaines contre 128 chinoises). La présence de la Chine sur cette liste, en 2000, se limitait à dix firmes. Si l'ascension de la Chine s'est faite en grande partie aux dépens des entreprises japonaises et européennes, on a également observé une baisse du contrôle américain sur les grandes firmes : au cours des vingt-cinq dernières années, la part des États-Unis dans le classement de Global Fortune 500 est passée de 39 % à 28 %.

Il est important de noter que ces signes de déclin relatif des États-Unis se reflètent au niveau national. Le capitalisme étatsunien est en proie à de graves problèmes sociaux : baisse de l'espérance de vie, incarcération de masse, sans-abrisme, santé mentale et effondrement des infrastructures essentielles. Le néolibéralisme et la polarisation extrême de la richesse ont éviscéré la capacité de l'État à répondre aux crises majeures, comme on l'a vu avec la pandémie de Covid et, plus récemment, lors de la saison des ouragans de 2024 et des incendies de Los Angeles en janvier 2025.

Mais nous devons souligner l'affaiblissement relatif de la puissance américaine. Je ne pense pas qu'un effondrement imminent

1. NdT. Neville Edward Alexander (1936-2012) était un partisan d'une Afrique du Sud multilingue et un ancien révolutionnaire qui a passé dix ans sur l'île Robben en tant que codétenu de Nelson Mandela.

2. NdT. Walter Rodney (1942-1980) était un militant de la cause noire, un historien et un homme politique guyanien. Il est mort assassiné le 13 juin 1980 à Georgetown.

de la domination des États-Unis soit à l'ordre du jour. Ils conservent un avantage militaire considérable sur leurs rivaux, et la centralité du dollar américain n'est pas remise en question. Ce dernier est une source majeure de puissance étatsunienne car il permet aux États-Unis d'exclure leurs concurrents des marchés financiers et du système bancaire américains (particulièrement évident depuis le 11 septembre). Une grande partie de la puissance géopolitique des États-Unis s'articule autour de sa domination financière – une autre raison pour laquelle nous devons considérer l'impérialisme au-delà de ses formes militaires.

Il y a aussi une vision plus ample de ces rivalités mondiales que nous devrions mettre en avant : les crises multiples et interconnectées qui marquent aujourd'hui le capitalisme à l'échelle mondiale. Nous pouvons le constater dans la stagnation des taux de profit et les importants volumes de capitaux excédentaires en quête de valorisation ; l'énorme augmentation de la dette publique et privée ; la surproduction dans de nombreux secteurs économiques ; et la dure réalité de l'urgence climatique. Ainsi, lorsque nous parlons de la dynamique du système impérialiste mondial, il ne s'agit pas simplement de rivalités entre États et de mesurer la force des États-Unis par rapport à d'autres puissances capitalistes. Nous devons replacer ces conflits dans la crise systémique à plus long terme que tous les États tentent de surmonter.

Comment comprenez-vous l'ascension du président américain Donald Trump dans ce contexte ?

Certains commentateurs libéraux dépeignent souvent Trump comme une sorte d'égoïste fou supervisant une administration détournée par des milliardaires d'extrême droite (ou secrètement dirigée par la Russie). Je pense que cette perspective est erronée. Indépendamment du narcissisme personnel de Trump, il représente un projet politique clair qui s'attaque aux problèmes généraux que je viens d'évoquer : comment gérer le déclin relatif des États-Unis dans le contexte des crises systémiques plus importantes auxquelles est confronté le capitalisme mondial ?

Si vous suivez les discussions entre ses conseillers économiques, vous en aurez la preuve. Un exemple particulièrement révélateur est une longue analyse¹ écrite en novembre 2024 par Stephen Miran, un économiste qui vient d'être confirmé à la présidence du Conseil des conseillers économiques de Trump. Miran affirme que l'économie des États-Unis s'est amenuisée par rapport au PIB mondial au cours des dernières décennies, alors que les États-Unis supportent le coût du maintien du « parapluie de défense » mondial face à des rivalités interétatiques croissantes. Il affirme surtout que le dollar est surévalué en raison de son rôle de monnaie de réserve internationale, ce qui a érodé la capacité de production américaine.

Il propose de résoudre ce problème en brandissant la menace de droits de douane pour contraindre les alliés des États-Unis à assumer une plus grande part des coûts de l'empire. Selon Miran, cela contribuera à ramener l'industrie manufacturière aux États-Unis (un élément important en cas de guerre). Il propose une série de mesures pour limiter les effets inflationnistes de ce plan et maintenir le dollar comme monnaie dominante malgré la dévaluation espérée (il souligne explicitement l'importance du dollar américain pour projeter et garantir la puissance des États-Unis). Ce type de perspective est défendu par l'administration Trump, y compris par le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin².

L'essentiel n'est pas de savoir si ce plan fonctionne ou s'il est économiquement judicieux, mais de comprendre les motivations qui le sous-tendent. Il est explicitement conçu comme un moyen de faire face aux problèmes auxquels s'affronte le capitalisme américain et international, et de réaffirmer la primauté des États-Unis en répercutant ses coûts sur d'autres zones du monde. L'administration Joe Biden a proposé différentes solutions, mais elle s'est heurtée aux mêmes problèmes, parlant ouvertement d'intensifier la « concurrence stratégique » et de la nécessité de trouver des moyens pour les

1. NdT. Hudson Bay Capital : « A User's Guide to restructuring the Global Trading system », novembre 2024.

2. NdT. Ancien de Goldman Sachs de 1985 à 2002 – dont son père était un haut dirigeant – puis à la tête d'un fonds spéculatif.

États-Unis de «maintenir leurs avantages fondamentaux dans la concurrence géopolitique³».

Nous devons donc aborder l'administration Trump en tant qu'acteurs dotés d'un projet cohérent. Il est évident que ce projet génère de nombreuses contradictions et tensions internes, ainsi que des désaccords évidents de la part de certaines sections du capital étatsunien et d'alliés historiques. Mais ces tensions reflètent également la nature très instable du capitalisme international mondial à l'heure actuelle.

L'articulation nationale du projet, comme c'est souvent le cas en temps de crise, repose sur la désignation de boucs émissaires, donc : un racisme virulent et des attitudes anti-migrants, un irrationalisme antiscientifique, le déni du changement climatique et des politiques ultra-conservatrices en matière de genre et de sexualité. Tous ces types de tropes idéologiques servent à promouvoir le nationalisme, le militarisme et le sentiment d'un pays assiégé. Ils permettent encore plus de répression étatique et de coupes dans les dépenses sociales. Bien sûr, cela ne se limite pas aux États-Unis. La résurgence mondiale de ces idéologies d'extrême droite est une indication supplémentaire que nous sommes confrontés à une crise systémique plus importante à laquelle tous les États capitalistes font face.

Je tiens à souligner à nouveau l'urgence climatique. Nous pouvons voir comment l'administration Trump déchire les réglementations environnementales et cherche à accélérer la production nationale de pétrole et de gaz afin de réaffirmer le pouvoir du capitalisme étatsunien (en réduisant les coûts énergétiques). Mais il est également très clair que nous entrons dans une phase d'effondrement climatique en cascade et imprévisible, qui aura un impact matériel sur des milliards de personnes dans les décennies à venir. La droite peut nier la réalité du changement climatique, mais c'est finalement parce que le capitalisme ne peut laisser quoi que ce soit affecter l'accumulation du capital. Nous devons placer la question climatique au centre de notre politique actuelle, car elle

sera de plus en plus présente dans tous les domaines.

Diverses explications contradictoires ont été avancées pour justifier le soutien impérialiste des États-Unis et de l'Occident à la guerre d'Israël contre Gaza. Quel est votre point de vue ? Comment le processus de normalisation entre Israël et les nations arabes s'inscrit-il dans ce contexte ? Et quel impact le 7 octobre et le génocide de Gaza ont-ils eu sur ce processus ?

Nous devrions replacer la relation entre les États-Unis et Israël dans le contexte de la région au sens large, et non pas simplement à travers le prisme de ce qui se passe à l'intérieur des frontières de la Palestine ou des motivations des dirigeants israéliens. Cela nécessite de mettre en évidence l'impérialisme américain⁴ et le rôle central de la région dans le capitalisme fossile international.

L'ascension des États-Unis en tant que puissance capitaliste dominante a été étroitement liée à l'adoption du pétrole comme principale source d'énergie fossile au milieu du 20^e siècle. Cela a donné un rôle très important au Moyen-Orient, en tant que centre des exportations mondiales de pétrole et zone cruciale de production d'énergie, dans le projet mondial des États-Unis. Au Moyen-Orient, Israël a été un pilier essentiel de l'influence des États-Unis, en particulier après la guerre de 1967, où il a démontré sa capacité à vaincre les mouvements nationalistes arabes et les luttes anticoloniales. En ce sens, les États-Unis ont toujours été aux commandes de cette relation régionale – et non pas Israël, et certainement pas un lobby pro-israélien.

L'autre pilier de la puissance des États-Unis au Moyen-Orient a été les États du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite. Depuis le milieu du 20^e siècle, les États-Unis ont établi une relation privilégiée avec les monarchies du Golfe, agissant comme un soutien à leur survie tant qu'elles restaient dans le système plus large d'alliances régionales des États-Unis. Cela signifiait garantir l'approvisionnement en pétrole du marché mondial et veiller à ce que le pétrole ne soit

3. NdT. Jake Sullivan, «The Sources of American Power. A Foreign Policy for a Change World», *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2023.

4. NdT. Voir l'article de juin 2024 d'Adam Hanieh sur le site alencontre.org.

jamais utilisé comme « arme ». Cela signifiait également que les milliers de milliards de dollars gagnés par les États du Golfe grâce à la vente de pétrole étaient en grande partie réinjectés sur les marchés financiers occidentaux.

Mais, comme pour son statut mondial, la domination des États-Unis dans la région s'est érodée au cours des deux dernières décennies. Cela se reflète dans le rôle croissant d'autres États extérieurs à la région (comme la Chine et la Russie) et dans la lutte des puissances régionales pour étendre leur influence (par exemple l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis). Il est important de noter qu'il y a également eu un déplacement vers l'est des exportations de pétrole et de gaz du Golfe, qui s'orientent désormais principalement vers la Chine et l'Asie de l'Est, plutôt que vers les pays occidentaux.

En réponse, les États-Unis ont cherché à rapprocher leurs deux principaux alliés régionaux en normalisant les relations politiques, économiques et diplomatiques entre les États du Golfe et Israël. Ce projet remonte à plusieurs décennies, mais s'est intensifié dans le cadre des accords d'Oslo dans les années 1990. Plus récemment, Israël a normalisé ses relations avec les Émirats arabes unis et Bahreïn par le biais des accords d'Abraham de 2020. Cette année-là, Israël a également normalisé ses relations avec le Soudan et le Maroc. Ces étapes importantes ont été suivies en 2022 par la signature d'un accord de libre-échange entre les Émirats arabes unis et Israël.

Nous devons lire les actions d'Israël et le génocide à Gaza à travers ce prisme. Même maintenant, au lendemain du 7 octobre et du génocide, et alors que l'on parle d'expulser davantage de Palestiniens de leur terre, l'objectif des États-Unis reste la normalisation des liens entre Israël et les États du Golfe afin de réaffirmer leur primauté dans la région.

Cependant, la proposition de Trump de nettoyer Gaza de sa population palestinienne ne rend-elle pas plus difficile la normalisation des relations entre les gouvernements de la région et Israël ?

Les propositions de Trump en faveur d'un nettoyage ethnique de Gaza trouvent clairement un écho dans une grande partie du



spectre politique israélien. Il existe cependant de nombreux obstacles à cela, à commencer par le fait que des États tels que la Jordanie et l'Égypte ne veulent pas voir un si grand nombre de réfugiés palestiniens déplacés sur leur territoire.

Mais des pays comme l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Égypte ne sont pas fondamentalement en désaccord avec le projet des États-Unis. En principe, la monarchie saoudienne n'a aucun problème à normaliser ses relations avec Israël, et elle a certainement donné le feu vert aux Émirats arabes unis pour le faire dans le cadre des accords d'Abraham. Il existe un alignement extrêmement étroit entre les États-Unis et les États du Golfe, qui s'accélère sous Trump. Nous pouvons le constater par le fait que l'Arabie saoudite accueille les négociations actuelles entre les États-Unis et la Russie, et par la récente annonce faite par les Émirats arabes unis de leur intention d'investir 1 400 milliards de dollars américains aux États-Unis au cours de la prochaine décennie.

Dans le même temps, il est évidemment très difficile pour ce projet d'avancer sans la défaite des Palestiniens à Gaza et ailleurs, et sans une certaine forme d'acquiescement palestinien. La solution potentielle à ce dilemme se trouve en Cisjordanie, sous la forme de l'Autorité palestinienne (AP). L'AP est essentielle car elle a créé une couche de politiciens palestiniens et une classe capitaliste palestinienne dont les intérêts sont liés à un compromis avec Israël et qui sont prêts à faciliter la normalisation régionale (c'était tout l'intérêt des accords d'Oslo). Ainsi, nous ne devrions pas considérer les États arabes comme étant génétiquement opposés au nettoyage ethnique et à la normalisation de la manière dont Trump le propose.

Les monopoles pétroliers nationaux gérés par les États du Moyen-Orient (et d'autres pays non occidentaux) ont dépassé les entreprises occidentales sur le marché mondial du pétrole. Comment cela influence-t-il la position du Moyen-Orient au sein du capitalisme international ?

Au cours des deux dernières décennies, nous avons assisté à l'émergence de grandes compagnies pétrolières nationales, qui modifient la dynamique de l'industrie pétrolière mondiale. Les États du Golfe se distinguent à

cet égard, en particulier avec Saudi Aramco, le plus grand producteur et exportateur de pétrole au monde aujourd'hui, qui a dépassé les grandes entreprises occidentales qui ont dominé l'industrie pendant la majeure partie du 20^e siècle.

Ces compagnies pétrolières nationales ont suivi l'exemple des supermajors pétrolières occidentales en s'intégrant verticalement. Dans les années 1970, les États producteurs de pétrole tels que l'Arabie saoudite se concentraient principalement sur l'extraction du pétrole brut en amont. Mais aujourd'hui, leurs compagnies pétrolières nationales sont actives tout au long de la chaîne de valeur. Elles sont impliquées dans le raffinage et la production de produits pétrochimiques et de plastique. Elles possèdent des compagnies maritimes, des pipelines, des pétroliers et des stations-service où les carburants sont vendus. Elles disposent de réseaux de commercialisation mondiaux.

Dans le même temps, nous avons assisté à l'émergence de ce que j'appelle dans *Crude Capitalism* « l'axe Est-Est des hydrocarbures ». Avec l'essor de la Chine, les exportations de pétrole du Golfe se sont détournées de l'Europe occidentale et des États-Unis, pour se diriger vers l'Est, plus précisément vers la Chine et l'Asie de l'Est. Nous ne parlons pas seulement de l'exportation de pétrole brut, mais aussi de produits raffinés et de produits pétrochimiques. Cela a conduit à des interdépendances croissantes entre ces deux régions qui constituent désormais l'axe central de l'industrie pétrolière mondiale en dehors des États-Unis.

Cela ne veut pas dire que les marchés occidentaux et les compagnies pétrolières ne sont pas importants. Les grandes supermajors occidentales dominent toujours aux États-Unis et dans le bloc nord-américain au sens large. Mais il faut bien admettre que le marché mondial du pétrole est un marché pétrolier fragmenté, dans lequel ces connexions Est-Est reflètent davantage l'affaiblissement de l'influence étatsunienne – à l'échelle mondiale et au Moyen-Orient.

Qu'est-ce que cela nous apprend sur l'idée que certaines entreprises transnationales ou publiques non occidentales peuvent fonctionner avec succès sans ancrage institutionnel dans une puissance impérialiste ?

Il ne s'agit pas d'entreprises étatsuniennes ou occidentales, mais elles ont tout de même des liens importants avec des compagnies pétrolières occidentales (notamment par le biais de partenariats) et sont actives sur les marchés occidentaux. La plus grande raffinerie de pétrole aux États-Unis appartient à l'Arabie saoudite. Nous ne devrions donc pas nécessairement les opposer, comme s'il y avait une différence fondamentale dans la façon dont elles, en tant que « bloc fossile », voient l'avenir de l'industrie. Elles sont absolument du même côté en ce qui concerne l'état d'urgence climatique. Nous pouvons le constater dans le rôle prépondérant des États du Golfe qui font obstruction et détournent toute réponse internationale efficace à cette urgence.

Tout en renforçant leurs liens avec la Chine, les États du Golfe ont de plus en plus démontré leur volonté d'agir de manière autonome et même de rivaliser pour exercer une influence dans la région. Comment expliquez-vous le rôle de ces États du Golfe ?

Associés à cet affaiblissement relatif de la puissance des États-Unis, d'autres acteurs, dont les États du Golfe, ont cherché à projeter leurs propres intérêts régionaux.

Ils ont utilisé divers mécanismes : le parrainage de différents groupes armés ou mouvements politiques ou l'accueil de différentes forces politiques (le cas du Qatar se distingue ici) ; l'octroi d'une aide financière à des États tels que l'Égypte et la Libye ; l'intervention militaire dans des pays tels que le Yémen et le Soudan ; et le contrôle des ports et des voies logistiques. De cette manière, les États du Golfe ont cherché à accroître leur présence régionale.

Cela est en partie lié aux conséquences des soulèvements arabes de 2011, qui se sont rapidement propagés dans la région, déstabilisant des dirigeants autoritaires de longue date, comme en Égypte et en Tunisie. Les États du Golfe ont joué un rôle majeur dans la tentative de reconstitution de ces États autoritaires à la suite des soulèvements.

Il existe également des rivalités entre les États du Golfe, en particulier entre l'Arabie saoudite et le Qatar, mais aussi entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ils ne sont pas nécessairement d'accord sur tout et soutiennent parfois des camps opposés,

par exemple au Soudan [où l'Arabie saoudite soutient les forces armées soudanaises dans la guerre civile en cours, tandis que les Émirats arabes unis aident les Forces de soutien rapide d'Hemeti-Mohamed Hamdan Dogolo].

Cependant, malgré son déclin relatif, les États-Unis restent la principale puissance impérialiste de la région. Cela est évident au vu de leur présence militaire directe dans le Golfe, où les États-Unis disposent d'installations et de bases militaires dans des pays tels que le Bahreïn, l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis. Les États-Unis restent la dernière force de recours, militaire et politique, des régimes du Golfe.

Le terme « subimpérialiste » est parfois utilisé pour décrire des pays comme ceux-ci, qui sont à la fois subordonnés à une puissance impérialiste mais qui opèrent avec une certaine autonomie dans leur sphère d'influence. Considérez-vous que ce terme est utile pour comprendre les États du Golfe ?

Si le terme de « sous-impérialisme » peut rendre compte en partie de ce que représentent ces États, les États du Golfe n'ont pas nécessairement la capacité de projeter leur puissance militaire de la même manière que les puissances occidentales. Cela ne veut pas dire qu'ils ne renforcent pas leur capacité militaire, mais ils agissent encore largement par procuration et dépendent fortement de la protection militaire des États-Unis. Comme je l'ai mentionné, il y a des bases militaires américaines partout dans le Golfe. Les exportations de matériel militaire des pays occidentaux vers la région renforcent la supervision occidentale des armées du Golfe, car ces exportations nécessitent une formation, une maintenance et un soutien continus.

Cela dit, l'exportation de capitaux du Golfe vers la région au sens large – et de plus en plus aussi vers le continent africain – est très évidente. Ces exportations de capitaux reflètent des transferts transfrontaliers de valeur. Il est également très clair que les conglomérats basés dans le Golfe ont été les principaux bénéficiaires de la vague néolibérale qui a balayé le Moyen-Orient au cours des dernières décennies, au cours de laquelle les économies ont été ouvertes et les terres et d'autres actifs privatisés. Je ne parle pas seulement des conglomérats publics du

Golfe, mais aussi des grands conglomérats privés. Si vous regardez dans la région des secteurs tels que la banque, la vente au détail, l'agroalimentaire, vous trouverez à la fois des conglomérats publics et privés basés dans le Golfe.

C'est pourquoi il est si important de penser à la région dans le contexte des intérêts capitalistes et des modèles d'accumulation du capital, et pas seulement dans le contexte des conflits interétatiques.

L'Iran est parfois considéré comme une puissance de faible importance ou sous-impérialiste, étant donné son conflit simultané avec l'impérialisme américain et son rôle accru dans la région. D'autres le voient comme le fer de lance d'un «axe de résistance anti-impérialiste» dans la région. Comment voyez-vous le rôle de l'Iran ?

L'expression «axe de la résistance» est trompeuse car elle implique une trop grande unanimité entre un ensemble d'acteurs assez hétérogène ayant des intérêts, des bases sociales et des relations avec la politique différents, tant au niveau national que régional. Elle cherche essentiellement à placer un signe plus là où [l'ancien président américain George W. Bush] a placé un signe négatif avec son «axe du mal». C'est une façon réductrice de concevoir la politique.

Nous devons nous opposer clairement et sans équivoque à toute forme d'intervention impérialiste occidentale en Iran ou dans la région au sens large (que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'Israël). Cela signifie non seulement une intervention militaire, mais aussi une intervention économique et d'autres formes d'intervention. Les sanctions sont un élément important dans le cas de l'Iran.

En même temps, nous devons reconnaître que l'Iran est un État capitaliste, avec sa propre classe capitaliste, qui a ses propres objectifs dans la région et plus largement. Tout comme les États du Golfe, l'Iran tente de projeter sa puissance régionale, dans ce contexte de déstabilisation post-2011, d'affaiblissement relatif de la puissance des États-Unis et de tout ce dont nous avons discuté.

Il est vrai que l'Iran le fait en dehors du projet étatsunien pour la région, comme il le fait depuis des décennies. Mais reconnaître

le caractère capitaliste de l'État iranien signifie que nous devons également être solidaires des mouvements sociaux et politiques progressistes réprimés en Iran, qu'il s'agisse des luttes ouvrières et syndicales (qui restent nombreuses), des luttes des femmes, des luttes du peuple kurde, etc. Ce sont des mouvements que nous, socialistes, devons soutenir, dans le cadre d'une politique anti-impérialiste.

Le point de départ est d'être systématiquement anticapitaliste dans notre façon de penser les États et les mouvements, ce qui signifie ne donner aucun soutien politique aux gouvernements capitalistes, quels qu'ils soient et où qu'ils puissent être. Nous pouvons être solidaires des personnes en lutte tout en nous opposant à l'intervention impérialiste sous toutes ses formes, et ne pas réduire les complexités du capitalisme au Moyen-Orient à une sorte de géopolitique manichéenne.

Adam Hanieh est professeur d'économie politique et de développement international à l'université d'Exeter (Angleterre). Dernier ouvrage paru : *Crude Capitalism. Oil, Corporate Power, and the Making of the World Market* (Londres, Verso Books, 2024).

Entretien publié sur le site [Links](#), 31 mars 2025. Traduction par la rédaction de [À l'Encontre](#).

Les fausses promesses de la gouvernance « experte » imposée d'en haut : un appel à la démocratie radicale

Nemanja Drobnjak

61

À mesure que les protestations étudiantes en Serbie évoluent en rébellion généralisée, l'establishment vend désespérément une illusion familière : le salut par la « gouvernance experte ». Ce récit – qu'il soit présenté comme un leadership transitionnel ou technocratique – sert le même objectif : désamorcer le véritable pouvoir populaire tout en préservant les hiérarchies existantes. Ne vous laissez pas tromper. La mythologie du sauveur-expert a systématiquement échoué pour les travailleurs du monde entier, apportant des réformes cosmétiques tout en renforçant les intérêts des élites. La crise actuelle en Serbie révèle une vérité fondamentale : un changement significatif ne peut pas être accordé d'en haut par des professionnels diplômés choisis par les puissants, qu'il s'agisse de ceux au pouvoir ou de ceux dans l'opposition.

Une véritable transformation exige quelque chose de plus radical : un pouvoir démocratique construit par le bas. Ce n'est que par la participation populaire directe – à travers des plénums, des assemblées communautaires et des structures de délégués responsables – que nous pouvons construire une alternative légitime aux systèmes corrompus qui ont dominé pendant des décennies. La question n'est pas de savoir quels experts devraient gouverner, mais comment les citoyens ordinaires peuvent se gouverner collectivement.

Adam Nowak

Les protestations étudiantes en Serbie, qui ont entre-temps évolué en une rébellion sociale plus large au cours des quatre derniers mois, semblent lentement entrer dans une nouvelle phase. Après avoir connu la plus grande manifestation jamais enregistrée à Belgrade en mars, ainsi qu'une tentative violente de disperser cette manifestation, il est tout à fait clair que les autorités n'ont l'intention ni de démissionner ni de satisfaire aux demandes des étudiants, qui sont maintenant au nombre de six.

En plus des quatre demandes initiales, des exigences liées à une enquête transparente sur l'utilisation d'un canon sonique et une demande d'enquête pour savoir qui a autorisé le président Aleksandar Vučić à entrer parmi les personnes immunodéprimées au Centre clinique universitaire de Serbie, où les patients blessés dans la tragédie de Kočani étaient soignés, ont été ajoutées.

Ces derniers jours, afin de trouver une solution pour sortir de la profonde crise politique, les mêmes propositions ou des propositions très similaires se font entendre. Les plus bruyantes sont celles qui contiennent deux mots dans leur contenu – gouvernement d'experts et gouvernement de transition. Cependant, tous les gouvernements de transition et toutes les propositions dans cette direction ne sont pas exactement identiques. Si nous observons ces propositions plus en profondeur, il est clair que les gouvernements d'experts imaginés sont de nature différente.

Gouvernement de transition et/ou d'experts – Source de solutions ou source de nouveaux problèmes ?

Que les gouvernements de transition et d'experts soient imposés comme principales solutions pour sortir de la crise était assez

clair étant donné les mouvements des différentes parties à la manifestation. Ainsi, en presque deux jours, nous avons eu des propositions plus ou moins du même concept de trois côtés différents. L'initiative Proglas est sortie avec une idée antérieure, plaidant pour un soi-disant gouvernement de transition de confiance sociale dont les objectifs fondamentaux devraient être de satisfaire aux demandes des étudiants et de préparer le terrain pour des élections libres. Avec la note que tous ceux impliqués dans la protestation devraient se rassembler autour de l'idée.

Puis nous avons entendu une proposition similaire de Miloš Jovanović, leader du Nouveau DSS, qui estime qu'un gouvernement de transition est actuellement l'option la plus réaliste et que, dans ce sens, comme avec Proglas, l'objectif devrait être des élections libres et démocratiques, s'offrant lui-même comme leader d'un front plus large. Comme dans le cas précédent, le problème est que nous n'avons pas un concept clairement défini ou présenté de ce à quoi ressemblerait réellement ce gouvernement de transition, qui le constituerait, et comment exercer une pression sur la coalition au pouvoir pour qu'elle accepte une telle proposition. De plus, la proposition concernant les élections n'est pas quelque chose que les étudiants dans les plénums ont proposé et considéré comme une solution à la crise. En d'autres termes, ni Proglas ni Miloš Jovanović, ni personne d'autre auparavant dans l'opposition, ne nous ont informés des mécanismes de pression par lesquels ils atteindraient leur objectif politique.

Par-dessus tout cela est venue une proposition de plusieurs facultés de l'Université de Novi Sad, facultés et établissements d'enseignement supérieur de Novi Sad, Subotica et Zrenjanin concernant un gouvernement d'experts comme unique solution pour sortir de la crise. Leur logique est qu'il est crucial de satisfaire aux demandes des étudiants, et il est clair que ces demandes ne seront pas satisfaites par le futur gouvernement nouvellement élu, à la tête duquel Vučić a nommé le Dr Đuro Macut, un expert – endocrinologue et professeur à la Faculté de médecine. Les étudiants qui ont présenté la proposition plaident pour un gouvernement d'experts indépendants, proposant également des

critères selon lesquels les experts seraient sélectionnés.

Quels sont les principaux problèmes de telles propositions? Outre ce qui a déjà été dit sur l'absence de mécanismes de pression pleinement élaborés pour que ceux qui participent à la protestation voient leurs propositions respectées par la coalition au pouvoir, il y a également des problèmes dans la compréhension même d'un gouvernement de transition ou d'experts, même s'ils devaient advenir. Même si les structures dirigeantes acceptent un gouvernement de transition, quelle serait la répartition du pouvoir décisionnel dans un tel gouvernement de transition? La question est de savoir qui prendrait la tête et comment. Les membres de l'establishment au pouvoir accepteraient-ils des propositions concernant, par exemple, des sujets de réforme des conditions électorales, si de telles conditions électorales, dans lesquelles ils obtiennent une majorité dominante, leur conviennent parfaitement? Si ce n'était pas le cas, comment l'autre partie du gouvernement de transition les forcerait-elle à le faire? Dans tous les cas, un gouvernement de transition dans ces conditions pourrait très facilement conduire à un approfondissement encore plus fort de la crise politique en raison de désaccords internes, même si les structures dirigeantes l'acceptent comme concept.

Beaucoup se réfèrent à l'exemple du gouvernement dans la période entre les changements du 5 octobre et les élections parlementaires de décembre 2000 lorsqu'ils discutent d'un gouvernement de transition. Mais il y a une différence fondamentale ici. L'alliance DOS avait alors remporté les élections présidentielles et disposait d'un fort capital de chantage. Leur gouvernement de transition était légitimé par la victoire de Vojislav Koštunica aux élections présidentielles, la défense civile des résultats électoraux et le renversement de Milošević en tant qu'homme qui était la personnification du pouvoir socio-politique global. Nous n'avons pas une telle situation maintenant. L'opposition n'a remporté aucune élection, et la question est de savoir comment ils y parviendront quand il est de plus en plus certain que nous sommes plus proches d'une reconstruction gouvernementale.

Les problèmes avec un gouvernement d'experts, cependant, sont quelque peu différents, bien qu'ils comportent des problèmes similaires à ceux des gouvernements de transition.

Expert-politicien : est-ce une garantie pour des réformes réussies ?

Si nous devons essayer de définir plus précisément le concept d'expert, dans les termes les plus simples, il s'agirait de personnes qui, sur la base de leurs nombreuses années d'expérience et de connaissances et compétences acquises, sont spécialistes dans un domaine particulier. Déjà à partir d'un concept ainsi défini, nous pouvons remarquer, ou du moins pressentir, certaines sources de problèmes.

Premièrement, un expert dans un domaine s'en tient généralement à ses domaines. Ils ne s'intéressent généralement pas, ou ils se distancient des connaissances et compétences qu'ils ne possèdent pas. S'engager en politique dans un sens pratique n'est presque jamais un impératif primaire pour eux. Il est donc très difficile de forcer un expert dans un domaine à entrer volontairement en politique, surtout dans le contexte de la profonde crise socio-politique dans laquelle nous vivons.

La deuxième chose est que malgré l'éloquence et l'expertise de quelqu'un, nous ne pouvons pas savoir si la recette que l'expert propose donnera les résultats souhaités. Dans ce cas, l'expert saura-t-il comment et de quelle manière les institutions qui sont coincées dans le clientélisme, le népotisme, la corruption et le dysfonctionnement depuis des décennies devraient être réformées ?

Pourquoi précisément leur application du remède serait-elle adéquate, et non celle d'un autre expert du même domaine ? Y aurait-il des conflits internes entre experts concernant l'application pratique des étapes dans le but de la réforme institutionnelle ? La société en tant que catégorie ne peut pas être réduite à des conditions strictement expérimentales dans lesquelles, dans des conditions contrôlées, certains échantillons donnent toujours certaines conséquences, donc nous savons à quoi nous attendre. Des équations à plusieurs inconnues s'ouvriraient.

Et comme troisième point, et peut-être le plus important, quelles sont les garanties que l'expert ne sera pas sensible aux pressions d'instances supérieures (lisez : politiques), qui imposeraient leurs propres solutions et, par le pouvoir saisi politiquement, feraient chanter l'expert pour qu'il ne puisse pas décider complètement ou totalement indépendamment des mouvements qui conduiraient aux réformes ? Leur expertise est-elle résistante à la politique quotidienne et aux intérêts des puissants ?

Nous n'avons actuellement pas de meilleur exemple que le nouveau Premier ministre désigné Đuro Macut. Son expertise incontestée dans le domaine de la médecine qu'il pratique garantit-elle qu'il sera immunisé contre les pressions des politiciens, ou d'un politicien qui l'a nommé ? Il semble que non. De même, si un expert acquiert également un pouvoir politique, comment saurons-nous qu'il n'en abusera pas ? Leur expertise est-elle une garantie pour cela ?

Les experts ne sont pas des ardoises vierges. Ils ont également leurs visions sociales du monde en dehors des domaines scientifiques, qui peuvent entrer totalement en conflit avec les visions sociales majoritaires. Il peut facilement arriver que, précisément sur la base de l'autorité d'un expert ayant acquis un pouvoir politique, les experts prennent des décisions en faveur d'une minorité étroite qui possède un certain pouvoir socio-politique, et non en faveur de la majorité.

Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes possibles avec les experts. Mais tous les gouvernements d'experts ne sont pas identiques. Ce seraient les caractéristiques des experts imposés « d'en haut ». Mais qu'en est-il de la possibilité d'un gouvernement d'experts surgissant d'« en bas » ?

Le seul gouvernement d'experts quelque peu significatif – Celui qui viendrait « d'en bas »

Une séquence politique logique d'événements après l'appel des étudiants à organiser des assemblées et une prise de décision directe parmi les citoyens au niveau local serait la symbiose et l'intégration de la démocratie directe des plénums et des assemblées dans un mouvement social plus large. L'épine dorsale du mouvement devrait précisément être



les étudiants en blocus et les citoyens en assemblées, ainsi que toutes les parties de la société qui ont été encouragées à entreprendre certaines formes de grèves, comme les éducateurs, les agriculteurs, et autres. Un tel mouvement social large inclurait tous ceux qui voudraient participer politiquement sur de nouvelles bases et serait une base idéale et large pour tirer et cristalliser de nouveaux cadres et formes de prise de décision démocratique.

Comme il est tout à fait certain que ce gouvernement ne satisfera pas pleinement aux demandes des étudiants, le caractère du mouvement de masse devrait être centré autour de deux questions fondamentales qui sont interconnectées, et qui visent un changement de gouvernement – la question de la lutte contre la corruption et la question de la réforme institutionnelle. Un mouvement social anti-corruption et de réforme plus large dans cette constellation de forces représente la plus haute portée de la lutte politique, et en raison de sa massivité, il devrait fonctionner à plusieurs niveaux.

Le premier niveau seraient tous les étudiants et citoyens dans les plénums et assemblées qui prendraient des décisions individuelles dans leurs facultés et dans leurs communautés locales. C'est le cercle le plus large de ceux qui participent, proposent et prennent des décisions politiques directement. Le deuxième niveau sont les représentants légitimement et directement élus des assemblées et des plénums qui formeraient ensemble l'organisation faîtière du mouvement de masse. Ils seraient élus comme délégués qui, après un certain temps, deviendraient révocables, sans droit de se représenter comme délégués, afin de satisfaire aux principes de révocabilité, de démocratie directe, et du droit pour tous d'élire et d'être élu.

Le troisième niveau serait ces membres d'assemblées et de plénums triés dans des groupes de travail spéciaux pour la préparation d'un document final à travers lequel ils définiraient comment et de quelle manière réformer chaque sous-système au sein du système social global. Les groupes de travail seraient établis par vote dans les plénums et assemblées. Dans un certain sens, ce seraient des experts proposés et votés délégués de différents domaines, faisant du mouvement

de réforme anti-corruption de masse une sorte de combinaison de ce qu'on appelle la démocratie directe et le règne des experts.

Les groupes de travail pourraient être liés aux secteurs les plus importants, tels que l'éducation, les médias, l'agriculture, la justice, le système de sécurité, la police et l'armée, l'économie, et autres. Les experts des groupes de travail établiraient, par l'intermédiaire de l'organisation faîtière du mouvement de masse et des délégués qui y siègent, une connexion avec les plénums et assemblées plus larges, auxquels ils répondraient directement, et qui exerceraient à leur tour un contrôle populaire sur eux. La sélection des experts dans divers groupes de travail irait «d'en bas» – par proposition, examen et vote direct.

Les critères pour un expert de certains domaines seraient également établis dans les plénums et assemblées, en proposant et en votant sur les critères qu'un expert dans les groupes de travail devrait remplir. Les experts auraient l'obligation d'informer les plénums et assemblées dans des périodes plus courtes par l'intermédiaire des délégués de l'organisation faîtière du mouvement de masse sur leur propre travail, sur l'état d'avancement du plan et du programme de réforme, ainsi que sur les étapes pratiques de mise en œuvre de ces réformes (disons tous les 7 ou 14 jours). S'ils ne pouvaient pas le faire, ou s'ils s'écartaient des objectifs fixés, ils seraient soumis à un remplacement par d'autres experts votés ultérieurement.

Par l'intermédiaire des groupes de travail, les experts de domaines séparés agiraient

avec l'objectif primaire de créer un programme politique commun et des méthodes par lesquelles les réformes institutionnelles du système existant seraient réalisées, et en même temps, cela devrait être le programme du mouvement soutenu par les plénums et les assemblées, à travers le deuxième niveau – les délégués élus.

Ce n'est qu'après cela que les conditions seraient créées pour une lutte politique significative, qui établirait des bases solides pour un mouvement de masse «d'en bas» avec des objectifs programmatiques clairs et des solutions au sein de la lutte politique contre le gouvernement qui ne veut pas satisfaire aux demandes. En même temps, un bloc d'opposition socio-politique complètement nouveau serait créé, composé d'étudiants et de citoyens «d'en bas», de parties qui sont déléguées «d'en bas», pour lesquelles un vote direct a eu lieu, qui sont révocables, ont une limite de temps sur leurs actions, et d'experts dans des groupes de travail qui adaptent le plan sur la façon et la manière de réformer différentes parties de la société.

Un tel bloc aurait certainement un soutien massif des citoyens, en particulier ceux qui constituent la majorité de la société et ne croient pas au système politique existant, au processus électoral existant, et aux partis tant du gouvernement que de l'opposition. En d'autres termes, le mouvement ne serait pas seulement une opposition aux structures dirigeantes autocratiques qui ne satisferont pas aux demandes, mais à l'ensemble du



système socio-politique mal structuré qui domine depuis plus de trois décennies.

Ce n'est que par un tel mouvement de masse, à travers lequel une cristallisation socio-politique des cadres «d'en bas» serait réalisée, qu'il y aurait une sélection d'experts légitimes selon la volonté de la majorité. Les gouvernements d'experts qui surgissent par nomination directe de groupes socio-politiques influents, de cercles et d'élites ne sont pas nécessairement efficaces parce qu'ils ne se cristallisent pas à travers des couches sociales plus larges, ni ne sont soumis à un contrôle populaire, conduisant potentiellement seulement à des changements d'élites dans des positions élevées et à leur reproduction dans les positions sociales les plus élevées, et à la poursuite de la tendance de leur fermeture au sommet de la société. La réforme du système dans ces scénarios devient généralement une question secondaire.

Une telle nomination d'experts «d'en haut» porte un problème potentiel. Si un tel choix se produit, personne ne nous garantit qu'ils ne jetteront pas leur expertise sous les pieds des détenteurs du pouvoir politique en raison du soutien qu'un expert obtient par nomination directe par les détenteurs du pouvoir et d'autres groupes socialement influents.

Un exemple réel de cela sont d'autres experts, anciens fonctionnaires, tels que les ministres Radulović, Krstić et Vujović. Tous sont venus en tant qu'experts, mais leurs réformes ou tentatives de réformes n'ont pas affecté drastiquement les couches sociales plus larges, mais précisément ceux qui les ont placés à ces postes, dans le but de renforcer leur mainmise sur le pouvoir. Pourquoi? Parce que les couches sociales plus larges ne les ont pas nommés à des postes d'experts au gouvernement. Plutôt, ceux ou celui qui est le détenteur du pouvoir social absolu l'ont fait.

Au lieu d'une conclusion : pas de gouvernement d'experts efficace sans un mouvement de masse

Il n'est pas difficile de conclure pourquoi un tel règne d'experts «d'en bas», cristallisé à travers un mouvement de masse, est difficile à réaliser. Il est clair que nous sommes bloqués à la toute première étape. La clé est de

créer une base pour la lutte politique. Et elle réside exclusivement dans la création d'un mouvement de masse plus large. Il semble qu'au cours des quatre derniers mois, bien qu'il y ait eu des tentatives, il n'y a pas eu le courage d'avancer plus fortement avec cette idée et pour que les étudiants et les citoyens dans la protestation entrent dans toute l'histoire encore plus unis et solidaires. Cela ne signifie pas que les résultats obtenus jusqu'à présent devraient être remis en question, car si nous observons le contexte dans lequel nous vivons depuis plus de 12 ans, il est clair que tout ce qui s'est passé jusqu'à présent est quelque chose d'inattendu et certainement significatif dans la lutte pour l'éveil des couches sociales plus larges. Mais ce n'est pas suffisant.

Sans un large mouvement de masse comme base, fondé sur les plénums et les assemblées comme système de prise de décision directe, des représentants délégués à travers l'organisation faïtière du mouvement, et des experts dans des groupes de travail élus «d'en bas», qui seraient responsables devant des couches sociales plus larges à travers le principe du contrôle populaire, nous ne pouvons pas espérer des succès de toutes nouvelles formes et propositions de gouvernements de transition et d'experts. Car toutes les autres formes de tels systèmes de gouvernance ne peuvent pas avoir un contrôle direct et fort des couches sociales plus larges dans l'intérêt desquelles ils devraient travailler, ce qui leur donne une certaine possibilité de se «déconnecter du peuple», travaillant en faveur de la minorité qui possède le pouvoir social.

[Nemanja Drobnjak est journaliste.](#)

Source : [Masina](#), 15 avril 2025. Traduit pour [Europe solidaire sans frontières](#) par Adam Novak.

Iran : la peine de mort est une question féministe

Elahe Amani

Pakhshan Azizi, travailleuse humanitaire et militante de la société civile, condamnée à mort pour sa participation à des manifestations et son activisme.

Sharifeh Mohammadi, défenseure des droits humains, risque la peine de mort pour son activisme.

Varisheh Moradi, militante des droits des femmes, condamnée à mort pour son appartenance à un groupe d'opposition.

67

À première vue, la peine de mort peut sembler être une question de droit ou de droits des êtres humains, plutôt qu'une préoccupation féministe. Mais en Iran, où le genre façonne profondément les résultats juridiques, la question devient urgente : pourquoi les féministes devraient-elles se préoccuper de la peine capitale ? La réponse réside dans la manière dont le système judiciaire iranien applique la peine de mort, souvent à travers un prisme qui efface les réalités vécues par les femmes, en particulier celles qui ont subi des abus, des traumatismes et une violence systémique.

Les femmes qui résistent au régime, qui défendent leurs droits ou qui remettent en cause les structures patriarcales sont confrontées à une forme unique et brutale de répression. Les féministes, dans toutes leurs perspectives, s'engagent en faveur d'une justice non violente, équitable et consciente de la manière dont le pouvoir opère en fonction du sexe. En s'attaquant à la peine de mort, elles en dénoncent non seulement la cruauté, mais aussi l'application sexuée, en la considérant comme un outil de contrôle de l'État qui recoupe des questions de genre, de classe, de race et de sexualité.

Le féminisme s'oppose à la peine de mort parce qu'elle renforce la violence, prive de justice les plus vulnérables et exclut toute possibilité de guérison et de transformation.

Le bilan de l'Iran en matière de droits des êtres humains a fait l'objet d'un examen approfondi en raison de l'augmentation inquiétante du nombre de condamnations à mort. Dans un rapport publié le 8 avril sur les condamnations à mort et les exécutions dans le monde, Amnesty International indique de manière choquante que les exécutions enregistrées ont atteint leur chiffre le plus élevé depuis 2015. En 2024, l'Iran, l'Irak et l'Arabie saoudite représentaient 91 % de l'ensemble des exécutions recensées et figuraient parmi les cinq pays ayant procédé au plus grand nombre d'exécutions. Le rapport indique également que « l'Iran a exécuté 119 personnes de plus que l'année dernière (d'au moins 853 à au moins 972), ce qui représente 64 % de toutes les exécutions connues » dans le monde.

Au moins 54 personnes ont été condamnées à mort pour des motifs politiques ou liés à la sécurité, et de nombreux cas ont été entachés de violations des droits de la défense et de procès inéquitables.

Cette tendance alarmante est particulièrement préoccupante pour les militantes des droits des femmes, qui sont de plus en plus visées par le régime. Parmi les cas les plus notables, citons ceux de Ces affaires ne mettent pas seulement en lumière la répression brutale de la dissidence par le régime, mais soulignent également les risques croissants encourus par les femmes qui osent défier l'État.

Le soulèvement qui a suivi la campagne « Femme, vie, liberté » s'est traduit par une augmentation significative des peines sévères, de nombreuses prisonnières et de

nombreux prisonniers risquant d'être exécutés. L'utilisation de la peine de mort par le gouvernement iranien comme outil de répression politique a suscité des inquiétudes quant à son bilan en matière de droits des êtres humains. L'Iran est depuis longtemps connu pour son nombre élevé d'exécutions, mais en 2024, le pays a connu une augmentation sans précédent de l'application de la peine de mort, avec 972 exécutions recensées, ce qui en fait le premier bourreau mondial par habitant·e. Si bon nombre de ces exécutions ont eu lieu pour des délits présumés liés à la drogue, qui n'atteignent pas les seuils légaux internationaux pour la peine capitale, un nombre croissant de prisonnier·es politiques ont également été condamnés·e à mort, ce qui reflète un changement dangereux dans l'approche du régime iranien à l'égard de la dissidence.

Une répression liée au genre

Le cas de ces trois femmes nous rappelle brutalement que la répression politique est de plus en plus liée au genre et que l'État iranien utilise la peine de mort non seulement comme un outil de contrôle de l'État, mais aussi comme un moyen de faire taire les voix des femmes qui osent défier le régime. Les exécutions politiques en Iran, en particulier celles des femmes, démontrent la convergence des tendances misogynes et autoritaires de l'État, où l'action politique et le militantisme des femmes sont punis par la violence.

La perspective féministe sur la peine de mort en Iran révèle une interaction complexe entre le genre, le pouvoir et le système juridique. Le féminisme a toujours été plus qu'une simple question d'équité entre les sexes. Au fond, il s'agit d'une lutte contre toutes les formes de domination. Il représente une quête permanente de justice, d'autonomie et de dignité pour tous, en particulier pour ceux qui ont été mis en marge de la société.

En Iran, la peine de mort est appliquée de manière disproportionnée aux femmes qui participent à l'activisme politique, en particulier à celles qui remettent en cause le statu quo de la gouvernance patriarcale. Les trois femmes actuellement condamnées à mort sont emblématiques de cette tendance générale. Elles ont toutes été arrêtées en

2023 lors de la répression du soulèvement «Femme, vie, liberté» de 2022, qui a été une source importante de dissidence contre les politiques oppressives du régime iranien.

L'implication des femmes dans les mouvements politiques est considérée comme un défi direct à l'ordre patriarcal en Iran. Des femmes comme Mohammadi, Azizi et Moradi ne protestent pas seulement contre les politiques qui restreignent leurs libertés, mais affirment également leur droit d'exister en tant qu'individues égales et autonomes. Cet acte de défi contre le contrôle patriarcal de l'État sur le corps, la voix et la vie des femmes peut être interprété comme un acte féministe en soi.

Cependant, l'État iranien ne tolère pas ce genre de défi. Les femmes qui s'engagent dans des mouvements politiques sont souvent qualifiées de menaces pour la stabilité de la nation, d'ennemies de l'État et soumises à des châtiments extrêmes, y compris la peine de mort. Dans ce contexte, la peine de mort a un double objectif: elle punit la dissidence politique et renforce le contrôle de l'État sur les femmes en tentant de réduire au silence celles qui remettent en cause les structures de pouvoir fondées sur le sexe.

Dans de nombreux cas, la peine de mort en Iran est appliquée de manière disproportionnée à des femmes qui sont elles-mêmes victimes de violences sexistes. Les femmes condamnées à la peine de mort ne sont pas simplement des cas de crime, mais souvent des histoires de survie face à un préjudice profond et systémique. Le magazine juridique et judiciaire de la Fondation des avocats iraniens, dans un article intitulé «Les cas les plus célèbres de femmes iraniennes meurtrières», note que «l'histoire des femmes iraniennes meurtrières est étrange et compliquée, de nombreuses affaires mettant des années à aboutir». Derrière ces retards se cachent des vies marquées par les mariages d'enfants, les abus domestiques et une longue histoire de violence. Plutôt que de reconnaître ces injustices structurelles, le système juridique punit souvent les femmes avec sévérité, sans tenir compte du contexte de leurs actes ou des traumatismes qu'elles ont subis.

Selon Iran Human Rights, environ 70 % des femmes exécutées pour meurtre avaient tué leur partenaire masculin, souvent par

désespoir après avoir subi des violences prolongées. En 2024, au moins 31 femmes ont été exécutées en Iran - le nombre le plus élevé depuis 17 ans - dont beaucoup ont fait l'objet d'accusations découlant de situations telles que la violence domestique ou le mariage forcé. Ces cas soulignent que le système judiciaire iranien ne tient souvent pas compte des réalités vécues par les femmes, les punissant sévèrement sans tenir compte du contexte de leurs actes ou des traumatismes qu'elles ont subis.

Éliminer la dissidence de genre et des minorités nationales

Les condamnations à mort de prisonnier·es politiques, y compris celles des trois femmes, s'inscrivent dans une stratégie plus large de la République islamique visant à étouffer la dissidence et à supprimer toute opposition au gouvernement. Le régime a de plus en plus recours à la peine de mort pour intimider les manifestant·es et les militant·es, en utilisant la menace d'une exécution pour créer un climat de peur et réduire au silence celles et ceux qui s'expriment contre lui. Les féministes affirment que la criminalisation de l'activisme politique et le recours à la peine de mort qui s'ensuit reflètent une tentative patriarcale de contrôler et d'effacer les voix des femmes qui osent s'opposer au régime.

L'un des aspects les plus inquiétants de l'application de la peine de mort par la République islamique est l'absence de procédure régulière et le recours fréquent à des aveux forcés obtenus sous la torture. Les prisonnier·es politiques se voient souvent refuser l'accès à un·e avocat·e et sont soumis·es à des simulacres de procès, qui violent les normes internationales en matière de justice. Dans de nombreux cas, les «aveux» utilisés pour condamner les individu·es sont obtenus sous la contrainte, ce qui souligne le mépris systématique du régime pour les droits des êtres humains.

La peine de mort en Iran est appliquée de manière disproportionnée aux membres des minorités ethniques et religieuses. Comme on l'a vu dans le cas des trois femmes, les personnes qui risquent d'être exécutées appartiennent souvent à des communautés marginalisées, qui ont toujours fait l'objet d'une discrimination systémique dans la société iranienne. Ces minorités, notamment les

Kurdes, les Baloutches, les Turcs, les Arabes et d'autres nationalités et communautés ethniques, sont souvent prises pour cible par le régime en raison de leur engagement dans l'activisme politique, et la peine de mort est utilisée comme un moyen d'étouffer encore davantage leur voix.

L'intersection du genre et du statut de minorité rend l'expérience de la peine de mort encore plus complexe pour des personnes comme Mohammadi, Azizi et Moradi. Ces femmes, en tant que membres de communautés minoritaires, sont victimes non seulement de violences fondées sur le genre, mais aussi de persécutions ethniques et politiques. Leur exécution servirait d'avertissement aux autres femmes et communautés minoritaires pour leur faire comprendre que la résistance au régime n'est pas tolérée.

Le recours à des aveux forcés obtenus sous la torture est une caractéristique du système judiciaire iranien, en particulier lorsqu'il s'agit de prisonnier·es politiques. Le régime utilise souvent ces aveux pour justifier la peine de mort, malgré leur manque de fiabilité inhérent. Par exemple, dans les cas de Mohammadi, Azizi et Moradi, il est probable que les aveux aient été obtenus sous la contrainte, et les procès qui ont abouti à leur condamnation à mort ont été entachés de graves violations des droits de la défense. Les universitaires féministes affirment que ces aveux sont particulièrement problématiques lorsqu'ils sont appliqués à des femmes, car ils impliquent souvent la criminalisation de l'action politique des femmes. Dans le cas des trois femmes, leur participation aux manifestations «Femme, vie, liberté» n'était pas seulement un acte politique, mais un défi direct au contrôle patriarcal que le régime cherche à maintenir. Les aveux forcés qui leur ont été arrachés servent à criminaliser leur résistance, les punissant effectivement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et d'association.

L'exécution de prisonniers politiques en Iran, en particulier de femmes, constitue une violation flagrante du droit international en matière de droits des êtres humains. Le fait que l'Iran continue d'appliquer la peine de mort pour des crimes politiques est condamné par des organisations internationales, notamment Amnesty International et Human Rights Watch, ainsi que par le Conseil



des droits des êtres humains des Nations unies, qui ont appelé à plusieurs reprises à l'abolition de la peine de mort et à la libération des prisonniers politiques.

Cependant, les gouvernements internationaux, en particulier ceux qui entretiennent des relations diplomatiques avec le régime iranien, sont restés largement silencieux face à ces exécutions. Le silence de la communauté internationale ne fait qu'enhardir le gouvernement iranien, lui permettant de poursuivre sa campagne brutale contre la dissidence.

Les militantes féministes et les organisations de défense des droits des êtres humains affirment qu'une pression mondiale doit être exercée sur l'Iran pour qu'il mette fin à l'application de la peine de mort à l'encontre des dissident-es politiques. Les gouvernements doivent s'élever contre ces exécutions et exiger la fin de la persécution systémique des femmes et des minorités en Iran. La communauté internationale doit tenir le régime iranien pour responsable de ses violations des droits des êtres humains, en particulier de son recours abusif à la peine de mort comme outil de répression politique.

Le recours croissant à la peine de mort en Iran comme moyen de faire taire les dissident-es politiques et de marginaliser les femmes est une pratique profondément troublante de la République islamique d'Iran. Les cas de Pakhshan Azizi, Sharifeh Mohammadi et Varisheh Moradi mettent en évidence l'intersection du genre, de la politique et de la violence d'État, la peine de mort étant utilisée comme un outil pour maintenir le contrôle patriarcal et supprimer les droits des femmes. Les militantes féministes et les organisations de défense des droits des êtres humains doivent continuer à faire pression pour l'abolition de la peine de mort en Iran et pour la libération des prisonnier-es politiques injustement condamnés.

La lutte pour les droits des femmes en Iran est intrinsèquement liée à la lutte pour

la justice et les droits des êtres humains pour tous et toutes. La condamnation à la peine de mort des prisonnier-es politiques, en particulier des femmes, n'est pas seulement une violation des droits individuels, mais une attaque directe contre les mouvements féministes qui remettent en cause les structures oppressives du pouvoir en Iran. Il est temps pour la communauté internationale d'agir, d'exiger l'abolition et la fin des exécutions, et de soutenir les femmes et les hommes qui continuent à lutter pour la liberté, la dignité et l'égalité en Iran.

En conclusion, la peine de mort en Iran, en particulier en ce qui concerne toutes et tous les prisonniers politiques et les femmes, n'est pas seulement une question de justice légale, mais aussi une question de lutte féministe. L'exécution d'Azizi, de Mohammadi et de Moradi met en évidence l'intersection de la violence d'État, de l'inégalité entre les sexes et de la répression politique, et la lutte pour mettre fin à ces condamnations à la peine de mort est une lutte pour la justice, l'égalité et les droits des êtres humains. Les féministes, tant en Iran que dans la diaspora iranienne et au niveau international, doivent continuer à exiger l'abolition de la peine de mort en Iran. L'abolition de la peine de mort n'est pas seulement une réforme juridique, c'est un engagement pour un avenir plus humain et plein d'espoir.

Elahe Amani est présidente du Women's Intercultural Network, membre du conseil d'administration de la National Association for Community Mediation, professeur émérite de l'université d'État de Californie et rédactrice en chef de la section féminine du journal mensuel Peace Mark, une publication des militants des droits humains en Iran (HRA).

Source : *New Politics*, 16 avril 2025
Cet article a été publié d'abord sur *LA Progressive*.

Quand les adolescentes résistent

Carol Mann

71

Dans des situations extrêmes, la résistance surgit là où l'attend le moins, dans les pays où la condition des femmes est particulièrement oppressante et le soutien des hommes fait défaut. Et pourtant, un bon nombre d'adolescentes en Afghanistan et en RDC ont trouvé des façons de lutter, certes à une échelle modeste, mais significative.

S'il fallait cartographier l'enfer, deux de ses pôles se trouveraient en Afghanistan et en République démocratique du Congo (RDC) respectivement et occuperaient la place centrale de la Géhenne réservée aux êtres humains nés de sexe féminin.

De prime abord, les deux pays, montagneux et désert d'un côté, tropiques et forêt vierge de l'autre, n'ont rien en commun. Si ce n'est l'extrême pauvreté des populations gouvernées de part et d'autre par une kleptocratie corrompue, les uns au nom d'une religion dévoyée, les autres, derrière un simulacre de démocratie. Et, à l'est de la RDC et en Afghanistan entier, on retrouve la plus abjecte chosification des femmes.

Dans cette partie du Congo qui regorge des minéraux les plus précieux, le viol sert à la captation des richesses, au pillage organisé des villages et des mines. Le corps des femmes est le champ de bataille suprême où s'affrontent toutes les convoitises – peu importe l'âge, du bébé de quelques mois à l'aïeule, pourvu qu'il y ait un vagin à déchirer, à taillader, à brûler. Comme si le principe de la féminité physique était à anéantir.

Les commanditaires rwandais de ces massacres à échelle gigantesque ont donné carte blanche à ces miliciens les M.23 abrutis par le sang, ivres de violence. C'est à partir de Kigali que tout s'organise avec la connivence cachée d'alliés à Kinshasa, sans la moindre entrave, sans la moindre réaction de la part des instances internationales pourtant

habilitées à juger les crimes contre l'humanité. Et cela pour deux raisons principales. Les mines congolaises fournissent la planète en matières premières nécessaires pour notre technologie au quotidien, ordinateurs, téléphones dits intelligents – mais totalement dépourvus de réflexion morale. Repenser la technologie en fonction des conséquences humaines? Impensable, d'autant que les victimes ne sont, majoritairement «que» des femmes.

Idem pour l'Afghanistan où s'est mis en place un apartheid de genre unique au monde: la moitié de la population, celle née de sexe féminin, est interdite de toute forme d'éducation au-delà d'un niveau primaire rudimentaire, interdite d'accéder à des services de santé, quitte à accoucher dans la rue devant une maternité où on leur refuse l'entrée si elles ne sont pas accompagnées d'un *mahram*, un proche parent masculin.

Certes quelques groupes occidentaux, s'en émeuvent çà et là, signent des pétitions, font montre de leur indignation. Ce sont souvent des soixantehuitardes plutôt que des jeunes militantes encartées qui se murent dans un silence politiquement correct, comme si mettre en cause le plus féroce des régimes islamistes (et tous les autres qui s'en inspirent) pouvait être taxé d'islamophobie. Et les gouvernements occidentaux (Russie comprise) Turquie et leurs sympathisants européens, eux, se montrent de plus en plus prêts à négocier avec les talibans, comme si la montée partout des droites extrêmes et de la religion politisée suscitait une sorte de fatalisme qui acquiescerait le pire.

Mais en dépit du silence assourdissant de l'Occident, les adolescentes de l'Afghanistan et de la RDC se rebiffent. Voici deux exemples des plus parlants. À Bukavu dans un quartier pauvre, tous les samedis quand

il n'y a pas école, depuis plus de dix ans, on range les tables et les bancs d'une salle de classe pour des cours de self-défense hebdomadaires destinés à des filles scolarisées de 6 à 18 ans¹.

Quand les M23 sont venus occuper la ville² en février dernier, les habitants étaient terrorisés par les agressions, les batailles en pleine rue, les vols à main armée. Mais au bout de dix jours, ces petites guerrières en herbe, Pépé Macumu, leur vénérable prof et karateka chevronné, sans oublier l'infatigable Semy³ qui les encadre ont décidé vaillamment de reprendre les cours – même si des cadavres jonchent les rues.

Bien entendu, leurs efforts peuvent paraître dérisoires en face de la brutalité des miliciens armés jusqu'aux dents, mais ces très jeunes filles auront toujours la dignité pour elles, le sentiment de leur propre valeur en tant que femmes. Dans ce microcosme urbain, la priorité a été donnée à la volonté de résister, de dire «non». C'est le *no pasarán* des adolescentes congolaises.

Leur exemple inspire, puisque le Dr Mukwege⁴, prix Nobel de la paix a voulu que de pareils cours aient lieu dans sa clinique, la fameuse clinique Panzi située également à Bukavu, où sont opérées les victimes de viols les plus brutaux.

À des milliers de kilomètres, en Afghanistan, leurs contemporaines résistent d'une autre façon: en étudiant. Emmurées chez elles par les talibans⁵, interdites de sortir, de chanter, de parler tout haut, elles ont été gommées, comme leurs aînées, de l'espace public, de la rue, des transports, en bref de la vie. Un pays sans femmes visibles où la moitié de la population est réduite à sa faculté domestique comme du bétail, labeur et reproduction.

Il existe des zones tribales pachtounes où les propriétaires tatouaient de la même façon «leurs» femmes et leurs vaches. La différence, c'est que cette pratique a été élevée

au stade de dogme religieux par le régime taliban et s'exerce non pas directement sur le corps, mais par l'abolition de toute forme de droit et d'autonomie. Le corps féminin, voilé, entravé, naît marqué.

Mais ces jeunes filles se rebiffent. Des écoles secrètes se sont ouvertes partout dans le pays, gérées le plus souvent par des étudiantes qui avaient été en fin de cursus universitaire avant que toutes les facultés ne leur soient fermées. L'offre est variable, ce sont souvent des cours de tout genre, en fonction de ce que les enseignantes peuvent offrir. Pour celles qui peuvent se le permettre, des cours en ligne, parfois donnés à partir de l'étranger: encore faut-il pouvoir s'assurer d'une connexion internet et des moyens pour la payer, ainsi qu'une tablette et un téléphone.

Plus rarement, à l'instar de la scolarité mise en place par deux associations en France⁶ qui travaillent ensemble, le programme scolaire entier, collège et lycée est proposé. Ici des adolescentes se rendent dans des classes secrètes, prenant des risques inouïs, pour apprendre, pour étudier, pour imaginer un avenir qui leur appartiendrait. Leurs jeunes enseignantes partagent ces risques dans une lutte certes inégale, contre le monolithe islamiste bien armé, bardé de technologie de surveillance. Mais ce que les Talibans ignorent, c'est que c'est ici que se forme la génération des femmes instruites qui les remplacera un jour si elles reçoivent le soutien qu'elles méritent.

Au Congo, en Afghanistan, ces adolescentes luttent pour demeurer le sujet de leur propre histoire et non l'objet de celles de volontés (masculines hélas) arbitraires. Sans même se rendre compte de leur héroïsme, elles font partie des rarissimes résistantes de notre époque. À nous qui observons aussi mollement la montée de régimes autoritaires, voire totalitaires d'en tirer une leçon.

1. Pour tout renseignement sur le self-défense en RDC ou la scolarité secrète en Afghanistan, contacter: info@femaid.org

2. *Le Monde*.

3. Femaid (www.femaid.org) et Nayestane (www.nayestane.org).

4. *ONU Info*, 22 janvier 2025.

5. *Le Monde*, 31 décembre 2024.

Carol Mann est sociologue spécialisée dans l'étude des rapports entre genre et conflits armés. Elle est chercheuse associée au LEGS (Paris 8), directrice de FemAid et Women in War.

Source: *Le Club Mediapart*, 21 avril 2025.

6. Association Afia-Fev, Bukavu.

Où est l'indignation face aux violences sexuelles « systématiques » contre les Palestinien·nes ?

Samah Salame

73

Malgré les preuves de plus en plus nombreuses des crimes sexistes commis par l'armée, les associations de femmes israéliennes ont largement ignoré ou nié le nouveau rapport accablant de l'ONU.

Le mois dernier, un rapport destiné au Conseil des droits des êtres humains des Nations unies a affirmé – comme les Palestinien·nes l'affirment depuis longtemps – qu'Israël a systématiquement eu recours à la violence sexuelle et aux crimes fondés sur le genre contre les femmes, les hommes et les enfants palestiniens depuis le 7 octobre.

L'enquête, publiée parallèlement à des témoignages poignants de survivant·es et de témoins, de représentant·es de la société civile, d'universitaires, d'avocat·es et d'expert·es médicaux au cours d'une audience de deux jours à Genève, a abouti à plusieurs conclusions essentielles qui, à mon avis, exigent une attention et une action immédiates de la part de la communauté internationale.

Tout d'abord, l'utilisation par les forces israéliennes de la violence fondée sur le genre a connu une escalade spectaculaire en termes d'échelle et d'intensité depuis le 7 octobre, devenant « systématique ». Ces crimes sont devenus un outil d'oppression collective visant à démanteler les familles et les communautés palestiniennes de l'intérieur – une tactique empruntée à d'autres campagnes de violence ethnique et de génocide dans des endroits tels que la Bosnie, le Rwanda, le Nigeria et l'Irak, où le corps des femmes est devenu un champ de bataille.

Deuxièmement, les centres de détention militaire israéliens sont devenus les épicentres des formes les plus flagrantes de violence sexuelle. Au-delà des images largement diffusées de prisonnier·es palestinien·nes

dénudé·es à Gaza, le rapport fait état de témoignages provenant d'installations telles que Sde Teiman, où les prisonnier·es, privé·es de toute protection juridique et loin de la vue des médias, ont été victimes de viols, de dégradations sexuelles et de tortures. Dans certains cas, comme celui du médecin Adnan Al-Bursh, les prisonniers sont morts en conséquence directe des abus sexuels qu'ils ont subis pendant leur détention.

Troisièmement, le rapport fait état de la prolifération de la violence sexuelle à l'encontre des Palestinien·nes dans le domaine numérique. Les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, ont été confrontés à la honte, au *doxing* et à l'exploitation de leur orientation sexuelle ou de leur comportement privé en tant qu'outils de coercition et d'intimidation.

Les colons israéliens, qui agissent souvent sous la protection de l'armée, harcèlent sexuellement les femmes palestiniennes en Cisjordanie, exploitant les rôles traditionnels des hommes et des femmes au sein de la société palestinienne comme méthode d'oppression.

Les conclusions du rapport, qui a été réalisé par la Commission d'enquête des Nations unies sur le territoire palestinien occupé, s'appuient non seulement sur les récits des survivant·es, mais aussi sur les messages publiés par les soldats israéliens sur les réseaux sociaux. Les auteurs de ces actes ont fièrement décrit leurs actes « héroïques » de vengeance masculine, fouillant dans les tiroirs des Palestiniennes, posant en sous-vêtements et gribouillant des graffitis misogynes à l'intérieur des maisons occupées de Gaza. Bien qu'une grande partie de ce contenu ait ensuite été supprimée des plateformes sociales, il reste archivé dans le rapport de l'ONU pour la postérité.

Mais si ces vidéos et ces images sont indéniablement répréhensibles et criminelles, elles pâlisent en comparaison des violences sexuelles plus extrêmes documentées dans le rapport. Le déshabillage public forcé et les fouilles invasives, le retrait forcé du hijab des femmes, le tournage d'actes de dégradation sexuelle sous la menace de nouvelles violences, les menaces et les actes de viol comme forme de torture – tout cela constitue non seulement des violations de la dignité, mais aussi de profondes agressions physiques et sexuelles.

Le rapport affirme que des femmes et des hommes ont été la cible de ces crimes et met en cause les médias israéliens qui les ont normalisés en accueillant des commentateurs et des présentateurs qui ont parlé de l'utilisation de la violence sexuelle comme d'un outil légitime dans la guerre. Elle met par exemple en évidence les commentaires d'Eliyahu Yosian, de l'institut Misgav, sur la chaîne d'extrême droite Channel 14: «La femme est un ennemi, le bébé est un ennemi et la femme enceinte est un ennemi» (Channel 14 a enregistré plus de 1,6 million de vues après la mise en ligne le clip).

D'après les témoignages présentés à la commission, les femmes victimes ont souvent beaucoup de mal à dénoncer les abus dont elles sont victimes. Un exemple notable est celui d'un poste de contrôle militaire israélien près de Hébron, où un soldat s'exposait régulièrement aux femmes palestiniennes qui passaient. Une étudiante qui doit passer par ce poste de contrôle pour se rendre à l'école choisira probablement de garder le silence sur ces abus, car en parler signifierait presque certainement qu'elle devrait interrompre ses études.

Les attaques contre les installations de santé reproductive à Gaza constituent un autre aspect des crimes de guerre sexistes commis par Israël. Selon le rapport, les forces israéliennes ont systématiquement pris pour cible les infrastructures de santé maternelle de Gaza, les centres de traitement de la fertilité et, en fait, toute institution liée à la santé génésique. Le rapport fait également état de cas où des snipers ont tiré sur des femmes enceintes et âgées, et où des médecins ont dû pratiquer des césariennes sans désinfectant ni anesthésie.

Sur la base des conclusions du rapport, Navi Pillay, présidente de la commission d'enquête, a déclaré :

Il est impossible d'éviter la conclusion qu'Israël a utilisé la violence sexuelle et sexiste contre les Palestiniennes pour instiller la peur et perpétuer un système d'oppression qui sape leur droit à l'autodétermination.

Un réveil brutal

Contrairement au rapport parallèle de l'ONU publié en mars 2024, qui enquêtait sur les crimes sexistes commis par des militants du Hamas contre des femmes israéliennes le 7 octobre, le rapport actuel n'a pratiquement pas été couvert par les médias grand public, que ce soit en Israël ou dans le reste du monde.

Il s'avère que même une escalade spectaculaire des crimes sexistes contre les femmes et les filles pendant la guerre, et la détermination sans équivoque que l'utilisation de ces méthodes par Israël était systématique, plutôt que de simples actes isolés commis par des soldats individuels, n'ont pas suffi à pousser les organisations féminines israéliennes ou internationales à s'opposer, à condamner ou même à demander un examen urgent de la question. Le fait que le rapport ait été publié quelques jours avant la Journée internationale des droits des femmes n'a pas suffi à déclencher des webinaires, des symposiums ou des conférences dans les universités du monde entier, ni des discussions d'urgence au sein des commissions parlementaires pour la promotion des droits des femmes.

Ici, en Israël, les réactions vont du silence au déni pur et simple. «L'ONU soutient les terroristes de la Nukhba et le Hamas», a déclaré Hagit Pe'er, présidente de Na'amat, la plus grande organisation de femmes en Israël :

Ce rapport dégage une forte odeur d'antisémitisme. Il s'agit d'une tentative de créer une réalité alternative et inversée en réponse au massacre sexuel perpétré par le Hamas contre des femmes et des hommes israéliens – alors que les institutions internationales, y compris les organisations de femmes du monde entier, restent ostensiblement silencieuses. Ce sont ces mêmes organisations qui condamnent toute

violence sexuelle, sauf si les victimes sont des femmes israéliennes et juives.

J'ai également soumis les conclusions du rapport à la professeure Ruth Halperin-Kaddari et à l'ancienne procureure militaire en chef Sharon Zagagi-Pinhas du projet Dina, une initiative chargée de documenter les violences sexuelles commises par le Hamas. Elles ont elles aussi qualifié cette initiative de « nouvelle étape dans la campagne de délégitimation d'Israël ».

« Depuis sa création en 2020, la [Commission d'enquête des Nations unies sur le territoire palestinien occupé] a adopté un parti pris unilatéral et anti-israélien dans la grande majorité de ses actions, ce qui se reflète clairement dans le rapport actuel », ont déclaré Halperin-Kaddari et Zagagi-Pinhas en réponse à mon enquête.

« Comment les affirmations faites dans ce rapport peuvent-elles être comparées aux crimes brutaux de violence perpétrés systématiquement et délibérément par le Hamas le 7 octobre – des actes horribles de viol, de mutilation génitale et de violence sexuelle infligés même à des cadavres », ont-elles poursuivi. :

Il est profondément regrettable qu'au lieu de prendre des mesures pour inscrire le Hamas sur la liste noire des organisations qui commettent des violences sexuelles en tant qu'arme de guerre, la Commission ait choisi une autre voie.

« Quant aux allégations elles-mêmes, ont-elles ajouté, contrairement au Hamas qui nie systématiquement ses crimes, si elles sont fondées, les autorités israéliennes sont tenues de mener une enquête en bonne et due forme ».

Comme beaucoup de femmes en Israël, j'ai également connu un réveil féministe brutal au cours de cette guerre. J'ai perdu des camarades palestinien·nes qui n'ont pas apprécié ma condamnation des violences commises par le Hamas contre les femmes israéliennes le 7 octobre, et j'ai perdu des amis juifs et des amies juives qui considéraient les femmes de Gaza comme des cibles légitimes.

Après une réflexion douloureuse, j'ai appris la force et le courage que nous, les femmes, devons cultiver pour dénoncer sans équivoque toute violence contre le corps

d'une femme, qu'elle soit palestinienne ou israélienne. Il ne devrait pas être nécessaire d'expliquer qu'aucune mère – que son enfant ait les cheveux roux ou la peau foncée, les yeux verts ou bruns – ne devrait être tuée, et qu'aucun bébé ne devrait être donné en pâture à l'insatiable machine de guerre d'hommes assoiffés de pouvoir et de richesses.

Nous, les femmes – jeunes et âgées, mères et filles, féministes et même celles qui ne se définissent pas comme telles – devons élever la voix et dire : assez de cette guerre. Cette patrie ne sera pas libérée sur nos corps, et aucun avenir ne vaut la peine d'être construit à partir de l'épave de nos utérus.

Samah Salame est une militante et écrivaine féministe palestinienne.

Source : [972mag](#), 17 avril 2025. Une version de cet article a d'abord été publiée en hébreu sur [Local Call](#).

Lire aussi

ONU Droits humains : « *Plus qu'un être humain ne peut supporter* » : le recours systématique par Israël à la violence sexuelle et procréative, et à d'autres formes de violence fondée sur le genre depuis le mois d'octobre », 13 mars 2025 ; et [AURDIP](#), 28 mars 2025.

Ukraine : « Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation »

Entretien à ReSeew Coop

Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat

Dès les premiers jours de la guerre à grande échelle en Ukraine, la capacité d'auto-organisation de la société ukrainienne a été cruciale. Là où l'État ne pouvait pas assumer ses tâches, la société s'est organisée pour y répondre. Un processus politique et social qu'a synthétisé ainsi une membre du groupe féministe ukrainien Bilkis :

La société ukrainienne est un exemple de la façon dont les gens peuvent s'organiser dans un but précis. Nous pensons que la société civile peut faire (ou même fait) plus que l'État à certains égards. Nous aimerions que cette expérience montre aux gens de notre pays que ce sont eux et elles [...] qui sont l'État, c'est-à-dire qu'ils et elles sont la force politique qui peut et doit changer tout ce qui les entoure.

Une nécessité dans le cas ukrainien, mais qui illustre la volonté de prendre ses affaires en main, osons le terme autogestionnaire, que l'on retrouve aujourd'hui en Serbie et que Carl Davidson et Bill Fletcher Jr. désignaient dans le n° 9 d'*Adresse* comme une « politique du pouvoir » versus une « politique de la protestation » Cette tradition d'auto-organisation ne vient pas de nulle part.

La Commune de Maïdan avait montré au monde entier la disposition du peuple ukrainien à l'auto-organisation. Le puissant mouvement des coopératives ukrainiennes du début du 20^e siècle a certainement nourri cette aptitude. Ce mouvement a été un chemin et un instrument autant de l'émancipation nationale (anticoloniale) que de l'émancipation sociale et économique mis en échec par le tragique de l'Histoire.

Parmi les multiples exemples ukrainiens actuels d'auto-organisation « de pouvoir », nous sommes allés à la rencontre de la coopérative autogérée de couture Resew, fondée en 2016 et composée de femmes. Depuis cette interview la coopérative a lancé sur le « marché » ukrainien un nouveau jeu de société : un « Monopoly anticapitaliste ».

Patrick Le Tréhondat

Racontez-nous l'histoire de votre coopérative et de ses activités, avant et après le 24 février. Comment travaillez-vous ou décidez-vous ? Quelles sont les perspectives ?

Nous nous sommes organisés en coopérative en août 2016. Nous avons considéré ce projet comme économique, environnemental et féministe et qui prévoyait de travailler dans les domaines suivants :

- 1) populariser la réparation et du recyclage des vêtements et textiles et d'un mode de vie respectueux de l'environnement.
- 2) publier des informations sur la discrimination dans la production de vêtements et de textiles (économique, environnementale, de genre), la reconnaissance d'une valeur juste du travail dans l'industrie de l'habillement, la critique de la fast fashion et la surproduction de vêtements et de textiles.
- 3) responsabilité conjointe des participants au projet pour le fonctionnement de la coopérative : réunions collectives, prise de décision par consensus, gestion conjointe des réseaux sociaux utilisant un marketing alternatif (non agressif), communication avec les clients, approvisionnement/recherche de matériaux, constitution d'un système financier transparent contrôlé par tous les membres de la coopérative et d'autres fonctions.

Plus tard, nous avons commencé à organiser des ateliers où nous enseignons, conseillons et aidons à réparer les vêtements, à les modifier pour les adapter aux besoins de celui/celle qui les portait. Rénovez des poches et des sacs en toile pour remplacer ceux en plastique, ainsi que des serviettes menstruelles réutilisables. Nous avons commencé à travailler beaucoup avec les communautés

queer et trans*, créant des vêtements confortables et abordables pour les membres de ces communautés. Tout cela était important et intéressant pour nous. Nous avions des clients réguliers et des participants aux ateliers, qui soutenaient nos principes.

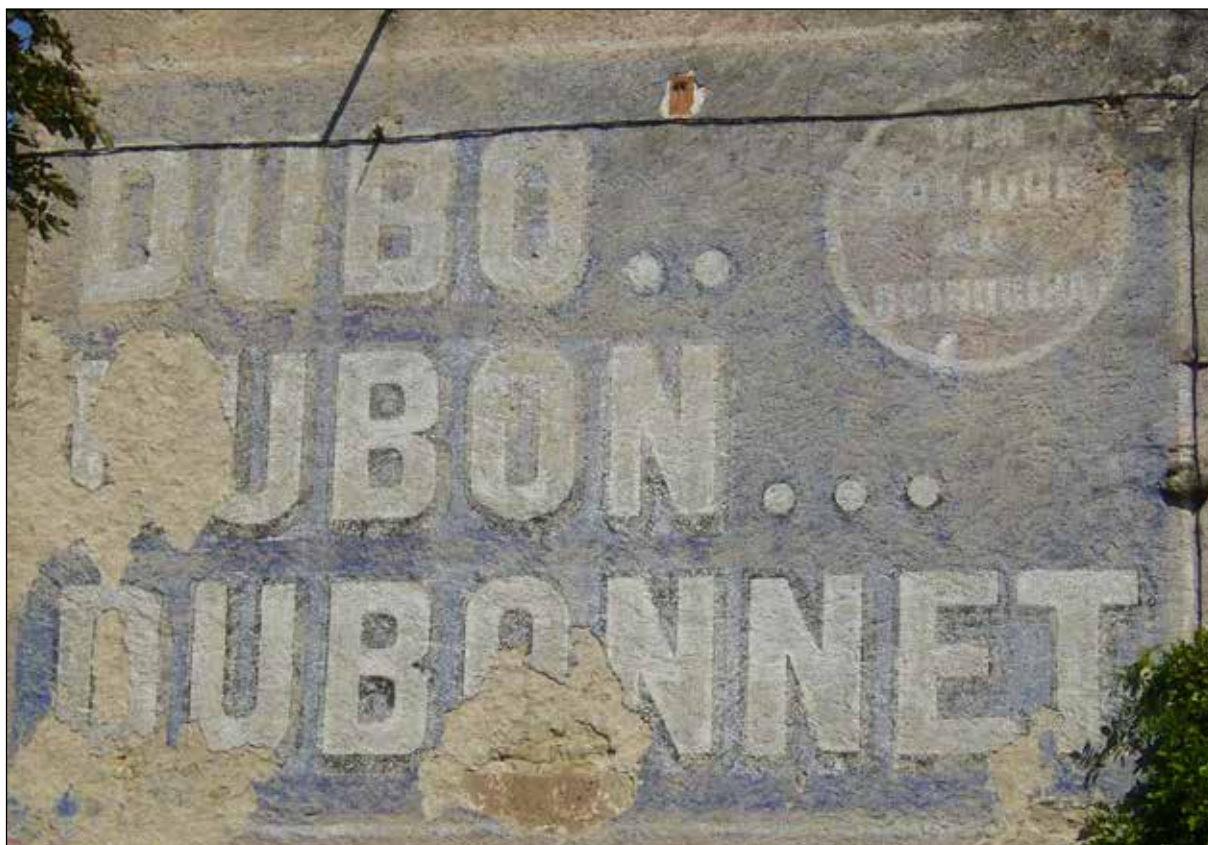
Petit à petit, nous avons gagné suffisamment d'argent pour acheter des machines à coudre et un générateur de vapeur, et nous avons créé des conditions confortables dans l'atelier. Selon les années, il y avait 5, 3, 2, 4, 3 participants. En 2018, en collaboration avec l'initiative artistique Zboku, nous avons loué un espace commun et avons commencé à fonctionner comme un centre communautaire pour les personnes queer, trans* et non binaires à Kyiv.

Nous voulions inciter des couturières à travailler avec nous ou à créer des coopératives similaires. En général, pour populariser la forme coopérative comme alternative à la forme hiérarchique, nous avons participé à des manifestations contre le nouveau Code du travail et à des événements artistiques, culturels et éducatifs dédiés à la lutte pour les droits du travail et les conditions de travail en Ukraine. Bien sûr, nous avons été confrontés à de nombreux problèmes: le faible coût des produits sur le marché textile,

la dévaluation et le manque de prestige du travail de couture, et même le harcèlement en ligne. Mais grâce à notre enthousiasme et au fait que nous étions entourés de personnes partageant nos principes, la coopérative a continué à innover.

À partir du 24 février 2022, nous sommes restés à Kyiv pendant environ un mois. Nous avons déménagé dans cet atelier car c'était un demi-sous-sol; nous cousions bénévolement des chevrons et des sous-vêtements pour les militaires et les membres de la Défense territoriale. Nous avons aidé tout le monde que nous pouvions parmi nos proches, nos amis et dans le quartier où nous vivions.

Le 20 mars 2022, deux membres de la coopérative partent en Finlande. À l'étranger, nous avons commencé à organiser des événements (dîners de solidarité, projections de films, présentations) pour collecter des fonds pour nos camarades et des initiatives qui, nous le savons, continuent de fonctionner en Ukraine, notamment en fournissant une aide humanitaire aux civils en première ligne et une aide militaire aux personnes issues des communautés antihierarchiques, féministes et queer. Il est également important pour nous désormais d'entretenir des relations



avec nos amis et camarades avec lesquels nous avons fait des activités au cours des dernières années et qui ont formé notre communauté, mais qui sont désormais dispersés dans le monde entier.

Le festival féministe de Kiev vous présente comme « politiquement et écologiquement sans patrons ni employés ». Quel sens donnez-vous à cette présentation ?

Une des idées et des principes de la coopérative était la structure horizontale de l'organisation. Tonya (Ton) Melnyk, une des fondatrices de la coopérative, nous a dit qu'elle avait l'expérience du fonctionnement de l'industrie du vêtement en Ukraine et ce à divers postes, à la fois comme subordonnée et comme gestionnaire de production. Sous tous ses aspects, c'était une expérience décevante, car soit on économise sur les salaires et les conditions de travail, soit on est contraint de le faire parce que les personnes les plus haut placées dans la hiérarchie imposent de telles exigences dans un souci de rentabilité. Tout cela conduit à l'exploitation de soi, des autres et des ressources naturelles, ce qui ne convenait pas à Ton, qui a un passé de militant. À l'époque, il y a dix ans, est née l'idée d'une entreprise de couture horizontale, où il n'y aurait ni patron ni subordonnée, où toutes les décisions seraient prises selon le principe du consensus, c'est-à-dire en tenant compte des intérêts et de la voix de chaque membre de la coopérative, où les bénéfices seraient répartis de manière égale, ou selon des principes alternatifs, en fonction de l'accord des participantes. Au départ, les personnes intéressées par la création de ReSew étaient des personnes issues des milieux environnementaux, et c'est avec elles que ReSew a été conçu comme un projet d'*upcycling*¹. Mais surtout, l'idée a trouvé un écho dans les milieux de gauche, anarchistes, féministes et queer. L'attitude critique de tous les membres de la coopérative à l'égard de la fast fashion, de la surproduction et de la pollution engendrées par l'industrie mondiale de l'habillement, ainsi que de l'exploitation de personnes

principalement féminines et socialisées, a donné naissance à l'idée fondamentale de s'opposer politiquement et écologiquement à toute forme d'exploitation.

Connaissez-vous d'autres coopératives comme la vôtre à Kiev ou en Ukraine et, si oui, entretenez des relations avec elles ?

Lorsque nous travaillions à Kyiv, nous avons coopéré avec de nombreuses initiatives et organisations horizontales de base, telles que ZBOKU, Salt, Femsolutions, Free-Filmers et d'autres. Mais si nous parlons de coopératives de production, il y avait Bar Koshchei et la coopérative Hleb Nasushchnyi (Le pain quotidien). Cette dernière prépare des plats végétaliens à partir de produits lyophilisés et les propose à la communauté à des prix très abordables ou gratuitement. Nous les avons invités à plusieurs de nos événements, dont le Freemarket 2018. C'était une coopération intéressante et positive. Nous connaissons également plusieurs coopératives qui existaient et dont certaines existent encore en Ukraine, bien qu'il n'y ait pas eu de coopération spécifique entre nous. Par exemple, à Nyjnye Selyshche en Zakarpattia, il y a la coopérative Longo Mai, qui produit des jus directement pressés ; à Lviv, il y a une coopérative qui vend des vêtements et des chaussures de sport ; à Kharkiv, il y a une coopérative alimentaire basée sur le squat anarchiste depuis un certain temps. Nous connaissons également plusieurs coopératives de Biélorussie et de Russie qui partagent des principes similaires aux nôtres, et nous avons coopéré à plusieurs reprises dans le cadre d'événements anarchistes communs. Par exemple, la coopérative d'impression Listovka et le magasin de falafels Horizontal.

Au début du 20^e siècle, l'Ukraine a connu un important mouvement coopératif qui a été un levier pour la libération nationale et sociale de l'Ukraine. Quel rôle donnez-vous aux coopératives comme la vôtre dans une transformation sociale de l'Ukraine en vue d'une émancipation sociale ?

Les coopératives sont, à notre avis, l'un des moyens de diffuser les principes et les idées d'auto-organisation dans la société. De nombreux mouvements populaires sont

1. Récupérer des matériaux ou des produits dont on n'a plus l'usage afin de les transformer en matériaux ou produits de qualité ou d'utilité supérieure. Il s'agit donc d'un recyclage « par le haut ».

redevables de ces idées. Et les mouvements de base, à leur tour, conduisent à des changements et à des transformations sociales majeures. Notre coopérative est suffisamment jeune pour pouvoir mesurer l'impact des activités de Resew sur la société. Parallèlement, au fil des années d'activité de Resew, l'attitude à l'égard d'idées telles que le recyclage, l'upcycling et les comportements respectueux de l'environnement a considérablement évolué. Les serviettes hygiéniques réutilisables, les culottes menstruelles, les pochettes et les sacs sont déjà à la mode et ne sont pas associés au passé soviétique. Mais si nous parlons du mouvement coopératif en général, c'est une école pour les gens qui peuvent s'organiser et agir dans différentes situations sans leadership, ce qui s'est reflété à maintes reprises dans la société ukrainienne au début des manifestations du Maïdan, ainsi qu'au début et pendant l'invasion à grande échelle. La capacité d'auto-organisation est un outil qui permet à la société de se montrer comme un acteur politique que le soi-disant gouvernement actuel doit écouter. Et la direction que prendra la société dépendra de la façon dont cet outil sera utilisé. C'est pourquoi il est très important de renforcer la voix des communautés de base, féministes et antihiérarchiques en Ukraine pour empêcher la domination du discours de droite, qui s'empare facilement de tous les meilleurs outils d'organisation sociale dans un contexte de guerre.

Nous associons souvent les coopératives comme la vôtre au terme d'autogestion [самокерівність]. Ce terme d'autogestion vous semble-t-il refléter ce qu'est votre coopérative? Est-ce une idée familière au sein de la gauche ukrainienne ou plus généralement dans les activités sociales? Nous distinguons les termes «autogestion» et «auto-organisation». Pour nous, c'est l'auto-organisation des personnes, des individus qui investissent beaucoup de ressources dans les activités d'une organisation horizontale de base, qui est la plus applicable. Après tout, tous les membres de la coopérative ne sont pas seulement des couturières, elles communiquent également avec les clients, achètent du matériel, font de la publicité sur activités de l'organisation, rédigent des articles éducatifs et militants, elles sont comptables, chargées des relations

publiques, s'occupent de nettoyer, elles sont community managers et militantes. Toutes les actrices impliquées dans le fonctionnement de la coopérative sont également responsables de son fonctionnement. Le terme autogestion, à notre avis, efface quelque peu la contribution de chacun œuvrant dans la coopérative. Nous ne pensons pas non plus que quiconque puisse adhérer à notre coopérative à tout moment. Cette personne doit partager les principes du féminisme intersectionnel, les idées écologiques de production et être prête à travailler de manière responsable dans une structure non hiérarchique. D'après nos observations, des principes similaires guident la plupart des organisations de gauche en Ukraine et à l'étranger, qui se positionnent comme horizontales ou non hiérarchiques (ou faiblement hiérarchiques) et pratiquent des outils de démocratie directe.

Coopérative ReSew est une coopérative ouvrière ukrainienne.

Source: *Soutien à l'Ukraine résistante*, n°26, 15 décembre 2023.

Lire également

Richard Neuville, «L'économie des travailleur·euses: un réseau international et un concept en construction», *Adresses*

Andrès Ruggieri, «Entreprises récupérées: la résistance à l'ultralibéralisme», *Adresses*, n° 11/111.

